



OFF
A11E8
G3/54
S

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 8 AVRIL 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8TH APRIL, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1037

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Le-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1038

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du vingt-huit février 1916 pour la paroisse de Saint-Charles-Borromée, comté de Bellechasse et de nommer par commission en date du 22 mars 1922, MM. O.-E. Perron, médecin-chirurgien, Charles-Alphonse Fournier, gentilhomme, Joseph Ruel, cultivateur, Joseph Leclerc, cultivateur, Joseph Nadeau, cultivateur, Philéas Ruel, cultivateur, Sauveur Chabot, marchand, et Alphonse Chabot, marchand, tous de Saint-Charles-Borromée, commissaires de ladite Cour. 1391

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 19 décembre 1921 pour la paroisse du Cap-Saint-Ignace, comté de Montmagny, et de nommer par commission en date du 22 mars 1922, MM. Edouard Fortin, Thomas Guimont, Joseph Labée, tous trois cultivateurs ; Ludger Guimont, rentier, et Henri Michon, banquier, tous du Cap-Saint-Ignace, commissaires de ladite Cour. 1393

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 14 février 1917 pour la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, et de nommer par commission en date du 22 mars 1922, MM. Maxime Samson, Alfred Gélinas et Arsène Bournival, tous trois cultivateurs, de la paroisse de Saint-Barnabé, commissaires de ladite Cour. 1395

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 28th of February, 1916, for the parish of Saint-Charles-Borromée, county of Bellechasse, and to appoint by commission dated the 22nd of March, 1922, Messrs. O. E. Perron, physician and surgeon, Charles Alphonse Fournier, gentleman, Joseph Ruel, farmer, Joseph Leclerc, farmer, Joseph Nadeau, farmer, Philéas Ruel, farmer, Sauveur Chabot, merchant and Alphonse Chabot, merchant, all of Saint-Charles-Borromée, commissioners of the said Court. 1392

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 19th of December, 1921 for the parish of Cap Saint-Ignace, county of Montmagny, and to appoint by commission dated the 22nd of March, 1922, Messrs. Edouard Fortier, Thomas Guimont, Joseph Labée, all three farmers ; Ludger Guimont, annuitant, and Henri Michon, banker, all of Cap Saint-Ignace, commissioners of the said Court. 1394

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 14th of February, 1917, for the parish of Saint-Barnabé, county of Saint-Maurice, and to appoint by commission dated the 22nd of March, 1922, Messrs. Maxime Samson, Alfred Gélinas and Arsène Bournival, all three farmers, of the parish of Saint-Barnabé, commissioners of the said Court. 1396

Lettres patentes

Letters patent

"La Compagnie des Logements de la cité de Saint-Jean, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Victor Mailloux, Joseph-V. Mailloux, industriels, et Armand Brosseau, notaire, de la cité de Saint-Jean, dans les buts suivants:

Acquérir des terrains dans les limites de la municipalité de la cité de Saint-Jean, dans la province de Québec, et de bâtir sur ces terrains des maisons d'habitation de dimensions raisonnables, munies d'améliorations convenables et destinées à être louées à des prix modérés, suivant les dispositions de la loi 4 George V, chapitre 47, telle qu'amendée par 10 George V, chapitre 71, sous le nom de "La Compagnie des logements de la cité de Saint-Jean, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1341 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie des Logements de la cité de Saint-Jean, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1922, incorporating: Victor Mailloux, Joseph V. Mailloux, manufacturers, and Armand Brosseau, notary, of the city of Saint John's for the following purposes:—

To acquire lands in the limits of the municipality of the city of Saint-John's, in the Province of Quebec, and to build thereon dwelling-houses of reasonable dimensions supplied with modern improvements and intended to be let at a moderate price, according to the provisions of the Act 4 George V, chapter 47 as amended by 10 George V, chapter 71, under the name of "La Compagnie des Logements de la cité de Saint-Jean, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars, each.

The head office of the company, will be at Saint-John's, in the district of Iberville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1342 Assistant Provincial Secretary.

"L'Association des marchands entrepreneurs-électriciens de la province de Québec Inc".

—Association of the Electrical Contractor Dealers of the Province of Quebec Inc".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1922, constituant en corporation sans capital-action: Nazaire Simoneau, William Rochon, Donat Vanasse, Louis-Edouard Simoneau, Joseph Anselme St-Amour, John Alexander Anderson, Edward James Gunn, Robert Stevenson Muir et Clayton-Erastus Barrett, tous entrepreneurs-électriciens, de Montréal, dans les buts suivants:

Pourvoir aux moyens de sauvegarder les intérêts surtout professionnels des entrepreneurs-électriciens en général, et des membres de l'association en particulier; tenir des réunions, organiser des congrès, faire de l'organisation générale;

Assurer aux membres le bénéfice d'un complément de formation personnelle, au moyen d'études de toutes sortes, et travailler de toute manière jugée convenable à l'avancement professionnel, économique ou social des membres; s'employer au succès d'entreprise se rattachant de près ou de loin aux buts de l'association, ou jugées par elle conforme à sa mentalité ou digne d'être favorisées;

Ester en justice, fonder dans toute la province et ailleurs des cercles d'études et d'action, des groupements régionaux, leur donner le nom officiel et la désignation déterminée aux règlements généraux, organiser des cours des conférences pour la poursuite de son objet;

Fonder et maintenir des bibliothèques, des salles de lecture, des lieux de réunion et des salles publiques; acheter, imprimer, éditer et vendre des livres, des revues, des journaux, des brochures et

"L'Association des marchands entrepreneurs-électriciens de la province de Québec Inc".

—Association of the Electrical Contractor Dealers of the Province of Quebec Inc".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1922, incorporating as a corporation without shares capital, Nazaire Simoneau, William Rochon, Donat Vanasse, Louis-Emond Simoneau, Joseph-Anselme St-Amour, John Alexandre Anderson, Edward James Gunn, Robert Stevenson Muir, and Clayton Erastus Barrett, all electrical contractors of Montreal, for the following purposes:

To provide the means of safeguarding especially the professional interests of electrical contractors in general and of the members of the association in particular; to hold meetings, organize conventions and carry on a general organization campaign;

To assure to the members a complement of personal formation, by means of studies of all kinds, and work in every-day way deemed expedient to the professional, economical or social advancement of the members; to promote the success of undertakings closely or remotely allied to the purposes of the association or deemed by it to be consistent with its mentality or worthy of encouragement;

To ester en justice establish, throughout the Province and elsewhere clubs for study and action, regional groups, give them the official name and the designation determined by the general by-laws, organize courses and lectures for the pursuit of its object;

To establish and maintain libraries, reading rooms, meeting places and public halls; buy, print, edit and sell books, reviews, newspapers, pamphlets and any publications whatever deemed

toutes publications quelconques jugées conformes au but et aux entreprises de l'association;

Acquérir, acheter, recevoir par donation, testament, legs ou autrement, et posséder tous biens meubles et immeubles, en percevoir des revenus les louer, vendre, échanger, céder, aliéner ou autrement en disposer;

Percevoir des membres toutes contributions cotisations, souscriptions et tous abonnements, former dans toute la province et ailleurs des groupes et des cercles jouissant des pouvoirs déterminés par les règlements, et soumis au contrôle, à la direction et aux conditions pourvues aux statuts généraux adoptés par l'association;

Encourager et soutenir les œuvres, mouvements et entreprises conforme à l'objet et à l'esprit de l'association; organiser des concours fonder des prix et distribuer des récompenses; aider ou lancer toute entreprise propre à assurer la réalisation des objets et du but de l'association, et en particulier la sauvegarde des intérêts économiques, professionnels ou sociaux des membres;

En général exercer les pouvoirs susceptibles de permettre à l'association d'atteindre son but, ou capables de servir à la mise en œuvre de ses moyens, à l'exécution de ses entreprises et à l'exploitation de ses biens et de ses droits, sous le nom de "L'Association des marchands entrepreneurs-électriciens de la Province de Québec Inc.—Association of the Electrical Contractors Dealers of the Province of Quebec, Inc.". Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1343 C.-J. SIMARD.

med consistent with the purpose and undertaking of the association;

To acquire, buy, receive by donation, testament, legacy or otherwise, own any moveable and immoveable property, collect revenues therefrom, lease sell, exchange, assign, alienate or otherwise dispose of the same;

To collect from the members any contributions assessments, subscriptions and admission fees, form throughout the Province and elsewhere groups and clubs enjoying all the powers determined by the by-laws and submitted to the control, direction and conditions enacted in the general statutes adopted by the association;

To encourage and sustain the works, movements and undertakings in record with the object and spirit of the association; organize competitions, found prizes and distribute awards; aid or launch any undertaking calculated to assure the attainment of the objects and purposes of the association and in particular the safeguard of the economical, professional or social interests of the members;

Generally to exercise the powers deemed conducive to the attainment of the purposes of the association or capable of being used for the putting into effect of its means, the execution of its undertakings and the exploitation of its property and rights, under the name of "L'Association des marchands entrepreneurs-électriciens de la province de Québec, Inc.—Association of Electrical Contractor Dealers of the Province of Quebec, Inc.". The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is limited, is \$50,000.00.

The head office of the Provincial Secretary, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1344 Assistant Provincial Secretary

"Pierre Rochefort Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1922, constituant en corporation: Pierre Rochefort, rentier, Berthe Rochefort, fille majeure, du Cap de la Madeleine, Luc Rochefort, courtier, 145 rue Saint-Jacques, Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange ou titre équivalent des immeubles et en disposer de la manière qui sera le plus profitable à la compagnie; faire le commerce général d'immeubles et de tout ce qui s'y rapporte subsidiairement; faire toute transaction immobilière ou mobilière comme partie principale ou comme agent;

Exploiter comme courtiers et agents de change, négocier des prêts et placements, des capitaux, des affaires d'agents d'assurances, d'exploiter des fonds de commerce de toute compagnie industrielle ou commerciale comme courtiers et agents de change; de faire comme courtiers et agents de change le commerce des bons, obligations ou autres valeurs, de toute compagnie industrielle ou commerciale, de toute société, personne, gouvernement ou municipalité;

Exercer l'industrie d'entrepreneur maçon, d'entrepreneur menuisier, entrepreneur en peinture ou en plomberie; de faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction; d'exploiter des fermes, carrières, mines et ter-

"Pierre Rochefort Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1922, incorporating: Pierre Rochefort, annuitant, Berthe Rochefort, spinster of age, of Cap-de-la-Madeleine; Luc Rochefort, broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or other equivalent title, real estate and to dispose thereof in the manner deemed most advantageous to the company; to generally deal in real estate and in everything subsidiarily incidental thereto; to carry on any transaction in moveable or immoveable property as principal or agent;

To operate as stock brokers and agents, negotiate loans and investments of funds, and the business of insurance agents, exploit stocks in trade of any manufacturing or commercial company as stock brokers and agents; to deal as stock brokers and agents in bonds, debentures or other securities of any manufacturing or commercial company, partnership, person, government or municipality;

To carry on the business of masonry contractor, joinery contractor, paint contractor or plumbing contractor; to deal in all kinds of building materials; to exploit farms, quarries, mines and mining lands, timber limits, saw-mills, brick-yards,

rains miniers, des limites à bois, des moulins à scie, des briqueteries des fonderies des sablières, des pulperies; de construire ou d'acquérir des terrains et de les employer utiliser et améliorer pour toute fin de commerce, d'y construire des maisons, bâtisses ou édifices et de les convertir en logements différents pour des particuliers ou pour des familles ou pour l'exploitation de l'industrie ou du commerce de toute personne, compagnie, société ou institution;

Faire des prêts d'argent aux constructeurs de maisons, aux acquéreurs ou aux locataires d'immeubles et de prendre en garantie du remboursement de ces prêts d'argent des hypothèques des actions de compagnies, des obligations ou autres valeurs; d'employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute compagnie, société ou personne exerçant un négoce quelconque;

Prendre des brevets d'invention et les exploiter; de payer pour tous les services rendus à la compagnie ou requis par elle et pour toute acquisition de la compagnie en actions libérées ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

Emprunter sur le crédit de la compagnie d'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables pourvu toutefois que chaque tel bon, obligations, ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons obligations ou autres valeurs de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie; de donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés à un ou plusieurs fidéicommissaires pour assurer le paiement des bons ou obligations une hypothèque sur les immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis;

Distribuer parmi ses membres, en espèces ou autrement, comme il pourra en être résolu aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie qui pourrait prendre tout ou partie des biens et des engagements de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer par paiement en espèces, stock, obligations, parts ou actions acquittées et réglées de la compagnie ou de toute autre manière en faveur de toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en placement ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou à propos de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

Les pouvoirs conférés dans aucun des paragraphes précédents ne seront limités ou restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe ;

Faire toute autre transactions légales et compatibles avec ce genre de commerce, sous le nom de "Pierre Rochefort, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera au Cap-de-la-Madeleine, dans le district de Trois-Rivières.

foundries, sandpits and pulp-mills; construct or acquire lands and use, utilize and improve the same for any commercial purposes, erect thereon houses, buildings or edifices and to convert the same into dwellings for individuals or families or for the exploitation of the trade or business of any person, company, partnership or institution;

To make advances of monies to builders of houses, purchasers or lessees of real estate and to take as the security for the re-imbusement of such loans of money, hypothecs, shares of the company, bonds or other securities; to apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any company, partnership or person carrying on any business whatever;

To take patents of invention and operate the same; to pay for all services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company with paid up shares or partly with paid up shares and partly in cash;

To borrow upon the credit of the company, issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same at such price and for such sums as may be deemed expedient, provided however that each such bond, debenture or other security be not for a less sum than one hundred dollars; hypothecate or pledge the immoveables or moveables of the company or give all such guarantees to secure the payment of the bonds, debentures or other securities or of any loans of money made for the company's purposes; to give through its duly authorized officers to one or more trustees to secure the payment of the bonds or debentures a hypothec on the immoveables of the company in mentioning the issue and amount of the bonds or debentures so guaranteed;

To distribute among its members, in specie or otherwise, as may be resolved, any of the property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities of any other company that may take over the whole or part of the assets and liabilities of the company;

With the approval of the shareholders, to remunerate by the payment in cash, stock, bonds, fully paid up shares of the company or in any other manner, in favor of any person, or persons, corporation or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or in assisting to place or in guaranteeing the placing of the shares of the capital stock of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

The powers granted in any of the foregoing paragraphs shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph ;

To do any with legal transactions compatible with this kind of business, under the name of "Pierre Rochefort, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Cap-de-la-Madeleine, in the district of Three Rivers.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
le treizième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1345 C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this thirteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1346 Assistant Provincial Secretary.

"Comptoir Financier Canadien Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1922, constituant en incorporation: Jean Kempf, gérant; Maurice Olivier, avocat, tous de la cité de Montréal, Léon-Mercier Gouin, avocat, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire d'une façon générale le commerce d'agents financiers, d'agents de change et de courtiers pour l'acquisition, l'achat, la vente, la cession, l'échange, la négociation et la souscription d'obligations, actions et toutes valeurs quelconques de corporations publiques ou privées ou d'entreprises quelconques; employer à ces fins tous les fonds dont la compagnie pourra disposer;

Acquérir de toutes manières quelconque et à quelque titre que ce soit, vendre, céder et employer de toutes manières reconnues par la loi, négocier et échanger, comme principal ou comme agent, tous titres valeurs ou obligations de la Puissance du Canada, de la province de Québec ou d'une autre province ou de toutes municipalités ou corporations scolaires, tous effets publics ou privés du Royaume-Uni ou de tous autres gouvernements, corps constitués ou entreprises;

Acquérir de toutes manières quelconques et à quelque titre que ce soit, vendre, céder, détenir et employer de toutes manières reconnues par la loi, négocier et échanger toutes obligations, actions ou autres valeurs émises par toutes institutions ou compagnies ou corps constitués ou non, ou corporations publique ou privées faisant affaires au Canada ou ailleurs;

Négocier des emprunts d'une manière générale, souscrire à toutes émissions de valeurs publiques ou privées et offrir en souscriptions au public ou aux particuliers toutes valeurs, obligations ou actions et tous titres ci-dessus mentionnés;

Faire des conventions pour garantir le paiement du capital des obligations ou autres valeurs ou des intérêts des obligations, actions ou autres valeurs de toutes compagnies, de tous corps publics ou privés ou de toutes entreprises;

Dans l'intérêt de la compagnie, signer à quelque titre que ce soit, tous effets de commerce;

Acquérir de toutes manières quelconque, et à quelque titre que ce soit, vendre, louer, céder, prendre et mettre en gage ou hypothéquer, détenir et employer de toutes manières reconnues par la loi tous les biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels que la compagnie croira utile ou avantageux d'acquérir, détenir ou céder;

Etre rémunérée pour ses services en argent ou en tous biens, obligations, actions, titres ou valeurs que la compagnie peut acquérir ou pour partie en argent et pour partie autrement;

Acquérir de toutes manières quelconques, les droits, les biens, la clientèle, l'actif total ou partiel de toute personne ou personnes, sociétés, compagnies, syndicats ou associations constituées ou non, faisant le même genre d'affaires que la compagnie ou s'associer à toute personne ou personnes, sociétés, compagnies, syndicats ou associations constituées ou non faisant un semblable

"Comptoir Financier Canadien Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1922 incorporating: Jean Kempf, manager, Maurice Olivier, advocate, both of the city of Montreal; Leon Mercier Gouin, advocate, of the city of Westmount, in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of financial agents, stock agents and brokers, for the acquisition, buying, sale, transfer, exchange, dealing in and subscription of bonds, shares and any securities whatever of public and private corporations or undertakings whatever; to apply for its purposes all the funds of which the company may dispose;

To acquire in any manner whatever and under any title whatever, sell, convey and utilize in any manner recognized by law, negotiate and exchange, as principal or agent, any titles, securities or bonds of the Dominion of Canada, of the Province of Quebec or of any other province or of any municipality or school corporations, any public or private instruments of the United Kingdom or of any governments, incorporated bodies or undertakings;

To acquire in any manner whatsoever and under any title whatever, sell, convey, hold and utilize in any manner recognized by law, negotiate and exchange any bonds, shares or other securities issued by any institutions, incorporated or unincorporated companies or bodies, public or private corporations carrying on business in Canada or elsewhere;

To negotiate loans in a general manner, subscribe to any issues of public or private securities and offer for public or private subscription any securities, bonds or shares and any titles above mentioned;

To enter into any agreements to guarantee the payment or capital of the bonds or other securities or interests of the bonds, shares or other securities of any companies, public or private bodies or of any undertakings;

In the interest of the company, to sign under any title any commercial instruments;

To acquire in any manner whatsoever and under any title whatever sell, lease, assign, take as security and pledge or hypothecate, hold and utilize in any manner recognized by law, any moveable or immovable, corporeal or incorporeal property which the company may think useful or advantageous to acquire, hold or assign;

To be remunerated for its services in cash or in any property, bonds, shares, titles or securities which the company may acquire or partly in cash and partly otherwise;

To acquire in any manner whatsoever, the rights, property, goodwill, the whole or part of the assets of any person or persons, partnerships, companies, syndicates or associations, incorporated or unincorporated, carrying on the same kind of business as the company or to enter in to partnership with any person or persons, partnerships, companies, syndicates or associations,

genre d'affaires; vendre ou céder en tout ou en partie l'entreprise ou l'actif de la compagnie;

Payer en argent ou autrement pour toutes valeurs et tous biens ou intérêts acquis par la compagnie ou pour services à elle rendus lors de sa constitution ou subséquemment et donner pour le paiement de telles choses ou services en tout ou en partie des actions acquittées ou des obligations de la compagnie ou lui appartenant;

Distribuer en espèces ou en nature de temps à autre parmi les détenteurs de parts de la compagnie, toute propriété, actif ou droits de la compagnie;

Exploiter pour l'avantage de leur commerce de courtiers et agents financiers, des propriétés immobilières et de tout ce qui s'y rapporte subsidiairement; négocier des prêts ou placements de capitaux, des affaires d'assurance; promouvoir l'exploitation de toutes compagnies ou entreprises;

Acquérir à quelque titre que ce soit des droits de mines des droits de coupe, des brevets d'invention, en jouir et en disposer librement, sous le nom de "Comptoir Financier Canadien Inc.", avec un capital total de dix mille piastres, (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1355 C.-J. SIMARD.

incorporated or unincorporated, carrying on the same kind of business; sell or assign the whole or part of the undertaking or assets of the company;

To pay in cash or otherwise for any securities and any property or interests acquired by the company or for services rendered to the company in or about its incorporation or subsequently and to give as the payment of such things or services, in whole or in part, paid up shares or bonds of the company or belonging to the company;

To distribute in specie or kind, from time to time, among the shareholders of the company, any property, assets or rights of the company;

To exploit for the benefit of their brokerage and financial agency business, immoveable property and everything subsidiarily incidental thereto; to negotiate loans and investments of funds, insurance business; promote the exploitation of any companies or undertakings;

To acquire under any title whatsoever mining rights and rights to cut timber, patents, freely enjoy and dispose of the same, under the name of "Comptoir Financier Canadien Inc." with a total capital stock of ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into one hundred (100) shares of one hundred \$100.00 dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1356 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Obligations et de Placements des Trois-Rivières, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1922, constituant en corporation: Jean-Hector Giroux, industriel, Louis Normand, comptable-expert, Wilfrid Gariépy, avocat, tous de la cité et district de Trois-Rivières:

Souscrire, acheter ou acquérir d'une façon quelconque, et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou à titre de sécurité collatérale ou autrement, et vendre, changer, transporter céder en aucune manière, disposer ou transiger dans les bons, les obligations, les débetures, les parts, les actions ou aucune sécurité ou garantie de gouvernement, de municipalité, corporation scolaire, banques, ou d'aucune autre corporation ou compagnie légalement constituée;

Conduire une agence générale de courtage, d'immeuble et de placements de toutes sortes, y compris des prêts ou garanties sur hypothèques et sur contrats réméré et dans ces transactions, d'acheter, vendre, prêter, aussi bien pour son profit pour le compte et profit de clients ou de tiers;

Concourir à la promotion et l'organisation, le développement ou la gestion d'aucune corporation ou compagnie et de prélever ou d'aider à prélever l'argent pour aider par moyen de bonus, prêts, promesses, d'endossements, garanties d'obligations, de débetures ou d'autres sécurités ou autrement aucune autre compagnie ou corporation et d'offrir au public par souscription aucune part, stock, bons débetures, obligation ou autre sécurité d'aucune autre compagnie ou corporation;

"La Compagnie d'Obligations et de Placements des Trois-Rivières, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1922, incorporating: Jean Hector Giroux, manufacturer, Louis Normand, chartered accountant, Wilfrid Gariépy, advocate, all of the city and district of Three Rivers, for the following purposes:

To subscribe for, buy or acquire in any way whatever and to hold as principal or agent, and absolutely as owner or as collateral security or otherwise, and sell, exchange, transfer, assign in any manner, dispose of or deal with bonds, obligations, debentures, shares, stock or any securities or guarantees of any government, municipality, school corporation, banks or any legally incorporated corporation or company;

To conduct a general brokerage, real estate and investment agency, including loans or securities on hypothecs and deeds of sale with right of redemption, and in such transactions to buy, sell, lend, both for its own benefit and the account and benefit of its customers or third parties;

To assist in the promotion and organisation, development or management of any corporation or company and to raise or assist in raising monies, to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any share, stock, bonds, debentures, obligations or other securities of any company or corporation;

Agir comme agent pour d'autres dans le placement de fonds ou la promotion de compagnies ou d'entreprises, et conduire une entreprise générale d'agence sous toutes ses formes; gérer, agir comme gérant fiscal ou financier ou autrement comme agent de la part d'aucune compagnie et de détenir les parts débetures, bons, obligations, garanties ou aucune autre propriété appartenant à aucune compagnie ou corporation, soit que la présente compagnie les détienne et les gère purement et simplement ou soit que la présente compagnie en fidéli-commis les ait reçues à titre de garantie ou sous une obligation quelconque;

Acheter, vendre et disposer de quelque manière que ce soit, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter, importer, faire le commerce, soit comme principal ou agent et sur commission, en consignation ou autrement des marchandises et produits d'aucune sorte et faire le commerce de marchand à commission et d'agent expéditeur, dans aucune ligne quelconque;

Acheter, vendre, louer, échanger, négocier et transiger dans les immeubles, soit comme principal ou comme agent;

Agir comme agents inspecteurs et ajusteurs et représenter aucune association, compagnie ou individu engagé directement ou indirectement dans les affaires d'assurance, y compris celles de feu, de la vie, de la marine, de la maladie, de l'accident, de la garantie, de l'indemnité;

Agir comme auditeurs, experts financiers et comptables pour le compte de qui que ce soit;

Employer les fonds de la compagnie pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour l'acquisition de l'actif ou de l'achalandage de toutes personnes ou sociétés exploitant une industrie ou négoce ou une agence quelconque;

Agir comme agents commissaires pour les manufactures ou négociants de toutes marchandises et de tous les produits ci-dessus énumérés;

Emprunter sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, obligations et autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour la somme jugée convenable pourvu que chaque bon, obligation ou valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de \$100.00;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons et de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie;

Payer pour les services rendus à la compagnie ou pour toute acquisition de la compagnie en actions libérées de la compagnie, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants, sous le nom de "La Compagnie d'Obligations et de Placements des Trois-Rivières, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1357

C.-J. SIMARD.

"Atlas Press Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1922, constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, Hubert William Jackson,

To act as agents for others in the investment of funds or the promotion of companies or undertakings, and to conduct a general agency under all forms; manage, act as fiscal or financial agent or otherwise as agent for any company and to hold the shares, debentures, bonds, obligations, securities or any other property belonging to any company or corporation, whether the present company hold or manage the same purely and simply, or they be held in trust by the present company as security or any kind of lien;

To buy, sell and in any manner whatever, to dispose of, hold, possess, manufacture, produce, export, import, deal in, as principal or agent and on commission, under consignment or otherwise, merchandise and products of every kind and to carry out the business of commission merchant and shipping agent, in any line whatever;

To buy, sell, lease, exchange, deal in and with immovables either as principal or agent;

To act as agents, inspectors and adjusters and to represent any association, company or individual directly or indirectly engaged in the insurance business, including fire, life, marine, sickness, accident, surety and indemnity insurance;

To act as auditors, financial experts and accountants for any one whatever;

To apply the funds of the company to the purchase of the shares of other companies or for the acquisition of the assets and goodwill of any persons or partnerships carrying on a business or trade or agency whatever;

To act as commission agents for manufacturers of or dealers in any merchandise and any products above mentioned;

To borrow money upon the credit of the company and issue bonds, debentures and other securities of the company, and to pledge or sell the same for such sums as may be deemed convenient, provided no such bond, debenture or other security be for a less sum than \$100.00 each;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company, or give both the above security to guarantee the payment of such bonds and of any loans of money made for the company's purposes;

To pay for the services rendered to the company or for any acquisitions of the company in paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash, under the name of "La Compagnie d'Obligations et de Placements des Trois-Rivières, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten (\$10.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1358

Assistant Provincial Secretary.

"Atlas Press, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1922, incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, Herbert William Jackson, book-

comptables, George Robert Drennan, William Patrick Creagh, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, graveurs, annonceurs, de toutes manières, être marchands d'espace à publicité pour tous genres et espèces de publications ou autres choses;

Faire affaires comme papetiers, artistes, relieurs, lithographeurs, stéréotypeurs, photographeurs, électrotypers, graveurs en relief, étampeurs, agents de publicité, éditeurs de journaux et revues commerciales, se livrer au commerce consistant à fabriquer et vendre des boîtes à papier, affiches et étiquettes;

Acquérir, imprimer, lithographeur, graver, publier, gérer et répandre ou autrement disposer de journaux, livres, périodiques, illustrés ou autres publications;

Manufacturer, acheter, vendre ou aliéner des formules, plaques mobiles, droits de reproduction, matrices, machines typographiques ou aucune autre installation ou machine employée dans les ateliers de typographie;

Se livrer aux affaires générales d'organisation, de rentes à commission, de commandes, d'agence et de courtage en rapport avec la publicité de toute espèce;

Etre peintres, décorateurs, artistes, afficheurs, faire des affiches, de l'annonce dans les tramways, en rapport avec les services de publicité de la compagnie;

Fabriquer, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce et catégorie d'affiches, cartes d'annonces, fantaisies, étiquettes, plaques, insignes, boutons, calendriers ou autres dispositifs, et généralement des objets de tout genre servant à la publicité commerciale ou autre;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute affaire ou biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, équipement, fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en actions du capital de la présente compagnie ou en obligations ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies dans le but d'acqué-

keepers, George Robert Drennan, William Patrick Creagh, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of printers, publishers, engravers, advertisers in all its branches including the business of dealers in advertising space in all kinds and classes of publications or otherwise;

To carry on the business of stationers, designers, binders, lithographers, stereotypers, photo-engravers, electrotypers, embossers, dye stampers, advertising agents, newspapers and trade journal publishers, and to carry on the business of manufacturing and dealing in paper boxes, tags and labels;

To acquire, print, lithograph, engrave publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers, books, periodicals, pictorial works or other publications;

To manufacture, buy, sell or dispose of ready prints, patent plates, copyrights, bases, type printing machinery or any other plant or machinery useful in printing establishments;

To carry on a general promotion, commission, jobbing, agency and brokerage business in connection with advertising of all kinds;

To carry on the business of painters, decorators, designers, bill posters, billboards, street car advertising in connection with the advertising department of the company's business;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign show card, novelty, label name plate, badge, button calendar or other devise and generally in specialities of all kinds to be used in advertising for commercial and other purposes;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information as acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of

rir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles personnes;

S'associer ou conclure des convictions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, lien, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement sur résolution, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour prendre à son nom la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement en disposer, du commerce, des biens, de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et

acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular

particulièrement moyennant des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, ou agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité comme fiduciaires, mandataires, ou autrement, et soit seul, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Atlas Press, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1363 C.-J. SIMARD.

for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Atlas Press, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1364 Assistant Provincial Secretary.

"Central Hotel Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1922, constituant en corporation: Hector-Adélarde Champagne, gérant de banque, Aurèle Champagne, teneur de livres, Louis Bertrand, notaire, J.-Henri Bélanger, agent d'assurances, tous de la cité et district de Hull, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, et, taverniers, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigare et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant, de taverne ou d'hôtel, et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous et aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses immeubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants, des tavernes et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets

"Central Hotel Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1922, incorporating: Hector Adélarde Champagne, bank manager, Aurèle Champagne, book-keeper, Louis Bertrand, notary, J. Henri Bélanger, insurance agent, all of the city and district of Hull, for the following purposes:

To carry on generally and in all branches thereof the business of keepers of hotels, restaurants and taverns, in accordance with the provisions of the Quebec License Law and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, news stands, cigar and tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, partnership or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade of restaurant, tavern or hotel and to carry on such business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire or hold by lease or other title, any immovable that may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of all or any of its moveables and immovables, hypothecate its immovables, pledge its moveables and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and operate upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants, taverns and other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, possess, sell, assign and transfer the shares, debentures or any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or carrying on any business capable of being carried on for the benefit of the company;

To do and execute all other acts and objects

qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises;

L'interprétation des clauses ci-dessus dans le cas d'ambiguïté devra être faite libéralement et de façon à ne pas restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Central Hotel Company, Limited" avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00) divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1359 C.-J. SIMARD.

"The Globe Theatre Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1922, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, Roméo Poirier, avocats, Leon Crestohl, étudiant, Gaston Le-compte, sténographe, Edmond Jodoin, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Posséder, exploiter, exhiber et exposer en public, moyennant paiement, des vues animées, vues animées dites "parlantes", chansons illustrées et rouleaux de chanson, du vaudeville, du phonographe, du piano automatique, des boîtes automatiques pour vues photographiques et d'autres exhibitions artistiques de toute espèce, y compris des représentations théâtrales dans des endroits appropriés à ces fins;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, engager, échanger, louer, utiliser, réparer et maintenir des théâtres, acteurs, scènes, effets, drames, machines, inventions, appareils, chansons, musique illustrée, rouleaux à chanson ou à autres fins, du cinéma, des vues "parlantes" ou animées, des pianos, pianos automatiques, phonographes, boîtes automatiques, projections d'ombres, cameras, machines à imprimer, rhéostats, lentilles, transformateurs et accessoires de toute sorte connexes au commerce de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie semblable, soit de manufacture ou autre que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant un commerce ou en possession de biens convenant en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie, payer cette acquisition ou en actions ou en obligations de la présente compagnie;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, louer et vendre des biens-fonds et bâtir des théâtres ou d'autres structures convenant aux objets de la compagnie;

Émettre des obligations et faire les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de

which may be useful or appear advantageous to the exploitation of the above undertakings;

The interpretation of the above clauses, in case of ambiguity, to the liberal and in no way to restrict the powers of the company, under the name of "Central Hotel Company, Limited" with a total capital stock of one hundred thousand (\$100,000.00) dollars, divided into one thousand (1,000) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,
1360 Assistant Provincial Secretary.

"The Globe Theatre Company, Limited".

Public notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1922, incorporating: Ernest Lafontaine, Roméo Poirier, advocates, Leon Crestohl, student, Gaston Le-compte, stenographer, Edmond Jodoin, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

The own, operate, exhibit and show to the public for gain moving pictures, talking motion pictures, illustrated songs and song slides, vaudeville, phonographs, pianos, automatic pianos, automatic boxes for phonographic views and other artistic exhibitions of all sorts, including theatrical representations in places set for such purposes;

To manufacture, buy, or otherwise, acquire, sell, engage, exchange, lease, utilize repair and maintain any theatres, actors, sceneries, goods, acts, machineries, inventions, apparatus songs, music illustrated slides for songs, or other purposes, moving pictures talking pictures or motion pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shadow works, cameras, printing machines, rheostats, lenses, transformers, and accessories of all kind connected with the business of the company;

To carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and pay for same in shares or bonds of the company;

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To buy lease and sell real estate and build theatres or other structures suitable for the purposes of the company;

To issue bonds and to do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Globe

"The Globe Theatre Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1367

"Business Services, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1922, constituant en corporation: John Kerry, Aimé Sydney Bruneau, avocats, Eileen Ward, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, assumer ou autrement acquérir de George Ernest Judge, vendeur, et Edgar Tsacy Capel, ministre, de la cité et du district de Montréal, le commerce qu'ils exercent actuellement, dans la cité de Montréal, sous la raison sociale de "Multiplex Letter Service, Registered", à titre d'affaire exploiter, avec tout l'actif, le fonds de commerce, la propriété foncière ou personnelle qu'on possède ou qu'on utilise en rapport avec icelui, l'achandage d'icelui, ainsi que tous les droits et contrats qu'ils détiennent présentement sujet aux obligations, s'il y en a, qui les grèvent, et les payer en actions libérées de la présente compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre en gros ou en détail, ou par correspondance, ou autrement faire le commerce de la papeterie, des fournitures de bureaux, dispositif, meubles et machines de toute espèce, ainsi que de tout genre et description d'affiches, cartes d'annonces, fantaisies, étiquette, insignes, calendriers et articles spéciaux servant à des fins commerciales ou autres;

Généralement faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, relieurs, lithographeurs, multigraphes, mimeographes, graveurs, stériotypeurs, électrotypers, graveurs en relief, fabricants d'enveloppes et de boites en papier, papetiers, industriels, agents de publicité, marchands et détaillants d'articles de fantaisie, de fournitures de bureaux et autres;

Systematiser les méthodes d'affaires et les comptes des corporations, compagnies, sociétés et personnes privés, donner aussi des instructions adaptées à l'introduction et à l'opération des systèmes que fabrique la compagnie;

Procurer les services des dactylographes, sténographes et employés de bureau par contrat ou autrement;

Acheter, vendre, manufacturer, faire commerce de, exploiter et trafiquer d'outillages, machines, outils, fournitures de bureaux, appareils ainsi que de tous articles nécessaires ou connexes ou utilisables en rapport avec les arts et commerces susmentionnés ou aucun d'iceux;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourrait exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou qui serait alliée à l'industrie de la présente compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée

Theatre Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1368

"Business Services, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1922, incorporating: John Kerry, Aime Sydney Bruneau, advocates, Eileen Ward, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take over, or otherwise acquire from George Ernest Judge, salesman, and Edgar Tracy Capel, minister, both of the city and district of Montreal, the business carried on by them in the city of Montreal under the name of "Multiplex Letter Service Registered" as a going concern with all the assets, stock in trade, real or personal property owned or used in connection therewith, the goodwill thereof, and all the rights and contracts now held by them subject to the obligations if any, affecting the same, and to pay for the same in paid up shares of this company,

To manufacture, purchase, sell either wholesale or retail, or by mail order, or otherwise deal in stationery, office supplies, devices, furniture and machinery of all kinds, and every kind and description of sign, show-card, novelty, label, badge, calendar, and specialty to be used for commercial or other purposes;

To carry on business generally as printers, publishers, book-binders, lithographers, multigraphers, mimeographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, envelop and paper-box makers, stationers, manufacturers, advertising agents dealers in and vendors of novelties and office and other supplies:

To systematize business methods and accounts of corporations, companies, partnerships and private individuals, and to give instruction adapted to the introduction and working of the systems manufactured by the company;

To provide the service of typewriters, stenographers and office employees by lease agreement, or otherwise;

To buy, sell, manufacture, trade work and deal in plant, machinery, tools, furniture supplies, appliances and all articles requisite in the use of or connected with or which can or may be used in connection with the arts and businesses herein above referred to, or any of them;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or pos-

à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limitée, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Vendre et disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la corporation estimera convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Faire enregistrer, licencier ou autrement reconnaître et reconnaître la compagnie dans aucune province du Canada, ou dans aucun pays étranger, sous le nom de "Business Service, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1365 C.-J. SIMARD.

possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as the any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferrable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To procure the company to be licensed, registered, or otherwise recognized in any other Province, of the Dominion of Canada, or in any foreign country under the name of "Business Service, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (50.00) each.

The head office of the company, is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1366 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Mutual Construction & Realty Co. Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5968 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour de mars 1922, changeant le nom de "Mutual Realty Company, Limited", constituée par lettres patentes du dix-septième jour de février 1922, sous le nom de "Mutual Realty Company, Limited", en celui de "Mutual Construction & Realty Co., Ltd.",

Exercer de toutes manières le commerce d'immeubles; acquérir par option, achat, bail, échange ou autrement, et détenir, améliorer, diviser, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de propriétés mobilières et immobilières;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour acheter, vendre, échanger et louer des immeubles et pour d'autres transactions de même nature;

Supplementary Letters Patent

"Mutual Construction & Realty Co. Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5968, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1922, changing the name of "Mutual Realty Company, Limited", incorporated by letters patent, bearing date the seventeenth day of February, 1922, under the name of "Mutual Realty Company, Limited", to that of "Mutual Construction & Realty Co., Ltd".

To deal in real estate in all its branches; to acquire by option, purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, divide, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveable and immovable property;

To act as agents and brokers for the purpose of purchase, sale, exchange and leasing of immovables and for other transaction of a like nature;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges sur la propriété foncière en garantie d'aucune dette due à la compagnie ou d'avances consentis par la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires ou autres en relations d'affaires avec la compagnie; transiger tous genres d'affaires de prêts et placements, sauf celles de banque;

Agir comme agents d'assurances et courtiers;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec les objets précités, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, les personnes ou clients en relation d'affaires avec la compagnie aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraitra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements, qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Construire, maintenir et altérer aucunes bâtisses ou structures nécessaires ou convenant aux objets de la compagnie;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir les propriétés et les droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires aux fins de son commerce, et particulièrement des terrains, bâtiments, commodités, machines et outillages; aussi vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété ou des droits de la compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the company;

To loan money to clients, lots owners and others having business with the company; and to carry on loan and investment business of all kinds except banking business;

To act as insurance agents and brokers;

To carry on any other business which may seem to the company capable to be conveniently carried on in connection with the above objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, customers or persons having business interests or dealings with company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with same;

To apply for purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, trade marks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to use, exercise, develop and grant licenses in respect of and otherwise turn to account the property, rights and information so acquired;

To enter into arrangements with any governments and authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects and purposes, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company, may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any real or personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery and plant; and to sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To remunerate any person or company for

pour services rendus ou à être rendus en vendant, en aidant à vendre ou en garantissant le placement des parts, débetures, billets promissoires ou autres valeurs, d'aucune nature, de la présente compagnie dans la formation, l'organisation de la compagnie, la gestion de ses affaires;

Emprunter de l'argent et en garantir le remboursement au moyen d'hypothèques, obligations ou gages sur ladite propriété;

Tirer, souscrire, accepter, endosser et émettre des lettres de change, billets promissoires, connaissements, mandats, débetures ou autres instruments commerciaux négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont partiellement ou totalement semblables à ceux de la corporation ou s'amalgamer avec d'autres compagnies;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux ou agents, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, avec un fonds social total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, est à Montréal, dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1353 C.-J. SIMARD.

services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To borrow money and guarantee the payment thereof by means of hypothecs, obligations or pledge on said property;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having rights or objects altogether or in part similar to those of this company, or to amalgamate with other companies;

To do all or any of the above things as principals or agents and either alone or in conjunction with others, with a total capital stock ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
1354 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

375-22

Québec, 24 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Visitation-de-Maniwaki, comté de Hull, les lots 3 à 7, inclusivement, du rang 1 du canton d'Egan, et de les annexer à celle d'Egan, même comté.

1307-13-2

Department of Public Instruction

375-22

Quebec, 24th March, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Visitation-de-Maniwaki, county of Hull, the lots Nos. 3 to 7, inclusively, of the 1st range of the township of Egan, and to annex them to that of Egan, same county. 1308-13-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Société Saint-Jean-Baptiste de la paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe Gatineau" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, ayant pour objet: de promouvoir les intérêts de ses membres au point de vue national et religieux, et de payer des bénéfices à ses membres en cas de maladie et de mort," tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil le quatorzième jour de novembre 1921.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec:

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1349-14-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Société Saint-Jean-Baptiste de la paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe Gatineau" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of promoting the interests of its members from a national and religious point of view, and to pay benefits to its members in case of sickness and death, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor-in Council dated the fourteenth day of November, 1921.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R. S. P. Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

1350-14-2

AVIS D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE. NOTICE OF REGISTRY OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Avis est par le présent donné que la "Montreal Ex-Fighting Men's Association" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable dans le but de pourvoir, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public à l'assistance et au soutien des ex-soldats des forces de Sa Majesté qui ont servi durant la grande guerre de 1914-18 dans les différentes branches du service, et qui, pour cause de chômage, maladie ou autres circonstances malencontreuses, ont besoin de tels assistance ou soutien, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil datée le dix-huitième jour de février 1922.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1369—14-2

Notice is hereby given that the "Montreal Ex-Fighting Men's Association", has been licensed and registered as a charitable association for the purpose of making provision by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public for the assistance and relief of the ex-soldiers of His Majesty's Forces who served during the great war of 1914-18 in any of the various branches of the service, and who, through unemployment, sickness or other untoward circumstances are in need of such assistance or relief, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the eighteenth day of February, 1922.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R. S. P. Q., 1909, this third day of April, 1922.

For the treasurer of the Province of Québec.

F. L. MONCK,

Superintendent of insurance.

Insurance branch,

Treasury Department, Québec. 1370—14-2

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable, conformément à la loi des assurances de Québec et pour les fins mentionnées dans la loi 26 Victoria, chapitre 62 et dans ses amendements 62 Victoria, chapitre 98 et 3 Edouard VII, chapitre 120.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-cinquième jour de mars 1922.

Pour le trésorier de la province,

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1275—13-2

Notice is hereby given that the "Montreal Protestant House of Industry and Refuge" has been licensed and registered as a charitable association, pursuant to the Quebec Insurance Act and for the purposes mentioned in the Act 26 Victoria, chapter 62 and in the amendments thereto, 62 Victoria, chapter 98 and 3 Edward VII, chapter 120.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this twenty-fifth day of March, 1922.

For the Treasurer of the Province,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance branch,

Treasury Department, Québec. 1276—13-2

Avis est par le présent donné que la "Fidelity Insurance Company of Canada" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de garantie le et après le premier jour d'avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec sont: F. D. Knowles, 112 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1277—13-2

Notice is hereby given that the "Fidelity Insurance Company of Canada" has been registered to transact within the Province of Québec the business of guarantee insurance, on and after the first day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Québec are: F. D. Knowles, 112 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province of Québec,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance branch,

Treasury Department, Québec. 1278—13-2

Avis est par la présente donné que la "United British Insurance Company, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et après le premier jour d'avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la Province de Québec sont: J.-L. Gauvin, 17 rue Saint-Jean, Montréal.

Notice is hereby given that the "United British Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Québec, the business of fire insurance, on and after the first day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Québec are: J. L. Gauvin, 17 Saint John street, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1279—13-2

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province of Québec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance branch,
Treasury Department, Québec. 1280—13-2

Avis est par le présent donné que la "Ensign Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la Province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le premier jour d'avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec sont: C. C. Lawson, 17 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1281—13-2

Notice is hereby given that the "Ensign Insurance Company", has been registered to transact within the Province of Québec the business of fire insurance, on and after the first day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Québec, are: C. C. Lawson, 17 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 1282—13-2

Actions en séparation de biens

Dans la Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 230.

Dame Lilly Schleifer, femme de Fred. Richman, marchand de Montréal, a institué une action en séparation de propriété contre son mari.

Montréal, 23 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1233—15-5 J.-N. DECARIE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 413.

Martha Thauvette, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Leger, commerçant de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester, en justice; vs Jean-Baptiste Leger du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 7 mars 1922.

Les avocats de la demanderesse,
1125—12-5 PELLETIER & HEBERT.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4178.

Dame Maria Brault, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Léandre Picard, fils, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Leandre Picard, fils, ce jour.

Valleyfield, ce 18 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1155—12-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4184.

Dame Laurentia Maher, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Louis-Joseph Boyer, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 20 mars 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1157—12-5 J.-A. LEGAULT.

Actions for separation as to property

In the Superior Court, Province of Québec, district of Montreal, No. 230.

Dame Lilly Schleifer, wife of Fred Richman, merchant of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 23rd February, 1922.

J. N. DECARIE,
1234—15-5 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 413.

Martha Thauvette, wife common as to property of Jean Baptiste Leger, merchant, of the city of Montreal, duly authorized to ester en justice; vs Jean Baptiste Leger, of the same place, defendant.

An action of separation as to property has been entered on March 7th, 1922.

PELLETIER & HEBERT,
1126—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4178.

Dame Maria Brault, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Leandre Picard, junior, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against the said Leandre Picard, junior, this day.

Valleyfield, 18th March, 1922.

ARTHUR PLANTE,
1156—12-5 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4184.

Dame Laurentia Maher, of the city of Salaberry-de-Valleyfield, said district, wife common as to property of Louis Joseph Boyer, trader, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 20th March, 1922.

J. A. LEGAULT,
1158—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2128.

Dame Margaret Theresa Short, de la cité de Québec, épouse de William John Thompson, gérant, demanderesse; vs ledit William John Thompson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18ième jour de mars 1922.

Québec, 20 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1197—12-5 F.-O. DROUIN.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7721.

Imelda Tremblay, épouse commune en biens de Léonidas Audet dit Lapointe, tous deux du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Anqui, district de Rimouski, demaneresse; vs ledit Léonidas Audet dit Lapointe, défendeur.

Une action pour séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse d'émment autorisée contre le défendeur.

Rimouski, le 16 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
923—11-2 SASSEVILLE & GAGNON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4940.

Dame Eva Goldberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, duement autorisée en justice, demanderesse; vs Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
931—11-5 M. GARBER.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 307.

Marie-Anne Ducharme, épouse de Donat Boulé, de la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, demanderesse; vs Donat Boulé, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 23 février 1922, contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
Trois-Rivières, le 9 mars 1922.

961—11-5

Province de Québec, district de Nicolet, Cour supérieure, No 291.

Dame Marie Grégoire, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district de Nicolet, épouse de Domino Poirier, menuisier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, a, le 27 février 1922, institué contre son dit mari, Domino Poirier, une action en séparation de biens.

Nicolet, 11 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
989—11-5 ARTHUR TRAHAN.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 596.

Dame Julia Portugais, de la cité de Québec, épouse de Ludger Turcotte, marchand, demanderesse; vs ledit Ludger Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Québec, 9 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
641—10-5 GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2128.

Mrs. Margaret Theresa Short, of the city of Quebec, wife of William John Thompson, manager, plaintiff; vs the said William John Thompson, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 18th of March, 1922.

Quebec, 20th March, 1922.

F. O. DROUIN,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7721.

Imelda Tremblay, wife common as to property of Léonidas Audet said Lapointe, both of village Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Anqui, district of Rimouski, plaintiff; vs said Léonidas Audet said Lapointe, defendant.

An action for separation of property has been instituted, this date, by plaintiff duly authorized against defendant.

Rimouski, February 16th, 1922.

SASSEVILLE & GAGNON,
924—11-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4940.

Dame Eva Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Jacob Weiner, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Abraham Jacob Weiner, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 1st, 1922.

M. GARBER,
932—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No 307.

Marie Anne Ducharme, wife of Donat Boulé, of the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, plaintiff; vs Donat Boulé, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 23rd. of February, 1922, against the defendant.

Three Rivers, March 9th, 1922.

EDGAR BOURNIVAL,
962—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 291.

Dame Marie Grégoire, of the parish of Saint-Wenceslas, district of Nicolet, wife of Domino Poirier, joiner, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, the 27th of February, 1922, instituted against her said husband, Domino Poirier, an action for separation as to property.

Nicolet, 11th March, 1922.

ARTHUR TRAHAN,
990—11-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 596.

Mrs Julia Portugais, of the city of Quebec, wife of Ludger Turcotte, merchant, plaintiff; vs the said Ludger Turcotte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Quebec, February 9th, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
642—10-5 GAGNE & DEVLIN,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4702.

Dame Rosa Goldberg de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Benny Schwartz alias Banny Shvartz, du même lieu, marchand de fourrures, dument autorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse; vs Benny Schwartz alias Banny Shvartz, de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3ième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Le procureur de la demanderesse,
627—10-5 GEORGE L. A. ALEXANDER.

Avis public est par le présent donné que sous le numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996) Cour supérieure, Saint-Hyacinthe. Dame Angéline Tremblay, épouse de Charles Nassif, marchand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre son dit époux une action en séparation de biens.

Saint-Hyacinthe, 13 février 1922.
L'avocat de la demanderesse,
659—10-5 J.-O. BEAUREGARD.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4129.

Mary Ann Todd, du canton de Godmanchester, dit district, épouse commune en biens de Peter Stark, du même lieu, dument autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 4 février 1922.
L'avocat de la demanderesse,
577—10-5 ARMAND LONGTIN

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3606.

Dame Marie-Mélанда Paquet, épouse de Joseph-Ozéa Lehouiller, marchand, de Dupuy, demanderesse; vs ledit Joseph-Ozéa Lehouiller, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le dix-septième jour de janvier 1922.

Québec, 8 février 1922.
Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER.

Vraie copie,
Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER. 755—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6188. Anathalie Bélanger, épouse commune en biens de Lorédan Rodrigue, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, demanderesse; vs Lorédan Rodrigue, du même lieu, défendeur.

Le défendeur est actuellement poursuivi par action du 23 février courant (1922) en séparation de biens.

Saint-Joseph, Beauce, 27 février 1922.
Les procureurs de la demanderesse,
851—10-2 BOUFFARD & BOUFFARD.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2359.

Dame Dina Provost, de Québec, épouse commune en biens de P.-D. Manseau, aussi de Québec, et dument autorisée à ester en justice, demanderesse; vs P.-D. Manseau, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4702.

Dame Rosa Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the same place, furrier, and duly authorized to *ester en justice* by a judgment of this Honourable Court, plaintiff; vs Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the city and district of Montreal, furrier, defendant.

An action in separation of property has been instituted against the defendant on the 3rd of February, one thousand nine hundred and twenty two.

GEORGE L. ALEXANDER,
628—10-5 Attorney for plaintiff.

Public notice is hereby given that under the number nine hundred and ninety six (996), Superior Court, Saint-Hyacinthe, Dame Angelina Tremblay, wife of Charles Nassif, merchant, of the city and district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her said husband an action for separation as to property.

Saint Hyacinthe, February 13th, 1922.
J. O. BEAUREGARD,
660—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4129.

Mary Ann Todd, of the township of Godmanchester, said district, wife of Peter Stark, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 4th February, 1922.
ARMAND LONGTIN,
578—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Quebec, superior Court, No. 3606.

Dame Marie Mélанда Paquet, wife of Joseph Ozéa Lehouiller, merchant, of Dupuy, plaintiff; vs the said Joseph Ozéa Lehouiller, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 17th of January, 1922.

Quebec, 8th February, 1922.
ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff.

True copy,
ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff. 756—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6188.

Anathalie Belanger, wife common as to property of Lorédan Rodrigue, farmer, of the parish of Saint-Cyprien, plaintiff; vs Lorédan Rodrigue, of the same place, defendant.

The defendant is presently sued by action for separation as to property has entered against the defendant on the 23rd of February instant (1922).

Saint-Joseph, Beauce, February 27th, 1922.
BOUFFARD & BOUFFARD,
852—10-2 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2359.

Dame Dina Provost, of Quebec, wife common as to property of P. D. Manseau, also of Quebec, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs P. D. Manseau, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has

tuée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 11 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
563—10-5 J.-M. GUERARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pérusse, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Euclide Perusse, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Montréal, 7 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER, BEAUREGARD & PELLETIER.
595—10-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2015.

Bessie Deitcher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Barbas, regrattier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice selon la loi, demanderesse, vs Sam Barbas, regrattier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 9 février 1922.

Montréal, le 9 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
617—10-5 LYON-W. JACOBS.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frédéric Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
491—10-5 GIROUX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE,
507—10-5 FILION & BOYER.

Cour Supérieure, No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
475—10-5 BUDYK & BUDYK.

been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Quebec, 11th January, 1922.

J. M. GUERARD,
564—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Euclide Perusse, barber, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Euclide Perusse, of the same place defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the sixth day of February, one thousand nine hundred and twenty two.

Montreal, 7th February, 1922.

GAUTHIER, BEAUREGARD,
& PELLETIER,
596—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2015.

Bessie Deitcher, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Barbas, junk dealer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* according to law, plaintiff; vs Sam Barbas, junk dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter this 9th day of February 1922.

Montreal, February, 9th, 1922.

LYON W. JACOBS,
618—10-5 Attorney for plaintiff

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

GIROUX & GIROUX,
492—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.

PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER,
508—10-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*; vs Max Knoff of the same place.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,
475—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George-E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George-E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

J.-V. D'ARTOIS.

Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.
445—10-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angele-de-Méridi, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

543—10-5 ASSELIN & SIMARD.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145. Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
551—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
367—10-5 BLAIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

383—10-5 PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET, VALLEE & GENEST.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand, demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, dûment autorisée par un

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff; vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, January 24th, 1922.

446—10-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angele-de-Méridi, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,

Attorneys for plaintiff.

544—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145. Dame Lucie Thibodeau, wife common as to property of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

Attorney for plaintiff.

552—10-5

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montréal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Olivier Campeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.

BLAIN & SIMARD,

Attorneys for plaintiff.

368—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

VALLEE & GENEST,

384—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a

juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.

Le procureur de la demandresse,
R. STANLEY WEIR.
43 immeuble Duluth, Montréal. 233—10-5

judge of this Court, has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.

R. STANLEY WEIR,
Attorney for plaintiff.
43 Duluth building, Montreal. 234—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demandresse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.

Le procureur de la demandresse,
ROSAIRE BEAUDOIN.
239—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.
240—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, de Sainte-Justine, comté de Vaudreuil, district de Montréal, épouse commune en biens de Evariste Ekimberg, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demandresse; vs ledit Evariste Ekimberg, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 15 mars 1922.

Les avocats de la demandresse,
BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER.
999—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, of Saint Justine, county of Vaudreuil, district of Montreal, wife common as to property of Evariste Ekimberg, farmer, of the same place, duly authorized to these presents, plaintiff; vs The said Evariste Ekimberg, of the same place, defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant.

Montreal, March 15th, 1922.

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER,
1000—11-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute, district de Montcalm, a intenté contre son époux, le 31 janvier 1922, une action en séparation de corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demandresse,
547—10-5 ERNEST CHARETTE.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant, of Terre Haute, district of Montcalm, has taken against the said Joseph E. Cloutier, the 31st January, 1922, an action in separation from bed and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,
548—10-5 Solicitor for plaintiff.

Assemblées

Meetings

MINUTES d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la "Montreal Light, Heat & Power, Consolidated", tenue, selon l'avis, au bureau de la compagnie, chambre 317 immeuble "Power", à Montréal, jeudi, le 2 février 1922, immédiatement après l'ajournement de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Sir Herbert S. Holt, président, au fauteuil
M. C.-S. Bagg a été nommé secrétaire de l'assemblée.

Étaient présents en personne ou par procureur des actionnaires représentant 276,092 parts du capital total émis de la compagnie.

MINUTES of special general meeting of shareholders of Montreal Light, Heat & Power Consolidated held, pursuant to notice, at the office of the company, room 317 Power Building, Montreal, on Thursday, the 2nd day of February, 1922, immediately after the adjournment of the annual general meeting of shareholders.

Sir Herbert S. Holt, president, in the chair.
Mr. C. S. Bagg was appointed secretary, of the meeting.

There were present in person and by proxy shareholders representative of 276,092 shares of the total outstanding capital of the company.

Le secrétaire lit l'avis de convocation de l'assemblée.

Extrait du "Star", le 23 janvier 1922.

"Montreal Light, Heat & Power, Consolidated".

Avis d'assemblée

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Light, Heat & Power, Consolidated" aura lieu aux bureaux de la compagnie, chambre 317 immeuble "Power", Montréal, Qué., le jeudi, deuxième jour de février 1922, à midi, pour l'audition du rapport annuel, l'élection des administrateurs et la transaction de toute autre affaire légalement soumise à ladite assemblée.

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie aura lieu immédiatement après l'ajournement de l'assemblée générale annuelle pour approuver un règlement adopté par les administrateurs de la compagnie à l'effet d'augmenter le nombre des administrateurs.

Les livres de transfert de la compagnie seront fermés à compter du 1er février jusqu'au 3, 1922, ces deux jours compris.

Par ordre du conseil d'administration,

Le secrétaire-trésorier,

C.-S. BAGG.

Montréal, le 20 janvier 1922.

In re: amendement aux règlements portant le nombre des directeurs à 12:

Le président a soumis à l'assemblée un amendement aux règlements passés par les directeurs de la compagnie à leur assemblée du 16 mai 1921, et sur motion de W. R. Miller, appuyé par M. J.-H. Barry, il a été à l'unanimité décidé qu'il soit ratifié comme suit:

Que la section 1 de l'article 11 des règlements de la compagnie est par les présentes remplacée par la suivante:

"Section 1. Les affaires de la compagnie seront administrées et gérées par un conseil de douze administrateurs.

Vu carence d'autre affaire, l'assemblée est ajournée.

Certifié vraie copie,

Le secrétaire-trésorier,

1403

C. S. BAGG.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Quebec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 19 avril mil neuf cent vingt-deux, à midi pour élire deux administrateurs représentant les obligataires, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire dûment soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Par ordre du conseil d'administration.

Le secrétaire,

H. C. OSWALD.

Montréal, 6 mars 1922.

1229

The secretary read notice calling the meeting.

Extract from "Star", Jan. 23rd, 1922:

"Montreal Light Heat & Power Consolidated.

Notice of meeting.

The annual general meeting of shareholders of Montreal Light, Heat & Power, Consolidated will be held at the company's offices, room 317 Power building, Montreal, Que., on Thursday, the second day of February, 1922, at twelve o'clock noon, for the reception of the annual report, election of directors and the transaction of such other business as may be legally come before said meeting.

A special general meeting of the shareholders of the company will be held immediately after the adjournment of the annual general meeting for the purpose of approving a by-law adopted by the directors of the company increasing the number of directors.

The transfer books of the company will be closed from February 1st to February 3rd, 1922, both days inclusive.

By order of the board,

C. S. BAGG,

Secretary-Treasurer.

Montreal, January, 20th, 1922".

Re: amendment to by-laws increasing board of directors to 12;

The president submitted to the meeting amendment to by-laws as enacted by the directors of the company at their meeting of May, 16th, 1921, and upon motion by Mr. W. R. Miller, seconded by Mr. J. A. Barry, it was unanimously resolved: That same be ratified as follows:

That section I of article II of the by-laws of the company be and the same is hereby replaced by the following:

"Section 1. The affairs of the company shall be managed and conducted by a board of twelve directors.

There being no further business, the meeting adjourned.

Certified true copy,

C. S. BAGG,

Secretary-Treasurer.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 19th April, one thousand nine hundred and twenty-two, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders, as required by the constitution of the company and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the meeting.

By Order of the Board,

H. C. OSWALD,

Secretary.

Montreal, 6th March, 1922.

1230

Avis de dépôt

Notice of deposit

En vertu de la loi des liquidations.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 53.

Dans l'affaire de Archambault, limitée, en liquidation; et J.-O. Bonnier et Alex. Desmar-teau, liquidateurs conjoints.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau des liquidateurs conjoints de ladite compagnie en liquidation, au numéro 120 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Edouard Biron, notaire public, le cinquième jour d'avril 1922, sous le numéro 10620 des minutes dudit notaire de la part de Archambault, limitée, en liquidation, à Leah Rudner, épouse de Aaron Siminovitch, Joseph Cohen et Eli Shrager, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

No 2. Un lot de terre situé à Montréal, ayant front sur la rue Saint-Laurent, connu et désigné comme re-subdivision No un de la subdivision No cent soixante-onze du lot originaire No dix (10-171-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses sus érigées, portant les Nos civiques 2189 à 2193 de ladite rue Saint-Laurent.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez lesdits liquidateurs, à leur bureau, à Montréal;

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par Archambault, limitée et Mederic Archambault depuis au-delà de trois années;

Que lesdits acte de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce cinquième jour d'avril 1922.

Les liquidateurs conjoints,
J.-O. BONNIER,
ALEX. DESMARTEAU.

1411—14-5

Under the Winding-up Act.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 53.

In the matter of Archambault, Limited, in liquidation; and J. O. Bonnier & Alex. Desmar-teau, joint liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the joint liquidators of the said company in liquidation, No. 120 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Edouard Biron, notary public, the fifth day of April, 1922, and numbered 10620 of the minutes of said notary from Archambault, Limited to Leah Rudner, wife of Aaron Siminovitch, Joseph Cohen and Eli Shrager, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

No. 2. A lot of land situated in Montreal, having its frontage on Saint Lawrence Blvd, known and designated as re-subdivision number one of the subdivision number one hundred and seventy one of the original lot number ten (10-171-1) on the plan and book of references of the incorporated village of Côte Saint-Louis—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 2189 to 2193 of the said Saint Lawrence Blvd.

And further, take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their office, in Montreal;

That this immoveable property above described has been owned and possessed by Archambault, Limited and Mederic Archambault for the past three years;

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance to the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles, and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this fifth day of April, 1922.

J. O. BONNIER,
ALEX. DESMARTEAU,
Joint liquidators.

1412—14-5

*En vertu de la loi des liquidations.**Under the Winding-up Act.*

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 60.

Dans l'affaire de Archambault, limitée, en liquidation; et J.-O. Bonnier & Alex. Desmar-teau, liquidateurs conjoints.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau des liquidateurs conjoints de ladite compagnie en liquidation, au No 120 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Edouard Biron, notaire public, le 5ième jour d'avril 1922, sous le No 10621 des minutes dudit notaire, de la part de Archambault, limitée, en liquidation à C.-I. Giroux, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

Un lot de terre ou emplacement situé dans le quartier Laurier, en la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, connu et désigné sous le No cent-soixante-quinze de la

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 60.

In the matter: Archambault, Limited, in liquidation; and J. O. Bonnier & Alex. Desmar-teau, joint liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the joint liquidators of the said company in liquidation, No. 120 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Edouard Biron, notary public, the 5th day of April, 1922, and numbered 10621 of the minutes of said notary, from Archambault, Limited, in liquidation, to C.-I. Giroux, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows: to wit:

A lot of land or emplacement situated in Laurier ward, of the city of Montreal, having its frontage on Saint Lawrence Blvd. known and designated under the No. one hundred and

subdivision officielle du lot No dix (10-175) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, contenant vingt-six pieds de front par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise—avec maison et dépendances y érigées, portant les Nos civiques 2219, 2221 et 2221a du blvd Saint-Laurent, avec toutes les servitudes s'y rattachant et en particulier avec le droit de passage en commun avec d'autres, dans la ruelle située en arrière dudit lot, y compris les glacières, une machine pour la réfrigération, tous les tuyaux pour la réfrigération les fixtures et machineries incorporées à la bâtisse.

Et de plus, prenez avis que le certificat du régistreur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez lesdits liquidateurs, à leur bureau, à Montréal;

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par Archambault, limitée et Médéric Archambault depuis audelà de trois années;

Que lesdits acte de vente et certificat du régistreur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif,

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce 5ième jour d'avril 1922.

Les liquidateurs conjoints,

J.-O. BONNIER,

1413—14-5

ALEX. DESMARTEAU.

seventy-five of the official subdivision of lot No. ten (10-175) on the plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty-six feet in width by one hundred and ten feet in depth, English measure—with house and appendages thereon erected, bearing civic Nos. 2219, 2221 and 2221a of Saint Lawrence blvd, with all the servitudes attached, and in particular with the right of passage in common with others, in the lane situated in the rear of the said lot, including the refrigerators a refrigerating machine, all the pipes for the refrigeration, fixtures and machinery incorporated in buildings.

And further, take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their office, in Montreal;

That this immoveable property above described has been owned and possessed by Archambault, Limited and Mederic Archambault, for the past three years;

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance to the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this 5th day of April, 1922.

J. O. BONNIER,

ALEX. DESMARTEAU,

1414—14-5

Joint liquidators.

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les procureurs du requérant,

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &

349—10-5

GODBOUT.

Bureaux-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Gustave Beauchamp, ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 25ième jour de février 1922, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au No 32-40 rue Saint-Pierre, Québec.

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295a of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the date of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &

GODBOUT,

350—10-5

Attorneys for applicant.

Chief Offices

Notice is hereby given that the company "Gustave Beauchamp, ltée" incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1922, and having its principal place of business in the city of Québec, has established its office at No. 32-40 Saint Peter street, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 31^{ème} jour de mars 1922.

GUSTAVE BEAUCHAMP, L^TEE,
Par le secrétaire-trésorier,
S. LANTAGNE.

1361

E.-D. Ouellet, Limitée.

Avis est donné que la compagnie "E.-D. Ouellet, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes accordées le quatorzième jour de février 1922 et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Rivière-du-Loup, a établi son bureau ou domicile légal dans l'immeuble appartenant à ladite compagnie "E.-D. Ouellet, limitée", en la cité de Rivière-du-Loup, rue Saint-Magloire. Cette bâtisse est érigée sur le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-A (380-A) du cadastre officiel pour la ville de Fraserville.

Cet avis est donné en conformité de l'article 5976 de la Loi des compagnies de Québec, 1920.

Donné à Rivière-du-Loup, ce 1^{er} avril 1922.

Le secrétaire,
J. BOUCHARD.

1397

"WARD'S LIMITED".

Avis est par le présent donné que "Ward's, Limited", constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 30 mars 1922, dont le siège social est sur la rue Principale, coin de Montée rue Sainte-Marie, dans la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le district de Montréal, province de Québec; et qu'à compter de la date du présent avis, la compagnie considèrera ledit bureau comme son siège social.

Daté à Montréal, ce 5 avril 1922.

Le président,
"WARD'S, LIMITED".

1429

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 31st day of March, 1922.

GUSTAVE BEAUCHAMP, L^TEE,
per S. LANTAGNE,
Sec. treasurer.

1362

E. D. Ouellet, Limitée.

Notice is hereby given that the company E. D. Ouellet, Limited, incorporated by letters patent issued the fourteenth day of February, 1922, and having its principal place of business in the city of Rivière-du-Loup, has established its office or legal domicile in the immovable belonging to the said company "E. D. Ouellet, Limited", in the city of Rivière-du-Loup, on Saint-Magloire street. This building is erected on the lot of land number three hundred and eighty-A (380-A) of the official cadastre for the town of Fraserville.

This notice is published in conformity with article 5976 of the Quebec Companies' Act, 1920.

Given at Rivière-du-Loup, this first day of April, 1922.

J. BOUCHARD,
Secretary.

1398

"WARD'S, LIMITED".

Notice is hereby given that "Ward's, Limited", incorporated by letters patent by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 30th day of March, 1922, has its head office on Main street, corner of Montriee Sainte Marie street, in the town of Sainte-Anne-de-Bellevue, in the district of Montreal, Province of Québec; and from and after the date of this notice, said office of the company shall be considered as the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of April, 1922.

President,
"WARD'S LIMITED".

1430

Minutes de notaire

Québec, 21 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Emile Hébert, notaire, demeurant en la cité de Longueuil et pratiquant en les cités de Longueuil et de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Magloire Dagenais, en son vivant notaire, pratiquant en la cité de Longueuil puis en la cité de Montréal, district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
743—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Victor W. Meek, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Charles-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Omer Dauray, en son vivant notaire, de Saint-Denis-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province
811—10-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, February 21st. 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Emile Hébert, notary, residing in the city of Longueuil and practicing in the cities of Longueuil and Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Magloire Dagenais, in his lifetime, notary, practicing in the city of Longueuil and also in the city of Montreal, district of Montreal.

C.-J. SIMARD,
744—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February, 27th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Victor W. Meek, notary, residing and practicing at Saint-Charles-sur-Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Louis Omer Dauray, in his lifetime, notary, of Saint-Denis-sur-Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe.

C. J. SIMARD,
812—10-5 Assistant Secretary Provincial.

Québec, 1er mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. L.-Edouard Morier, notaire, pratiquant et demeurant dans la ville de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Elzéar Chabot, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-E. Leblanc, dont ledit feu Elzéar Chabot était dépositaire.

Le sous-secrétaire de la province,
819—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 2 mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Pierre-Edmond Durocher, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Coaticook, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Gendreau, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu John Fraser, en son vivant notaire, aussi de Coaticook, et dont ledit feu Jean-Baptiste Gendreau était dépositaire, en vertu d'un arrêté en Conseil en date du 8 novembre 1911.

Le sous-secrétaire de la province,
821—10-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, March 1st, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. L. Edouard Morier, notary, residing and practicing in the town of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Elzéar Chabot, in his lifetime notary, of the same place, and the minutes, repertory and index of the late notary J. E. Leblanc, which had been transferred to the late Elzéar Chabot.

C. J. SIMARD,
820—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Pierre Edmond Durocher, notary, residing and practicing in the town of Coaticook, district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Gendreau, in his lifetime notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late John Fraser, in his lifetime notary, also of Coaticook, which had been transferred to the late Jean Baptiste Gendreau, by Order in Council dated the 8th of November, 1911.

C. J. SIMARD,
822—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 285.

Re: Dame Philomène Bourque *et vir*, de Sherbrooke, demandeurs; vs Les héritiers de feu Nellie Colby de son vivant du même lieu; et J. S. Mitchell & Co, Limited, du même lieu, opposants.

Il est ordonné aux créanciers de feu Nellie Colby de produire au greffe de la Cour supérieure, pour ce district, leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Sherbrooke, Qué., 23 mars 1922.

Le J. C. S.,
CHAS D. WHITE.

Le procureur des opposants,
G.-H. ST. PIERRE, C. R. 1371—14-2

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour supérieure, No 7626.

Le premier avril mil neuf cent vingt-deux.

Devant le protonotaire

Aimé Bérubé, mécanicien et Joseph Mercier, commerçant, tous deux de la cité de Rivière-du-Loup, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Bérubé & Mercier Eng.", demandeurs; vs A.-E. Mignault, de la paroisse de Saint-Pascal, défendeur; et Eugène Mignault, de la paroisse de Saint-Pascal, cultivateur, opposant, afin de conserver.

Sur motion dudit opposant, Eugène Mignault, alléguant que les deniers provenant de la vente

Rules of Court

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 285.

Re: Dame Philomène Bourque *et vir*, of Sherbrooke, plaintiffs; vs The heirs of the late Nellie Colby in her lifetime of the same place; and J. S. Mitchell & Co Ltd, also, of the same place, opposants.

The creditors of the late Nellie Colby are hereby notified to file their claims against her with the prothonotary of the Superior Court for this district within fifteen days from the date of the first insertion of this notice.

Sherbrooke, Que., March 23rd 1922.

CHAS D. WHITE,
J. S. C.

G. H. ST. PIERRE, K. C.,
Attorneys for opposants. 1372—14-2

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, No. 7626.

The first of April, one thousand nine hundred and twenty two.

Before the prothonotary.

Aimé Bérubé, machinist and Joseph Mercier, merchant, both of the city of Rivière-du-Loup, and there carrying on business under the firm name of "Bérubé & Mercier, Eng.", plaintiffs; vs A. E. Mignault, of the parish of Saint Pascal, defendant; and Eugène Mignault, of the parish of Saint Pascal, farmer, opposant to secure charges.

Upon the motion of the said opposant Eugène Mignault, alleging that the moneys realized by the

des biens du défendeur saisis en cette cause ont été rapportés devant la Cour, et qu'il y a allégation de la déconfiture dudit défendeur.

Le protonotaire soussigné, agissant en l'absence au chef-lieu de ce district de tout juge de la Cour supérieure, ordonne que par un avis à être publié deux fois, en langue française et en langue anglaise, dans la *Gazette officielle de Québec*, les créanciers dudit défendeur soient appelés à produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion dudit avis.

Vraie copie.

Rivière-du-Loup, le premier avril 1922.

Le P. C. S.,
1373—14-2 J.-E. PELLETIER.

sale of the property of the defendant seized in this cause have been deposited with the Court, and seeing the allegation of the insolvency of the said defendant.

The undersigned prothonotary, acting at the chief place of this district of any judge of the Superior Court, doth order that by a notice to be published twice, in the French and English language, in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said defendant be called upon to file their claims within the fifteen days following the first insertion of the said notice.

A true copy.

Rivière-du-Loup, the first of April, 1922.

J.-E. PELLETIER,
1374—14-2 P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, corporation de la ville de Magog.

Des soumissions cachetées, adressées au secrétaire-trésorier de la corporation de la ville de Magog, seront reçues par le soussigné jusqu'au vingt-cinq avril 1922, à cinq heures de l'après-midi, au bureau de la corporation de la ville de Magog, pour l'achat d'une émission de \$65,000. de débentures émises en vertu des règlements 146 et 148 de la ville de Magog et rachetables par séries, de 1922 à 1946.

Un chèque accepté d'un montant égal à 1% du montant de l'emprunt devra accompagner chaque soumission.

Les soumissions devront mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accumulés au moment de la livraison.

Les soumissions seront prises en considération par le conseil le vingt-cinquième jour d'avril 1922, à huit heures du soir.

Le conseil de la ville ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Sur demande, le soussigné fournira toutes les informations concernant cette émission d'obligations.

Donné à Magog, ce 31 mars 1922.

Le secrétaire-trésorier,
1347 ALF. TOURIGNY.

Soumissions demandées pour la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse de Saint-Zéphirin-de-la-Tuque.

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La-Tuque recevront jusqu'à midi, le quatre mai 1922, au presbytère de La Tuque, des soumissions écrites et cachetées, pour la construction d'une église et d'un presbytère à La Tuque; Les soumissionnaires pourront voir les plans et devis au bureau de M. Ludger Venne, architecte, 85, rue Osborne, Montréal, et au presbytère à La Tuque. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, représentant 10% du montant de chaque soumission.

Les syndics ne seront pas tenus d'accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

La Tuque, le 30 mars 1922.

Le secrétaire desdits syndics, La Tuque,
1351 A.-ALDORI DUPONT.

Tenders

Province of Quebec, corporation of the town of Magog.

Sealed tenders, addressed to the secretary treasurer of the town of Magog, will be received by the undersigned until five o'clock P. M.; the twenty-fifth April, 1922 at the office of the corporation of the town of Magog for the purchase of an issue of \$65,000 of debentures, issued in virtue of the by-laws Nos 146 and 148 of the town of Magog, and redeemable by series from 1922 to 1946.

Each tender must include an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the loan.

The tenders must specify whether the price offered does or does not include the accrued interest at the time of delivery.

The tenders will be taken into consideration by the council the twenty-fifth day of April, 1922, at eight o'clock P. M.

The council does not bind itself to accept the highest or any tender.

On demand, full particulars of this issue may be had from the undersigned.

Given at Magog, this 31st day of March, 1922.

ALF. TOURIGNY,
1348 Secretary Treasurer.

Tenders asked for the construction of a church and of a presbytery in the La Tuque, Saint-Zéphirin parish.

Notice is hereby given that the trustees of La Tuque (Saint Zéphirin, parish) will receive till noon, on the fourth of May, 1922, at the presbytery of La Tuque, written and sealed tenders, for the construction of a church and of a presbytery at La Tuque. The bidders will be free to see and examine the plans and specifications at the office of Mr. Ludger Venne, architect, 85 Osborne street, Montreal, or at the presbytery at La Tuque. Each tender must be accompanied of an accepted cheque, representing 10% of the amount of each tender.

The trustees do not bind themselves the lowest of any of the tenders.

La Tuque, the 30th of March, 1922.

A. ALDORI DUPONT,
1352 Secretary-trustees of La Tuque.

Province de Québec, municipalité scolaire de la cité de Lachine.

Avis est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné pour l'achat d'une émission de débetures au montant de \$25,000, souscrites par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, datées le premier de mai 1922, portant intérêt au taux de six pour cent l'an, et remboursables dix ans après leur date.

Lesdites soumissions seront reçues jusqu'à lundi, le 24 avril 1922, à 5 heures p.m.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre desdits commissaires au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera accepté ne lui sera remis qu'après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance publique desdits commissaires qui sera tenue le 24 avril 1922, à 8 heures p.m. au bureau de la commission.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Lesdits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Lachine, le 4 avril 1922.

Le secrétaire-trésorier,

ALBERT ST-DENIS.

No 52, 15ième avenue, Lachine. 1425

Province of Quebec, school municipality of the city of Lachine.

Notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned for the sale of the issue of \$25,000 bonds of the school commissioners for the municipality of the city of Lachine, dated May 1st, 1922, bearing interest at the rate of six per centum per annum, and payable ten years after date.

Said tenders will be received until Monday, the 24th of April, 1922, at 5 o'clock p.m.

To each tender shall be annexed an accepted cheque to the order of the said school commissioners representing one per cent of the amount of the tender; the cheque of the party whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

Said tenders will be taken into consideration at a public meeting of the said commissioners which will be held on the 24th of April, 1922, at 8 o'clock p.m. at the office of the board.

Each tender shall specify that the accrued interest will be paid in addition with the amount of the tender.

Said commissioners do not bind themselves to accept any of the tenders.

Lachine, 4th April, 1922.

ALBERT ST-DENIS,

Secretary-treasurer.

No 52, 15th Avenue, Lachine. 1426

Ventes d'effets non réclamés

A TOUTS LES INTERESSES.—Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mars 1921. et non réclamés, aux bureaux des compagnies de messageries "Canadian National Express Company" et "American Railway Express Company", à divers endroits des provinces d'Ontario et Québec, seront vendus à l'enchère publique, au plus offrant, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 346 rue Université, à Montréal, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le TRENTIÈME MAI 1922, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date avec paiement des frais.

Daté à Montréal, Québec, ce vingt-huit mars 1922.

W. C. MUIR,

Vice-président et gérant général, Canadian National Express Co., Montréal, Qué.
1375-14-6

Sales of unclaimed baggage

TO WHOM IT MAY CONCERN.—Notice is hereby given that all goods received previous to the first of March, A. D., 1921, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express Company and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario and Quebec, will be held by public auction, to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University street, Montreal, Quebec, at ten o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY, A. D., 1922, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this twenty eighth day of March, 1922.

W. C. MUIR,

Vice President & General Manager, Canadian National Express Co., Montreal, Que.
1376-14-6

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, MÉRÉDITE, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI, 1922, chez Fraser Frères, encanteurs, 453 rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER
CANADIEN DU PACIFIQUE,
Par l'agent général du bagage,

J. O. APPS.
Montréal, 1922. 1415-14-6

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of MAY, 1922, at Fraser Brothers, auctioneers, 453 Saint James street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months

THE CANADIAN PACIFIC
RAILWAY COMPANY.

Per J. O. APPS,
General Baggage Agent.
Montreal, 1922. 1416-14-6

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de Archille Leclair, du canton d'Ascot, dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Lennoxville, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AVRIL 1922, à DIX heures de l'avant-midi sera vendu à l'enchère publique, suivant la teneur du paragraphe 3b de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'église catholique paroissiale de Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot numéro neuf A (9a) du rang trois (3) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses et dépendances dessus construites et érigées.

De plus le même jour et dans la même affaire sera aussi vendu à l'enchère publique en vertu du paragraphe 3b de l'article 20 de la loi de faillite, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église catholique paroissiale de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans ledit district, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot numéro dix-quarante (10-40) du rang huit (8) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Eaton, ledit terrain étant un emplacement de ville—avec bâtisses et dépendances dessus construites et érigées.

L'adjudication dans les deux cas ci-dessus sera faite au plus ahut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres pourront être examinés à notre bureau.

Cette vente faite suivant la teneur de l'article 20 paragraphe 3b de la loi de faillite, a le même effet qu'une vente de shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Les syndics autorisés,

MOISE ALLAIRE & J.-F. LEBLANC.

Bureau de Allaire & Leblanc, 72a rue Wellington-Nord, Sherbrooke, Qué. 1151—12-2

La loi de faillite.

Dans l'affaire de Charles St. Martin, cultivateur de Wickham-Ouest, district d'Arthabaska, P. Q. cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu à l'enchère publique à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-de-Wickham, district d'Arthabaska, les immeubles suivants, savoir:

1. La moitié nord-est du numéro sept cent quinze du cadastre officiel du township de Wickham—avec bâtisses; borné en front par et d'un côté par le chemin du roi, en profondeur par Louis Sylvestre et de l'autre côté par Augustin Bolduc; ladite partie ayant quatre arpents et demi de largeur sur environ seize arpents.

2. Une terre sise et située en la paroisse de Wickham-Ouest, étant partie du lot numéro dix-sept du onzième rang du canton de Wickham, contenant trente-six acres en superficie plus ou moins, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham sous le numéro six cent soixante-quinze (No 675)—avec les bâtisses y érigées; bornée à l'est par la ligne du chemin de fer Canadien Pacific Railway, à l'ouest par une route, au sud par le chemin pu-

In the matter of Archille Leclair, of the township of Ascot, in the parish of Saint-Antoine-de-Lennoxville, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with the paragraph 3b of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial catholic church door of Lennoxville, in the county of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, the following immoveable property, to wit:

The lot number nine A (9a) in the third (3rd) range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Ascot, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon made and erected.

And that on the same date in the same matter, at THREE o'clock in the afternoon, there will also be sold at public auction, in accordance with paragraph 3b of article 20 of the aforesaid bankruptcy Act, at the parochial catholic church door, in the town of Cookshire, at the said district, in the county of Compton, the following immoveable property, to wit:

The lot number ten-forty (10-40) in the eighth (8th) range on the cadastre plan and in the book of reference for the township of Eaton, being a town lot in the town of Cookshire—with the buildings and appurtenances thereon erected and made.

The adjudication in both cases will be made to the highest bidder.

The certificate of registry office and titles can be seen at our office.

The above sale made pursuant to article 20 paragraph 3b of bankruptcy Act, has the effect of sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

MOISE ALLAIRE & J.-F. LEBLANC, Authorized trustees.

Office: Allaire & Leblanc, 72a Wellington-North street, Sherbrooke, Que. 1152—12-2

The Bankruptcy Act.

In the matter of Charles St. Martin, farmer of Wickham West, district of Arthabaska, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at THREE o'clock in the afternoon, will be sold at public auction at the parochial church door of Saint-Jean-de-Wickham, district of Arthabaska, the following properties, to wit:

1. Half of the north east of No. seven hundred and fifteen of the cadastral plan of the township of Wickham—with buildings thereon; bounded in front by and on one side by the public road, in depth by Louis Sylvestre and on the other side by Augustin Bolduc; said part having four acres and a half in width on about sixteen acres.

2. A piece of land situated in the parish of Wickham West, being part of lot No. seventeen of the eleventh range of the township of Wickham, containing thirty six acres in superficies, more or less, now known and designated on the official plan and book of reference of the township of Wickham under number six hundred and seventy five (675)—with the buildings thereon erected; bounded on the east side by the line of the railway track Canadian Pacific, on the west side by a road, on

blic et au nord par les représentants de Samuel Barrie à une ligne parallèle au chemin du onzième rang de Wickham Ouest.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-2 de la loi de faillite 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples informations s'adresser à

Le syndic autorisé,
J.-W. ST. ONGE.

Bureau, 28 rue Heriot.

Drummondville, 20 mars 1922. 1191—12-2

the south by the public road and on the north by the representatives of Samuel Barrie on a parallel line to the road of the eleventh range of the township of Wickham West.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 on the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

J. W. ST. ONGE,
Authorized trustee.

Office, 28 Heriot Street.

Drummondville, March 20th, 1922.

1192—12-2

Canada, province de Québec, district de Québec.

Dans l'affaire de Joseph Larose, marchand, Saint-Jean-Chrysostome, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures A. M., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Deux emplacements situés à Saint-Jean Chrysostome, dont l'un contenant 70 pieds de largeur, au chemin public à l'ouest et 90 pieds de profondeur et l'autre contenant 90 pieds de largeur par 90 pieds de longueur, lesquels deux emplacements sont connus et désignés comme faisant partie du lot numéro 188 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, comté de Lévis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tous les droits résultant d'un bail à rente foncière par Arthur Couture à Joseph Larose en date du 14 septembre 1921, sur une lisière de terrain de 17 pieds de profondeur sur 150 pieds de largeur, située à l'est des deux emplacements ci-haut décrits et faisant partie du lot No 188 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Les syndics autorisés,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.

Québec, le 23 mars 1922.

1215—12-2

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

In the matter of Joseph Larose, merchant, Saint-Jean-Chrysostome, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the following property:

Two lots of land situated at Saint-Jean-Chrysostome, one containing 70 feet in front to the public road by 90 feet in depth and the other containing 90 feet in front by 90 feet in depth, the said two lots known and designated as forming part of lot No. 188 of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Chrysostome, county of Lévis—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

All the rights resulting from a lease by Arthur Couture to Joseph Larose dated 15th September, 1921, on a strip of land of 17 feet in depth by 150 feet in width and situated on the east side of the two lots above described and forming part of lot No. 188 of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Chrysostome.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B3, of the Bankruptcy Act, 9-10 Georges V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

BEDARD & BELANGER,
Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter street.

Quebec, 23rd March, 1922.

1216—12-2

Re: "Crown Cycle & Motor Coy.", Montréal, en faillite.

Avis est ici donné que le curateur soussigné vendra les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées à la porte de l'église catholique romaine de la paroisse de la ville de Iberville, à l'enclère publique. MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, argent comptant.

Un emplacement situé dans la ville d'Iberville; borné au front par la rue Napier et en arrière par la rue Hogan, sur un côté au nord par la rue Fish et sur l'autre côté au sud par le lot numéro six, contenant 72 pieds en largeur et en front par 252 pieds en profondeur connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville comme le lot numéro sept, —avec la maison et autres bâtisses sus érigées.

Re: "Crown Cycle & Motor Coy.", Montreal, in bankruptcy.

Notice is hereby given that the undersigned curator will sell the undermentioned immoveable properties at the Roman Catholic church door of the parish of the town of Iberville, Que., at public auction, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL 1922, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, for cash.

An emplacement situated in the town of Iberville; bounded in front by Napier street and in rear by Hogen street, on one side to the north by Fish street and on the other side to the south by lot number six, containing 72 feet in width and in front by 252 feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of said town of Iberville as lot number seven—with the house and other buildings thereon erected.

CONDITIONS DE VENTE

1. L'acheteur paiera 25% du prix d'achat lors de l'adjudication, ledit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé lorsque l'acte de vente sera prêt pour signature;

2. L'acheteur paiera tous frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic; ledit acte de vente devant être passé devant le notaire que choisira le syndic;

3. L'adjudication sera en tout temps sans garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transférera tous droits y afférents dont la compagnie aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes actives y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes;

4. L'acheteur déclare ici avoir examiné les immeubles susdésignés et en être absolument satisfait;

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert sauf offre plus élevée;

6. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication et cette signature équivaudra à son entier endorsement de chacune des conditions de vente;

7. L'acheteur paiera en sus du prix d'achat 7½% de ce prix en commission aux enchanteurs et au syndic, en plus il paiera les droits du gouvernement;

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion de la prime d'assurance affectant lesdits immeubles pour la période non expirée couverte par lesdites primes, aussi la proportion des taxes, etc.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné.

Le surateur,
J-G DUHAMEL.

92 Notre-Dame-Est,
Bâtisse "La Sauvegarde", Montréal.
Montréal, 22 mars 1922. 1193—12-2

Dans l'affaire de Fortunat Laberge, de la ville de Châteauguay, failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des Faillites, en date du 20 mars 1922, et tel que prescrit par la loi de faillite, 1920, les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public, en un seul lot (en bloc), le DIXIEME jour de MAI 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Châteauguay, savoir:

Le résidu du lot numéro cinquante-sept (57), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, et aussi la balance des lots non vendus, qui ont été subdivisés, étant le surplus d'une partie dudit lot numéro cinquante-sept (No 57) de la paroisse de Châteauguay, étant connus sous les numéros quatre, cinq, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-un, cinquante-

CONDITIONS OF SALE.

1. The purchaser shall pay 25% of the purchase price at the time of the adjudication, the said sum to be confiscated if the residu of the sale price be not paid when the deed of sale is ready for signature;

2. The purchaser shall pay all the costs and fees of the deed of sale and the registration thereof, and also the cost of a copy for the use of the trustee; the said deed of sale to be passed before the notary chosen by the trustee;

3. The adjudication shall be always without warranty as to the contents of the immoveable property, but this adjudication shall transfer all the rights attached thereto which the company may have had the enjoyment of, as well as all the active servitudes attached thereto, even if the servitudes are not mentioned in the present conditions;

4. The purchaser shall declare to have examined the foregoing immoveables and to be absolutely satisfied;

5. Every bid implies consent to buy the thing at the price offered, save higher bid;

6. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after the adjudication and this signature shall be equivalent to his full endorsement of each of the conditions of sale;

7. The purchaser shall pay in addition to the purchase price 7½% of this price as commission to the auctioneers and to the trustee, and moreover the government fees;

8. The purchaser shall reimburse the trustee of the proportion of the insurance premium on the said immoveables for the time not expired covered by the said premiums, and also the proportion of taxes, &c.

For further particulars, apply to the undersigned,

J. G. DUHAMEL.
Curator.

92 Notre-Dame street East,
"La Sauvegarde" building, Montreal.
Montreal, 22nd March, 1922. 1194—12-2

In the matter of Fortunat Laberge, of the town of Châteauguay, bankrupt.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, dated the 20th day of March, 1922, and in accordance with the provisions of the Bankruptcy Act, 1920, the immoveable properties hereafter described will be sold by public auction, in one lot (en bloc) the TENTH day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the door of the catholic church of the town of Châteauguay, to wit:

The balance of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference as lot number fifty-seven (57) of the parish of Saint-Joachim-de-Châteauguay, and also the balance of unsold lots, which have been subdivided, being the surplus of part of same lot number fifty-seven (No. 57) of the parish of Saint-Joachim-de-Châteauguay, being known under numbers four, five, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine

deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante-un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante-onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingts, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente-et-un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante-un, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante, cent soixante-un, cent soixante-deux et cent soixante-trois (No 57-1, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163), étant tous des lots faisant partie dudit lot numéro cinquante-sept du même cadastre—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de \$3,000.00 sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres informations et conditions de vente, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,

TURCOTTE & MERRILL,

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Les enchanteurs,

FRASER FRERES, 1383-14-2

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Dans l'affaire de la cession autorisée de Lévis Martin, cultivateur, de la partie ouest du canton de Farnham.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution de l'inspecteur de cette faillite, et conformément à la loi 9-10 Georges V, chapitre 36, article 20 et aux amendements d'icelle,

fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two, eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-four, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, ninety-eight, ninety-nine, one hundred, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty-seven, one hundred and thirty-eight, one hundred and thirty-nine, one hundred and forty, one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six, one hundred and forty-seven, one hundred and forty-eight, one hundred and forty-nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty-one, one hundred and fifty-two, one hundred and fifty-three, one hundred and fifty-four, one hundred and fifty-five, one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-seven, one hundred and fifty-eight, one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty, one hundred and sixty-one, one hundred and sixty-two and one hundred and sixty-three (57-1, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163), all these lots forming part of the said lot number fifty-seven—with all the buildings thereon erected.

A deposit of \$3,000.00 will be required before adjudication.

For further particulars and *cahier des charges*, apply to the undersigned, authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97 Saint James street, Montreal.

FRASER BROS.,

Auctioneers.

1384-14-2

Canada, Province of Québec, district of Bedford.

In the matter of Lévis Martin, farmer, of the West part of the township of Farnham, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspector of this insolvent estate, and according to the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapt. 36, art. 20 and amendmtns,

on vendra à l'enchère publique, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du syndic soussigné, en la ville de Farnham, district de Bedford, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée par les lots numéros deux cent quatre-vingt (280) et deux cent quatre-vingt-un (281) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham, de la contenance de soixante-cinq aeres de terre environ, le tout plus ou moins—sans garantie de mesure précise—avec bâtisses y érigées.

Ladite vente aura lieu pour argent comptant. Farnham, 4 avril 1922.

Le syndie autorisé,
1417—14-2 D.-H. NOISEUX,

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska.

Dans l'affaire de Elphège Crete, Saint-Paul-de-Chester, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le DIXIEME jour de MAI 1922, à DIX heures a.m., sera vendu par encaen public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Chester, district d'Arthabaska, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre faisant partie des lots numéros onze et douze du onzième rang du canton de Chester, contenant quatre arpents de front plus ou moins, sur la profondeur des lots; prenant d'un côté au sud-est à Alfred Champoux et de l'autre côté au nord-ouest à Alfred Fouquet, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiel du cadastre de Saint-Paul-de-Chester comme étant la partie nord-ouest du numéro quatre cent vingt-trois et le numéro quatre cent vingt-quatre (pt. n.-o. 423 et No 424)—avec grément de sucrerie;

2. Un terrain faisant partie du lot numéro douze du dixième rang du canton de Chester, de forme irrégulière, renfermé dans les bornes suivantes: au nord-est à la rivière Nicolet, au sud-ouest au cordon du onzième rang au nord du rang Craig et au sud-est à Joseph Beaudet, à cinq arpents et demi de distance du lot No 11, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester comme faisant partie du numéro trois cent cinquante-huit (pt. 358)—avec bâtisses dessus construites et droit de passage sur le lot numéro quatre cent vingt-six (426) du susdit cadastre.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Condition de paiement: Argent comptant.

Les syndies autorisés,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 4 avril 1922. 1413—14-2

the immoveable hereinafter described will be sold by public auction, WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of MAY next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, in the office of the undersigned trustee, in the town of Farnham, district of Bedford, to wit:

A farm known and designated by lots numbers two hundred and eighty (280) and two hundred and eighty one (281) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Romuald-de-Farnham, containing about sixty five acres, the whole more or less, without any guarantee as of precise measurements—with the buildings thereon erected.

The sale will be made for cash money. Farnham, 4th April, 1922.

D. H. NOISEUX,
1118—14-2 Authorized trustee.

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska.

In the matter of Elphège Crete, Saint-Paul-de-Chester, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of MAY, 1922, at TEN o'clock a.m., will be sold at public auction at the church door of Saint-Paul-de-Chester, district of Arthabaska, the following properties:

1. A land forming part of lots numbers eleven and twelve of the eleventh range of township of Chester, containing four arpents front more or less, on the depth of lots touching on the south east side to Alfred Champoux and on the other side to the north west to Alfred Fouquet, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for Saint-Paul-de-Chester as being the north west part of number four hundred and twenty three and the number four hundred and twenty four (n. w. pt.) of 423 and No. 424) with the sugar making outfit;

2. One lot of land forming part of lot number twelve of the tenth range in township of Chester, of irregular form, contain in the following limits; on the north east by the river Nicolet, to the south west by the edge of the eleventh range to the north by Craig range and to the south east by Joseph Beaudet, at a distance of five and a half arpents from lot number eleven, known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Paul-de-Chester as forming part of number three hundred and fifty eight (pt. 358)—with buildings thereon constructed and the right of way on lot number four hundred and twenty six (426) of the above cadastre.

The titles and certificates can be examined at our office.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sheri'ffs sale.

Condition of sale: Cash.
BEDARD & BELANGER,
Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter street.
Québec, 4th April, 1922.

Ventes par licitation

Sales by Licitacion

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 990.

Camille Robichaud, commis-voyageur, des cité et district de Montréal, demandeur; contre

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 990.

Camille Robichaud, commercial traveller, of the city and district of Montreal, plaintiff;

Emery-J. Leclair, du même lieu, dit district, défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 30 mars 1922, dans une cause dans laquelle Camille Robiehaud, commis-voyageur, des cité et district de Montréal est demandeur et Emery-J. Leclair, du même lieu, est défendeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un lot de terre alors situé en la ville de Maisonneuve, ayant front sur la rue Aird, contenant environ vingt-deux pieds et six pouces de largeur sur quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-sept de la subdivision officielle du lot numéro trois (3-437) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—sans bâtisse. Ledit lot de terre se trouvant actuellement situé en la cité de Montréal.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le NEUF MAI 1922, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, dans l'une des salles d'audience au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin de conserver, à fin de charge et à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Le procureur du demandeur,

J.-A.-E. DION.

Montréal, 4 avril 1922.

1419—142

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 548.

Simons Thompson, cultivateur, de Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Barry, négociant, du même endroit, demandeurs; vs Arthur Durand de Loretteville; Charles Pageau, de Loretteville; Arthur Durand, de Loretteville, en sa qualité de curateur à Joseph Durand, interdit pour folie et démence et interné à l'asile de Beauport; et les dits héritiers de Charles Durand, en son vivant de Loretteville, de lieux inconnus, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 3ième jour de décembre 1921, dans une cause dans laquelle Simons Thompson, cultivateur, de Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Berry, négociant, du même endroit sont demandeurs, et Arthur Durand, de Loretteville; Charles Pageau, de Loretteville; Arthur Durand, de Loretteville, en sa qualité de curateur à Joseph Durand, interdit pour folie et démence et interné à l'asile de Beauport; et lesdits héritiers de Charles Durand, en son vivant de Loretteville, de lieux inconnus, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Partie du lot No 172 du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Valcartier; bornée vers le nord-est par le No. 208 dudit cadastre, vers le sud-est par le No 160 dudit cadastre, vers le nord-ouest par les Nos 170 et 171, vers le sud-

against Emery J. Leclair, of the same place, said district, defendant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal rendered on the 30th of March, 1922, in a cause in which Camille Robiehaud, commercial traveller, of the city and district of Montreal, is plaintiff and Emery J. Leclair, of the same place, is defendant, ordering the licitation of a certain plot of land designated as follows, to wit:

A plot of land then situate in the city of Maisonneuve, fronting Aird street, containing about twenty-two feet and six inches in width by ninety-three feet in depth, English measure, more or less, known and designated as number four hundred and thirty-seven of the official subdivision of lot number three (3-437) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—without building thereon erected. The said plot of land being actually situate in the city of Montreal.

The said immovable will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder on the NINTH of MAY, 1922, at HALF PAST, TEN in the forenoon, in one of the Court room of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. A. E. DION,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th April, 1922.

1420—142

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 548.

Simons Thompson, farmer, of Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Barry, trader, of the same place, plaintiffs; vs Arthur Durand, of Loretteville; Charles Pageau, of Loretteville; Arthur Durand, of Loretteville, in his quality of curator to Joseph Durand, interdicted for lunacy and insanity and interned at the Beauport asylum; and the said heirs of Charles Durand, in his lifetime of Loretteville, of parts unknown, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, the 3rd day of December, 1921, in a cause wherein Simons Thompson, farmer, of Saint-Ambroise-de-Loretteville, Maynard Berry, trader, of the same place, are plaintiffs, and Arthur Durand, of Loretteville; Charles Pageau, of Loretteville; Arthur Durand, of Loretteville, in his quality of curator to Joseph Durand, interdicted for lunacy and insanity and interned at the Beauport Asylum; and the said heirs of Charles Durand, in his lifetime of Loretteville, of parts unknown, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

Part of the lot No. 172 of the cadastre of the parish of Saint-Gabriel-de-Valcartier; bounded on the northeast by the lot No. 208 of the said cadastre, on the southeast by the No. 160 of the said cadastre, on the northwest by the Nos

ouest par le No 173, ainsi que tous les droits sur ladite partie de lot possédée par indivis par les parties en cette cause, lesquels droits consistant en une bande de terrain de cinq pieds de largeur bornant cette partie du lac Hayes, situé vers le lot No 172 sus mentionné avec en plus le fond et le dessus dudit lac sur une largeur de trois arpents aussi situé sur ledit lot No. 172 dudit cadastre, avec droit de pêche et un droit de passage de cinq pieds de largeur sur ledit même lot pour donner accès audit lac.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TROISIEME jour de MAI 1922, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixe comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 20 février, 1922.

Le procureur des demandeurs,

1039—12-2

M.-A. LEMIEUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4829.

Dame P. Ethier, demanderesse; vs J.-Antoine Morin, ès-nom et qualité, défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingtième jour de mars 1922, dans une cause de Dame Poméla Ethier, de la cité de Longueuil, dit district, veuve de feu J.-Antoine Morin, en son vivant marchand, de la paroisse de Sainte-Julie, dit district, demanderesse; contre J.-Antoine Morin, jr, instituteur, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement que comme tuteur de ses deux enfants mineurs issus de son mariage avec Dame Maria Thomas, savoir: Paul Arthur, âgé de dix-sept ans, et Louis-Philippe, âgé de neuf ans, suivant acte de tutelle rendu par jugement du 23 septembre 1921, et dûment enregistré, défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

L'immeuble portant les numéros 4, 5, 6, 7 de la subdivision du numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie, comté de Verchères, district de Montréal, formant une seule et même exploitation.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin, à la chambre 31, salle d'audience du palais de justice, à Montréal, cour tenante ou dans toute autre chambre du palais indiquée par le juge de la Cour de pratique, puis l'enchère sera suspendue, ajournée, et continuée à la porte de l'église de Sainte-Julie-de-Verchères, district de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1922, à MIDI, pour y prendre toutes les enchères possibles, puis ladite enchère sera suspendue et ajournée de nouveau et continuée en la susdite salle d'audience du palais de justice de Montréal, à la chambre 31, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1922, ou dans toute chambre du palais indiquée par le juge de la

170 and 171, and on the southwest by the No. 173, together with all the rights on the said part of lot held jointly by the parties in this cause, which rights consist in a strip of land five feet wide bordering that part of the Lake Hayes, situated towards the lot No. 172 aforementioned, together with the bottom and top of the said lake for a width of three arpents also situated on the said lot No 172 of the said cadastre, with fishing rights and a right of way five feet wide on the said same lot to gain access to the said lake.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the THIRD day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Québec, 20th February, 1922.

M. A. LEMIEUX,

1040—12-3

Attorney for plaintiffs.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4829.

Dame P. Ethier, plaintiff; vs J. Antoine Morin, in his own name and quality, defendant.

Notice is hereby given that under a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, the twentieth day of March, 1922, in a cause where in Dame Poméla Ethier, of the city of Longueuil, said district, widow of the late J. Antoine Morin, in his lifetime merchant, of the parish of Saint Julie, said district is plaintiff; against J. Antoine Morin, jr., teacher, of the city and district of Montreal, both personally and as tutor to his two minor children issued of his marriage with Dame Maria Thomas, namely: Paul Arthur, aged seventeen years, and Louis Philippe, aged nine years, according to an act of tutorship rendered by judgment of the 23rd of September, 1921, and duly registered, defendant, ordering the licitation of the following immovable, to wit:

The immovable bearing the numbers 4, 5, 6, 7 of the subdivision of the number two hundred and eighty seven. (287 of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Julie, county of Verchères, district of Montreal, forming one single plot of land.

The said immovable will be put up to auction on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, in room 31, Court Room of the Montreal Court House, sitting the Court or in any other room that the sitting judge in the practice division may refer, then the auction will be suspended, adjourned and continued at the church door of Sainte Julie-de-Verchères, district of Montreal, the TWENTY SEVENTH of APRIL, 1922, at TWELVE o'clock NOON, to take all possible bids, then the said auction shall be suspended and again adjourned and continued in the aforesaid Court room of the Montreal Court House, in room 31, at HALF past TEN of the clock in the forenoon the TWENTY EIGHTH of APRIL 1922, or in any other room that the

Cour de pratique, pour y recevoir encore des enchères s'il y a lieu, et pour ledit immeuble être adjudgé là et alors au plus offrant et dernier enchériseur, cour tenante; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge, à fin de distraire, à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 25 mars 1922.

Le procureur du demandeur,
1153—12-2 L.-CONRAD PELLETIER.

sitting judge in the practice division may refer, to receive new bids, should the occasion arise, and the said immovable to be then and there adjudged to the highest and last bidder, sitting the Court; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for pay ment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 25th March, 1922.

L. CONRAD PELLETIER,
1154—12-2 Attorney for plaintiff.

Ventes pour taxes

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE HUNTINGDON.

Avis est aux présentes donné par le soussigné, W.-K. Philips, secrétaire-trésorier de la ville de Huntingdon, que les propriétés immobilières ci-dessus décrites, portant des numéros cadastraux du village de Huntingdon et situées dans ladite ville, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle du conseil, immeuble du comté, dans ladite ville, à DIX heures de l'avant-midi, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1922, pour taxes municipales et scolaires dues sur icelles, à moins que ces taxes, avec les frais et les intérêts, ne soient payées avant la vente.

Succ. Dame M. J. Kay... 136 et 137 \$25. 20

Donné à Huntingdon, ce vingtième jour de mars 1922.

Le secrétaire-trésorier,
1161—12-2 W.-K. PHILIPS.

Sales for taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF HUNTINGDON

Notice is hereby given, by the undersigned, W. K. Philips, secretary-treasurer of the town of Huntingdon, that the immovable properties hereinafter described, bearing the cadastral numbers of the village of Huntingdon and situated in the said town, shall be sold at public auction, in the council room, in the county building, in the said town, at TEN o'clock in the forenoon, on the THIRTEENTH day of APRIL, 1922, for the municipal and school taxes due thereon, unless those taxes, together with the costs and interest, be paid before the sale.

Estate of Mrs M. J. Kay.. 136 and 137 \$25. 20

Given at Huntingdon, this twentieth day of March, 1922.

W. K. PHILIPS,
1162—12-2 Secretary-Treasurer.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Arthabaska, à savoir: } LEOPOLD-HENRI
No 282. } HAMEL, demandeur; vs OMER LUPIEN, défendeur; et J.-C.-HORACE LAFLAMME, curateur au délaissement.

Comme appartenant au et sur ledit curateur au délaissement:

Les lots de terre Nos 63 et 66 du cadastre officiel du canton de Grantham—circonstances et dépendances.

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Arthabaska, to wit: } LEOPOLD HENRI
No. 282. } HAMEL, plaintiff; vs OMER LUPIEN, defendant; and J. C. HORACE LAFLAMME, curator to the surrender.

As belonging to and upon the said curator to the surrender:

The lots of land Nos. 63 and 66 of the official plan and book of reference of the township of Grantham—circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham, le DIX MAI prochain (1922), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 5 avril 1922.

[Première publication, 8 avril 1922]

1421—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **FRS GUILLEMETTE**
No 119. } **TE**, demandeur;
vs: **JOSEPH MARTINEAU**, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre sur le dixième rang de Saint-Calixte-de-Somerset, contenant cinq arpents de front sur la profondeur du rang, connue au cadastre de Somerset-Sud comme étant tout le numéro 334 et la partie est du lot 335; bornée d'un côté au lot 334 sus-décrit et de l'autre côté par Joseph Breton, propriétaire du résidu du dit lot 335—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte-de-Somerset, le NEUVIEME jour de MAI prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 5 avril 1922.

1423—14-2

[Première publication, 8 avril 1922]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—New-Carlisle.

Province de Québec, } **DAME CLARA**
District de Gaspé, } **TREMBLAY**,
Comté de Bonaventure, } veuve de feu Ray-
No 3651. } mond-M. Romerit,

en son vivant marchand, de Saint-Godefroi, demanderesse; contre les terres et tenements de ABRAHAM ROUSSY, de Saint-Godefroi, comté et district susdits, défendeur.

Un lopin de terre acheté de Michel Pausé le 18 mars 1907, du quart est de lot originaire No 25, du quatrième rang du canton Hope, et plus connus présentement comme une partie du lot cadastral No 717, dudit canton de Hope, mesurant vingt-cinq acres, plus ou moins en étendue, borné au nord par John Le Comtois, à l'est par Clément Huard, à l'ouest par John-Louis Roussy, au sud par Charles Plourde—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Godefroi, JEUDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, C. B.,
W. M. SHEPPARD.

New-Carlisle 9 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

897—11-2

To be sold at the parochial church door of Saint-Majorique-de-Grantham, on the TENTH day of MAY next (1922), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 5th April, 1922.

[First publication, 8th April, 1922]

1422—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **FRS GUILLEMETTE**,
No. 119. } **plaintiff**; vs **JOSEPH**
MARTINEAU, defendant.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land situated in the tenth range of Saint-Calixte-de-Somerset, containing five arpents in front by the depth of the concession, known upon the official plan and book of reference of the township of South Somerset as being the whole of lot No. 334 and the east part of lot No. 335; bounded on one side by said lot No. 334 above designated and on the other side by Joseph Breton, owner of the remainder of said lot No. 335—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Calixte-de-Somerset, on the NINTH day of MAY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 5th April, 1922.

[First publication, 8th April, 1922]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—New-Carlisle.

Province of Québec, } **DAME CLARA**
District of Gaspé, } **TREMBLAY**,
County of Bonaventure, } widow of the late
No. 3651. } Raymond M. Romerit

in his lifetime merchant, of Saint-Godefroi, plaintiff; against the lands and tenements of ABRAHAM ROUSSY of Saint-Godefroi, county and district aforesaid, defendant.

A portion of land purchased from Michel Pausé on March 18th, 1907, of the east one fourth part of the primitive lot No 25, of the fourth range of the township of Hope, and new better known as part of the cadastral lot No. 717, of the said township of Hope, containing twenty five acres, more or less, in superficies; bounded on the north by John Le Comtois, on the east by Clément Huard, on the west by John Louis Roussy, and on the south by Charles Plourde—with a house and barn thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Saint Godefroi, on THURSDAY the TWENTIETH day of APRIL, 1922, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. W. M. SHEPPARD,
Sheriff, C. B.

New-Carlisle, 9th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

898—11-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } J. CHARLES HARRIS
No 105. } J.-BEC, demandeur;
contre JOS. L'ECUYER, FILS, autrefois de
Lacadie et maintenant des cité et district de
Montréal.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un emplacement situé au village de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, de la contenance de quatre perches de largeur sur trois perches de profondeur, le tout plus ou moins sans garantie de mesure précise, faisant partie du numéro deux cent trente-trois (pt. 233) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie; borné en front par le chemin public, en profondeur par les représentants de Dosithée Coupal, du côté est par Emilien Béchard et du côté ouest par les représentants de Joseph Marsan; le tout sauf erreur et omissions.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, district d'Iberville, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 10 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

953—11-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } J. CHARLES HARRIS
No. 105. } J.-BEC, plaintiff;
against JOS. L'ECUYER, JUNIOR, heretofore of
Lacadie and now of the city and district of
Montréal.

Seized as belonging to the said plaintiff:

An emplacement situate at the village of the parish of Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, containing four perches in width by three perches in depth, the whole more or less, without warranty as to precise measurements, forming part of the number two hundred and thirty three (pt. No. 233) of the official cadastral of the parish of Sainte Marguerite-de-Blairfindie; bounded in front by the public road, in depth by the representatives of Dosithée Coupal, on the east side by Emilien Béchard and on the west side by the representatives of Joseph Marsan; the whole save errors and omissions.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, district of Iberville, on the EIGHTEENTH day of APRIL next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Saint John's, 10th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

954—11-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } EUGENE FOREST,
District de Joliette, } E cultivateur, de la
No 9544. } paroisse de Saint-Ligori,
demandeur; vs PIERRE ALIAS PITE LAURION,
de la cité et du district de Joliette, défendeur.

Un lopin de terre faisant partie du lot No 434 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, contenant un arpent et demi de largeur sur 13½ arpents de profondeur; tenant à un bout à Eustache Forest, à l'autre bout à Hildeige St. Georges, d'un côté à Israel Malo et de l'autre côté à Eustaceh Forest—sans bâtisse.

Pour être vendu le MARDI, DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL, 1922, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Paul.

Bureau du shérif.

Le shérif,

GEORGE DESROCHES.

Joliette, 13 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

987—11-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } EUGENE FOREST,
District of Joliette, } E farmer, of the parish
No. 9544. } of Saint Ligori, plaintiff;
vs PIERRE ALIAS PITRE LAURION, of the
city and district of Joliette, defendant.

A parcel of land forming part of the lot No. 434 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Paul, containing one arpent and a half in width by 13½ arpents in depth; bounded at one end by Eustache Forest, at the other end by Hildeige St-Georges, on one side by Israel Malo and on the other side by Eustache Forest—without building.

To be sold on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL 1922, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the said parish of Saint Paul.

Sheriff's office.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff.

Joliette, 13th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

988—11-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } DAME ROSE
No 7901. } DAME COTE, veuve
de feu Sieur Jean-Baptiste Roy, de la ville de
Trois-Pistoles, demanderesse; contre THEOPHI-

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: } DAME ROSE
No. 7901. } DAME COTE, widow
of the late Jean Baptiste Roy, of the town of
Trois-Pistoles, plaintiff; against THEOPHILE

LE FOURNIER, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte, défendeur, à savoir:

Partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux (Ptie No 182) du cadastre de Saint-Jean-Baptiste de l'Île-Verte; bornée à l'est à la fabrique, à l'ouest à Horace Talbot, au nord à Ivanhoe Pelletier et au sud au chemin public du premier rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte, le ONZIEME jour de MAI prochain 1922, à DEUX HEURES ET DEMIE de l'après-midi. Bureau du shérif. Le shérif,

Rivière-du-Loup, 5 avril 1922. J.-O. GIRARD.
[Première publication, 8 avril 1922]

1439—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } **LA CITE DE**
No 7673. } **RIVIERE-**

DU-LOUP, corporation légale ayant son siège d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre **MALCOLM FRASER**, de ladite cité de Rivière-du-Loup, défendeur, à savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Rivière-du-Loup, sur le côté sud-est de la rue du Pont—avec bâtisses dessus construites, contenant cent soixante pieds (160 pds) de front sur ladite rue du Pont sur trois cent quarante pieds de profondeur; borné à l'est à cinquante pieds du moulin à farine et à un terrain appartenant à Mde C.-G. Corestine, à l'ouest et au sud-est à William Fraser ou représentants et au nord-ouest à ladite rue du Pont, faisant partie de dit terrain ou emplacement du lot numéro quarante-six (Ptie No 46), du cadastre officiel de la ville de Fraserville, circonstances et dépendances, Ledit immeuble pour être vendu sujet aux clauses et conditions et au paiement des ventes seigneuriales, telles qu'entrées à l'acte de vente à rente constituée par William Fraser à Malcom Fraser, le six mars 1905 et enregistré sous le numéro 37,692, registre A, volume 46, spécialement à charge s'il y a lieu d'une rente annuelle à raison de \$40.00 par 10,000 pieds de superficie et des conditions de résolutions d'acte, faute de se conformer aux clauses y contenues.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Rivière-du-Loup, le DIXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif, Le shérif,

Rivière-du-Loup, 5 avril 1922. 1441—14-2
[Première publication, 8 avril 1922]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—Québec.
Montmagny, à savoir: } **LEONARD BEAU-**
No 3761. } **LIEU**, de Saint-

Philémon, demandeur; contre **ALPHONSE NADEAU**, de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, comté de Montmagny, défendeur.

1. Toutes les bâtisses situées sur un emplacement de soixante pieds de front par cent vingt de profondeur, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang du cadastre officiel du canton Panet; borné à l'est par la route de

FOURNIER, of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte, defendant, to wit:

Part of the lot number one hundred and eighty two (Pt. No. 182) of the cadastre of Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte; bounded on the east by the Fabrique, on the west by Horace Talbot, on the north by Ivanhoe Pelletier and on the south by the public highway of the first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte, the ELEVENTH day of MAY next, 1922, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon. Sheriff's office. J.-O. GIRARD,

Rivière-du-Loup, April 5th, 1922. Sheriff.
[First publication, 8th April, 1922]

1440—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière-du-Loup, to wit: } **THE CITY OF**
No. 7673. } **RIVIERE-**

DU-LOUP, a legal corporation having its place of business in the said city, plaintiff; against **MALCOLM FRASER**, of the said city of Rivière-du-Loup, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the city of Rivière-du-Loup, on the southeast side of Du Pont street—with the buildings thereon erected, containing one hundred and sixty (160) feet in front on the said Du Pont street by three hundred and forty in depth; bounded on the east at fifty feet of the flour mill and by a parcel of land belonging to Dame C. G. Corestine, on the west and southeast by William Fraser or representatives and on the north-west by the said Du Pont street, forming part, the said lot of land or emplacement of the lot number forty six (Pt. No. 46) of the official cadastre of the town of Fraserville, circumstances and dependencies. The said immoveable to be sold subject to the clauses and conditions and to the payment of the seigniorial rents as contained in a deed of constitute rent by William Fraser, the sixth March, 1905, and registered under the No. 37,692 register A, volume 46, especially subject, if the conditions apply, to an annual rent of \$40.00 per 10,000 feet of superficies and the conditions of cancellation of the deed if the clauses contained therein are not fulfilled.

To be sold at the office of the sheriff, in the city of Rivière-du-Loup, the TENTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. J.-O. GIRARD, Sheriff.

Rivière-du-Loup, 15th April, 1922. 1442—14-2
[First publication, 8th April, 1922]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Québec.
Montmagny, to wit: } **LEONARD BEAU-**
No. 3761. } **LIEU**, of Saint-

Philémon, plaintiff; against **ALPHONSE NADEAU**, of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, county of Montmagny, defendant.

1. The whole of the buildings situate on an emplacement of sixty feet in front by one hundred and twenty in depth, being part of the lot number twenty five (25) of the seventh range on the official cadastre of the township Panet;

l'Eglise, à l'ouest par la fabrique, au nord à Léon Larochelle et au sud à Joseph Caron—avec les droits du défendeur sur ledit terrain;

2. Toutes les bâtisses situées sur un emplacement de soixante pieds de front par cent vingt de profondeur, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang du cadastre officiel du canton Panet; borné à l'est à la route de l'Eglise, à l'ouest à la fabrique, au sud à François Manitha et au nord à Adolphe Beaulieu—avec les droits du défendeur sur ledit terrain.

Les deux immeubles étant sujets à une rente foncière annuelle de dix piastres (\$10.00) payable semi-annuellement le 15 avril et le 15 octobre de chaque année à la fabrique de Saint-Juste-de-la-Brettonnière.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste-de-la-Brettonnière, JEUDI, le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

Montmagny, 1er février 1922 J.-C. LISLOIS.

[Première publication, 18 mars 1922]

515-5-2

bounded on the east by the Church road, on the west by the fabrique, on the north by Léon Larochelle and on the south by Joseph Caron—with the rights of the defendant in the said lot of land;

2. The whole of the buildings situate on an emplacement of sixty feet in front by one hundred and twenty in depth, being part of the lot number twenty five (25) of the seventh range on the official cadastre of the township Panet; bounded on the east by the Church road, on the west by the fabrique, on the south by François Manitha and on the north by Adolphe Beaulieu—with the rights of the defendant in the said lot of land.

The two moveables being subject to a yearly ground rent of ten dollars (\$10.00), payable semi-annually on the 15th of April and the 15th of October of every year to the fabrique of Saint-Juste-de-la-Brettonnière.

To be sold at the parochial church door of Saint-Juste-de-la-Brettonnière, on THURSDAY, the TWENTIETH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,

Montmagny, 1st February, 1922. Sheriff

[First publication, 18th March, 1922]

516-5-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) SIR HERBERT S.
No 4747.) HOLT ET AL., dem-
demandeurs; contre WILLIAM T. RODDEN,
défendeur.

Ces emplacements situés dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, sur West Crescent Heights, faisant partie des lots connus sous les numéros deux cent trente-sept et deux cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal et connus au plan de subdivision dûment dressé et de record desdits lots comme suit:

1. Les lots de subdivision numéros soixante-dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois dudit lot de subdivision lettre B dudit lot original numéro deux cent trente-neuf (maintenant 239-B-79-80-81-82 et 83); lesdits lots étant situés du côté est du parc Crescent entre Gordon Crescent et Holt Crescent;

2. Les lots de subdivision numéros cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-huit dudit lot de subdivision lettre B dudit lot originaire numéro deux cent trent-neuf (Nos 239-B-134-135-138), et lesdits lots Nos 239-B-134-135 et 138 et situés du côté ouest du parc Crescent au sud de Holt Crescent.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 5 avril 1922.

1435-14-2

[Première publication, 8 avril 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) THE INDEPENDENT
No 693.) ORDER OF ODD-
FELLOWS MANCHESTER UNITY FRIEND-
LY SOCIETY MONTREAL DISTRICT, corpo-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) SIR HERBERT S.
No. 4747.) HOLT ET AL., plaintiffs;
against WILLIAM T. RODDEN, defendant.

Those certain emplacements situate in the city of Westmount in the district of Montreal, on West Crescent Heights, forming part of the lots known as numbers two hundred and thirty seven and two hundred and thirty nine on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal and known on the subdivision plan duly made and filed of the said lots as follows:

1. Subdivision lots numbers seventy nine, eighty, eighty one, eighty two and eighty three of said subdivision lot letter B of the said original lot number two hundred and thirty nine (Now 239-B-79-80-81-82 and 83); the said lots being situated on the east side of Park Crescent between Gordon Crescent and Holt Crescent;

2. Subdivision lots numbers one hundred and thirty four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty eight of said subdivision lot letter B of said original lot number two hundred and thirty nine (Nos. 239-B-134-135-138), the said lots Nos. 239-B-134-135 and 138 being situated on the west side of Park Crescent to the south of Holt Crescent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 5th April, 1922.

1436-14-2

[First publication, 8th April, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE INDEPENDANT
No. 693.) ORDER OF ODD-
FELLOWS MANCHESTER UNITY FRIEND-
LY SOCIETY MONTREAL DISTRICT, a

ration légale dûment constituée, dont le siège social et la principale place d'affaires sont dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs HENRY GURMAN, défendeur.

Un lot de terre faisant partie du lot officiel numéro sept cent soixante-douze des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine; ladite partie dudit lot étant en arrière de gare Dominion et ayant front sur l'avenue Dominion, dans ladite ville de Lachine, à partir d'un point sur la limite ouest dudit lot, quarante un pieds cinq pouces dans une direction sud du coin nord-ouest dudit lot et en suivant le limite ouest sur une distance de cinquante pieds vers le sud; de là vers l'est sur une distance de cent quatorze pieds jusqu'à ladite avenue Dominion; de là dans une direction nord cinquante pieds sur ladite avenue Dominion, et à partir du dit point en régression au point de départ cent quatorze pieds, constituant un lopin de terre de cinquante pieds de largeur par une profondeur de cent quatorze pieds et borné comme suit:

En avant à l'est par l'avenue Dominion, en arrière à l'ouest par les subdivisions de lot numéro sept cent cinquante-quatre, d'un côté au nord par un chemin en arrière de la gare Dominion de la compagnie ferroviaire Grand Tronc du Canada, étant une extension projetée de l'avenue Lasalle, pour à jamais restée ouverte et servir de chemin public ou route et en aboutissant à l'avenue Dominion, et de l'autre côté au sud par un autre partie dudit lot cadastral numéro sept cent soixante-douze—avec les bâtisses dessus construites et le droit d'en user en commun avec d'autres ayants-droit audit chemin, sis au nord de ladite propriété et aussi dans l'avenue Dominion, mais sans droit de l'obstruer d'aucune manière quelconque.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif.
Montréal, 5 avril 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 8 avril 1922]
1437—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NATIONAL BRICK
No 3486 } NATIONAL COMPANY OF LA-
PRAIRIE, LIMITEE, corporation légale dûment constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs LEOPOLD CHOQUETTE, défendeur.

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Montclair, connu et désigné sous le numéro 121 du lot originaire No 152 (152-121) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

2. Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Rosedale, connus et désignés sous les Nos 328 et 329 du lot originaire No 151 (151-328 et 329) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

3. Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la sixième avenue Rosemont, connus et désignés sous les Nos 582 et 583 du lot originaire No 172 (172-582 et 583) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation;

4. Un lot de terre situé en la ville de Belœil, connu et désigné sous le numéro 6 du lot originaire numéro 30 des plan et livre de renvoi officiels

body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs HENRY GURMAN, defendant.

A lot of land forming part of official lot number seven hundred and seventy two of the official plan and book of reference of the town of Lachine; said part of said lot being in rear of Dominion station and fronting on Dominion avenue, in the said town of Lachine, starting at a point in the west boundary line of said lot, forty one feet five inches in a southerly direction from the north west corner of said lot and following the west boundary for a distance of fifty feet in a southerly direction; thence in an easterly direction for a distance of one hundred and fourteen feet to said Dominion avenue; thence in a northerly direction fifty feet on said Dominion Avenue, and from said point back to the point of commencement one hundred and fourteen feet, making a lot of land fifty feet in width by a depth of one hundred and fourteen feet and bounded as follows:

In front to the east by Dominion avenue, in rear to the west by the subdivisions of lot numbers seven hundred and fifty four, on one side to the north by a road in rear of the Dominion station of the Grand Trunk Railway Company of Canada, being a proposed extension of Lasalle Avenue, forever to remain open and be used as a public road or highway and leading to Dominion Avenue, and on the other side to the south by another portion of said cadastral lot number seven hundred and seventy two—with the buildings thereon erected, with the right of the use in common with others having rights therein of said road lying to the north of said property and also in Dominion avenue, but no rights to encumber the same in any manner howsoever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montréal, 5th April, 1922. Sheriff.
[First publication, 8th April, 1922]
1438—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } NATIONAL BRICK
No. 3486 } NATIONAL COMPANY OF LA-
PRAIRIE, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LEOPOLD CHOQUETTE, defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Montclair street, known and designated under the number 121 of the original lot No. 152 (152-121) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

2. Two lots of land situated in the city of Montreal, fronting on Rosedale street, known and designated under the numbers 328 and 329 of the original lot No. 151 (151-328 and 329) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

3. Two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Sixth avenue, at Rosemont, known and designated under the Nos 582 and 583 of the original lot No. 172 (172-582 and 583), on the official plan and book of reference of the village of Cote de la Visitation;

4. A lot of land situate in the town of Belœil, known and designated under the number 6 of the original lot number 30 of the official plan and

ciels de la paroisse de Belœil; borné en front par le No 30-5 étant une rue projetée;

5. Trois lots de terre situés en la ville de Belœil, connus et désignés sous les numéros sept, huit et neuf (7, 8, 9) du lot originaire numéro trente (30) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil; borné en front par le No 30-19 étant une rue projetée.

Pour être vendus comme suit, savoir :

Paragraphes 1, 2 et 3, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Et les paragraphes 4 et 5, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif.
EUGENE GOUIN.

Montréal, 8 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]
937-11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SIR HERBERT S.
No 531. } HOLT ET SIR CHAR-
LES B. GORDON, demandeurs; vs THOMAS
REGINALD KER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant audit Thomas Reginald Ker.

L'emplacement situé dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, à "West Crescent Heights", faisant partie du lot numero deux cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, connu et désigné sur le plan de subdivision dûment dressé et produit dudit lot officiel comme étant la resubdivision cent trente-neuf de la subdivision lettre B dudit lot officiel (239-B-139); mesurant soixante-sept pieds de largeur par cent sept de profondeur, en étendue sept mille cent soixante-neuf pieds, mesure anglaise, plus ou moins, ayant front sur la rue comme étant la subdivision quatre vingt-dix-neuf de ladite subdivision lettre B; borné au nord-ouest par la rue comme étant la subdivision cent quarante-un de ladite subdivision lettre B.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
EUGENE GOUIN.

Montréal, 8 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
947-11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME GEORGIANA
No 376 } LAUZON, de Mont-
tréal, épouse judiciairement séparée de biens de
Camille Lusignan, gérant, au même lieu, et fai-
sant affaires seule sans la raison sociale de "C.
Lusignan & Cie" et ledit Camille Lusignan pour
autoriser son épouse aux fins des présentes, deman-
deresse; contre O. DESERRÈS, défendeur et
L.-A. Bédard, curateur au délaissement fait en
cette cause.

1. Un lot avec bâtisses dessus érigées portant le numéro 398 avenue Beaconsfield, à Montréal, connu sous le numéro de cadastre cent soixante-quatre, subdivision quatre-vingt-quatre (164-84) de la paroisse de Montréal;

2. Un lot avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 400 avenue Beaconsfield, à Montréal, connu sous le numéro de cadastre cent

book of reference of the parish of Belœil; bounded in front by the No. 30-5, being a projected street;

5. Three lots of land situated in the town of Belœil, known and designated under the numbers seven, eight and nine (7, 8 and 9) of the original lot number thirty (30) of the official plan and book of reference of the parish of Belœil; bounded in front by the No. 30-19, being a projected street.

To be sold as follows, namely:

Paragraphs 1, 2 and 3, at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

And the paragraphs 4 and 5, at the parochial church door of the parish of Belœil, the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,

Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
938-11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: } SIR HERBERT S.
No. 531. } HOLT and Sir CHAR-
LES B. GORDON, plaintiffs; vs THOMAS
REGINALD KER ET AL, defendants.

As belonging to the said Thomas Reginald Ker.

That certain emplacement situate in the city of Westmount, in the district of Montreal, on "West Crescent Heights", forming part of lot number two hundred and thirty-nine on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, known and designated on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as resubdivision one hundred and thirty-nine of subdivision letter B of said official lot (239-B-139); containing sixty-seven feet in width by one hundred and seven feet in depth and a superficial area of seven thousand one hundred and sixty-nine feet, English measure, more or less, fronting on the street known as subdivision ninety-nine of said subdivision letter B; bounded to the north west by the street known as subdivision one hundred and forty-one of said subdivision letter B.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Deputy sheriff.

Montreal, 8th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
948-11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: } DAME GEORGIANA
No. 376 } LAUZON, of Mont-
real, wife judicially separated as to property of
Camille Lusignan, manager, of the same place,
and carrying on business alone under the name
and style of "C. Lusignan & Cie" and the said
Camille Lusignan to authorize his wife for the
purposes hereof, plaintiff; against C. DESER-
RES, defendant, and L. A. Bédard, curator to
the surrender of property made herein.

1. A lot of land with the buildings thereon erected bearing the number 398 Beaconsfield avenue, at Montreal, known under the cadastral number one hundred and sixty-four, subdivision eighty-four (164-84) of the parish of Montreal.

2. A lot of land with the buildings thereon erected bearing the civic number 400 Beaconsfield avenue, at Montreal, known under the

soixante-quatre, subdivision quatre-vingt-cinq (164-85) de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le député shérif,
EUGENE GOUIN.

Montréal, 8 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]

949—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE MONTRÉAL-EST, }
No 744. } REAL-EST, corporation municipale ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs R.-CAMILLE FOURNIER, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Montréal-Est, rue Sainte-Julie, et composé:

1. Des lots de terre portant les numéros de subdivisions deux, trois et quatre du lot originaire numéro quatre-vingt-dix, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles;

2. De cette partie ouest du lot numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels susdits, situé sur le prolongement des immeubles décrits en premier lieu, mesurant environ soixante-dix-neuf pieds de profondeur par quarante pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée au sud par les immeubles ci-dessus en premier lieu, décrits, à l'ouest par partie du lot 90-1, au nord par la partie de lot ci-après décrite en troisième lieu et à l'est par le résidu de ladite subdivision 90-10;

3. De cette partie ouest de la subdivision numéro onze, des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant soixante-dix-neuf pieds de profondeur par trente pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée au sud par la partie ouest dudit lot 90-10 ci-dessus en deuxième lieu décrite, à l'ouest par partie du lot 90-1, au nord par partie correspondante du lot 90-12 et à l'est par le résidu de ladite subdivision 90-11—avec maison d'habitation portant le numéro civique 5456 de la rue Sainte-Julie et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
EUGENE GOUIN.

[Première publication, 18 mars 1922]

939—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-EMILE COTE, }
No 743. } demandeur; vs DAME EDWIDGE DEGRANPRE, veuve de feu Jean Richer, défenderesse.

Les lots de terre ayant front sur l'avenue LaSalle, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros vingt - un et vingt - deux de la subdivision du lot originaire numéro neuf (9-21 et 22) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
EUGENE GOUIN.

[Première publication, 18 mars 1922]

941—11-2

cadastral number one hundred and sixty-four, subdivision eighty-five (164-85) of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Deputy sheriff.

Montréal, March 8th, 1922.

[First publication 18th March, 1922]

950—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } THE TOWN OF MONTRÉAL-EAST, }
No. 744. } TREAL-EAST, a municipal corporation having its principal place of business in the town of Montreal East, district of Montreal, plaintiff; vs R. CAMILLE FOURNIER, defendant.

An emplacement situate in the town of Montreal East, Sainte Julie street, and composed:

1. Of the lots of land bearing the subdivision numbers two, three and four of the original lot number ninety, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles;

2. Of that west part of the lot number ten, of the official plan and book of reference aforesaid, situate on the prolongation of the immovables firstly above described, measuring about seventy nine feet in depth by forty feet in width, English measurements, and more or less; bounded on the south by the immovables firstly above described, on the west by part of the lot 90-1, on the north by the part of lot thirdly hereunder described and on the east by the residue of the said subdivision 90-10;

3. Of that west part of the subdivision number eleven, of the official plan and book of reference aforesaid, measuring seventy nine feet in depth by thirty feet in width, English measurements and more or less; bounded on the south by the west part of the said lot 90-10 secondly above described, on the west by part of the lot 90-1, on the north by a corresponding part of the lot 90-12 and on the east by the residue of the said subdivision 90-11—with a dwelling house bearing the civic number 5456 Sainte Julie street and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Deputy sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]

940—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } JOSEPH EMILE COTE, }
No. 743. } plaintiff; vs DAME EDWIDGE DEGRANPRE, widow of the late Jean Richer, defendant.

The lots of land fronting on LaSalle avenue, in the city of Montreal, known and designated under the numbers twenty one and twenty two of the subdivision of the original lot number nine (9-21 and 22) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Deputy sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]

942—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**AME IDA SHEA-
No 443. } **R**ER, de la cité de
Westmount, veuve de feu David Williamson,
décédé, en son vivant du même lieu, industriel;
JOHN WILLIAMSON, recteur, et JAMES
SHEARER COSTIGAN, ingénieur civil, les
deux de la cité de Montréal, parties aux pré-
sentes en leur qualité de fidéicommissaires d'après
le dernier testament dudit David Williamson,
demandeurs; vs CITY DEVELOPMENT
COMPANY, LIMITED, corporation légale
dument constituée, dont le siège social est dans
la cité de Montréal, défenderesse.

Les parties suivantes de la subdivision A du
lot No 176, communément connues sous le No.
176-A aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Montréal, à savoir:

a. Les lots de terre ayant front sur l'avenue
Old Orchard, dans la cité de Montréal, connus
comme étant la subdivision deux de la subdivi-
sion cent un (176A-101-2); la subdivision 3 de
ladite subdivision cent un et la subdivision 1 de
la subdivision cent deux dudit lot officiel cent
soixante-seize A (176A-101-3 et 102-1) et la subdivi-
sion deux de ladite subdivision cent deux
dudit lot officiel (176A-102-2);

b. Le lot de terre ayant front sur ladite avenue
Old Orchard connu comme étant la subdivision
deux de la subdivision cent vingt-deux dudit
lot cent soixante-seize A (176A-122-2);

c. Les lots de terre ayant front sur l'avenue
Old Orchard susdite connus comme étant la subdivi-
sion deux de la subdivision cent vingt-trois
(176A-123-2); la subdivision un de la subdivision
cent vingt-quatre dudit lot officiel (176A-124-1);
la subdivision deux de ladite subdivision cent
vingt-quatre et la subdivision une de la subdivi-
sion cent vingt-cinq dudit lot officiel cent soixante-
seize A (176A-124-2 et 125-1);

d. Les lots de terre ayant front sur l'avenue
Old Orchard susdite connus comme étant la subdivi-
sion trois de la subdivision cent vingt-cinq
et la subdivision une de la subdivision cent vingt-
six dudit lot cent soixante-seize A (176A-125-3
et 126-1); et la subdivision deux de ladite subdivi-
sion cent vingt-six dudit lot officiel cent soixante
seize A (176A-126-2).

Pour être vendus à mon bureau en la cité de
Montréal, le VINGT-ET-UN IÈME jour d'A-
VRIL prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le député-shérif,

—Montréal, 8 mars 1922. EUGÈNE GOUIN.
[Première publication, 18 mars 1922]
945-11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir } **L**A CITE DE MONT-
No 5880. } **R**EAL, corps légale-
ment constitué, ayant son établissement d'affaires
en ladite cité, demanderesse; contre DAME
ELZIRE GUERARD, veuve de Alphonse Guay,
défenderesse.

Un lot de terre ayant front sur la rue Berri,
étant la subdivision numéro six cent treize (613)
du lot originaire numéro deux mille six cent
quarante-trois (2643), aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de Saint-Laurent, quartier
Ahuntsic-Bordeaux, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**AME IDA SHEA-
No. 443. } **R**ER, of the city of
Westmount, widow of the late David Williamson,
deceased, in his lifetime of the same place, manu-
facturer; JOHN WILLIAMSON, rector, and
JAMES SHEARER COSTIGAN, civil engineer,
both of the city of Montreal, herein acting in
their quality of trustees of the last will and testa-
ment of the said late David Williamson, plaintiffs;
vs CITY DEVELOPMENT COMPANY, LI-
MITED, a body corporate duly incorporated,
having its chief place of business in the city of
Montreal, defendant.

The following portions of subdivision A of lot
No. 176 or what is commonly known as 176A
on the official plan and book of reference of the
parish of Montreal, namely:

a. Those lots of land fronting on Old Orchard
avenue, in the city of Montreal, known as subdivi-
sion two of subdivision one hundred and one
(176A-101-2); subdivision 3 of said subdivision
one hundred and one and subdivision 1 of said
subdivision one hundred and two of said official
lot one hundred and seventy six A (176A-101-3
and 102-1); and subdivision two of said subdivi-
sion one hundred and two of said official lot (176A
-102-2);

b. That lot of land fronting on said Old Or-
chard avenue known as subdivision two of subdivi-
sion one hundred and twenty two of said lot
one hundred and seventy six A (176A-122-2);

c. Those certain lots fronting on Old Orchard
avenue aforesaid, known as subdivision two of
subdivision one hundred and twenty three (176A
-123-2); subdivision one of subdivision one
hundred and twenty four of said official lot (176A
-124-1); subdivision two of said subdivision one
hundred and twenty four and subdivision one of
subdivision one hundred and twenty five of said
official lot one hundred and seventy six A (176A-
124-2 and 125-1);

d. Those certain lots of land fronting on Old
Orchard avenue aforesaid known as subdivision
three of subdivision one hundred and twenty
five and subdivision one of subdivision one hun-
dred and twenty six of said lot one hundred and
seventy six A (176A-125-3 and 126-1); and
subdivision two of said subdivision one hundred
and twenty six of said official lot one hundred
and seventy six A (176A-126-2).

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. EUGÈNE GOUIN,

—Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff.
[First publication, 18th March, 1922]
946-11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF MON-
No. 5880. } **T**RREAL, a body poli-
tic and corporate, duly incorporated, having its
place of business in the said city, plaintiff; against
DAME ELZIRE GUERARD, widow of Alphonse
Guay, defendant.

A lot of land bounded in front by Berri street,
being subdivision number six hundred and thir-
teen (613) of original number two thousand six
hundred and forty-three (2643) on the official
plan and book of reference for the parish of Saint
Laurent, Ahuntsic-Bordeaux ward, city of Mon-
treal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.
[Première publication, 18 mars 1922]
1003—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**A CITE DE MONTRÉAL, No 115. } **R**EAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH GUILBAULT ET GILBERT GUILBAULT, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs en cette cause:

Trois lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, de ladite cité, connus et désignés comme étant les subdivisions 439, 440 et 441 du lot originaire No 262, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.
[Première publication, 18 mars 1922]
1005—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**A CITE DE MONTREAL, No 70. } **R**EAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires dans la cité de Montréal, demanderesse; vs NAPOLEON LANGELIER, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Henri-Julien, de ladite cité, connu et désigné sous le numéro trois (3) de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-3) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.
[Première publication, 18 mars 1922]
1007—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **I**SAAC ST. JAMES, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, demandeur; vs **D**AME IDA UPTHEGROVE, de la ville de Saint-Pierre, district de Montréal, veuve de Edmond St-James, en son vivant, cultivateur, de Saint-Constant, en sa qualité de tutrice nommée à ses enfants mineurs: Irène, Melbourne et Edmunda St-James, defenderesse; et **S**AMUEL ST. JAMES, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, en sa qualité de subrogé-tuteur aux mêmes enfants mineurs,

the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.
[First publication, 18th March, 1922]
1004—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city of Montreal, plaintiff; vs **J**OSEPH GUILBAULT AND GILBERT GUILBAULT, heretofore of the city of Montreal and now of parts unknown, defendants. As belonging to the defendants herein:

Three lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint Lawrence boulevard, of the said city, known and designated as being the subdivisions 439, 440 and 441 of the original lot No. 262, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.
[First publication, 18th March, 1922]
1006—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city of Montreal, plaintiff; vs **N**APOLEON LANGELIER, heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Henri-Julien avenue of the said city, known and designated under the number three (3) of the official subdivision of the original lot number two hundred and ninety three (293-3) on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.
[First publication, 18th March, 1922]
1008—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **I**SAAC ST. JAMES, farmer, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, plaintiff; vs **D**AME IDA UPTHEGROVE, of the town of Saint Pierre, district of Montreal, widow of Edmond St. James, in his lifetime farmer, of Saint Constant, in her quality of appointed tutrix to her minor children: Irène, Melbourne and Edmunda St. James, defendant; and **S**AMUEL ST. JAMES, farmer, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, in his quality of subrogate-tutor to the same minor

nommés par les mêmes ordonnances de cette Cour, mis-en-cause.

Comme appartenant à la défenderesse *ès-qual.*, en cette cause:

Ce morceau de terre situé en la concession de la petite côte, dans la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, contenant environ quatre-vingts arpents en superficie, connu et désigné comme faisant partie du lot No 112 (partie 112) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, et borné comme suit: en front par le chemin public, du côté sud-est par le terrain de Joseph Lanctôt, d'un côté par le terrain de Samuel St. James et de l'autre côté par celui de Joseph Lanctôt — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Constant, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1009—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE BROAD REALTY,**
No 3917 } LTD, demanderesse;
vs DAME VICTORINE COMTE, veuve de }
C.-E. Paquette, épouse de Joseph Hogue, défendeur; et CLIFFORD SAVAGE, curateur au délaissement nommé par jugement de la Cour supérieure, le 11 février 1922.

Les emplacements, dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges comme étant le lot numéro cent cinquante et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment dressé et de record dudit lot comme étant . . . numéros de subdivision cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt-un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six et cent vingt-sept (150-119, 150-120, 150-121, 150-122, 150-123, 150-124, 150-125, 150-126, 150-127), mesurant chacune des dites subdivisions 119 à 126, inclusivement, 50 pieds de largeur par 152 pieds 5 pouces de profondeur et une étendue de 7,625 pieds, et ladite subdivision 127 mesurant une largeur de 54 pieds par une profondeur de 152 pieds et 5 pouces et en étendue 8,235 pieds carrés, ayant front chacune des dites subdivisions à l'est sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150;

L'emplacement, dans ledit quartier Mont-Royal, composé de la subdivision numéro 128 dudit lot officiel numéro 150 et la subdivision numéro 42 du lot numéro 48 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (150-128, Côte-des-Neiges, et 48-42, paroisse de Montréal, mesurant ledit emplacement 60 pieds de largeur par 133 de profondeur sur la ligne sud et 125 pieds 5 pouces dans la ligne nord, avec une étendue 8,565 pieds, et ayant front sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150;

L'emplacement, dans ledit quartier Mont-Royal, composé du numéro de subdivision 129 dudit lot officiel numéro 150 et de la subdivision numéro 41 dudit lot officiel 48 (150-129, Côte-des-Neiges et 48-41, paroisse de Montréal), mes-

children, appointed by the same orders of this Court *mis-en-cause.*

As belonging to the said defendant, *ès-qual.*, in this cause.

That parcel of land situate in the concession of la petite côte, in the parish of Saint-Constant, district of Montreal, containing about eighty arpents in area, known and designated as forming part of the lot No. 112 (part 112) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Constant, district of Montreal, and bounded as follows: in front by the public road, on the southeast side by the land of Joseph Lanctot, on one side by the land of Samuel St. James and on the other side by the lots of Joseph Lanctot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Constant, the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1010—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE BROAD REALTY,**
No. 3917 } LTD, plaintiff; vs
DAME VICTORINE COMTE, widow of C. E. Paquette, at present wife of Joseph Hogue, defendant; and CLIFFORD SAVAGE, curator to the surrender appointed by judgment of the Superior Court dated February 11th, 1922.

Those certain emplacements, in the Mount Royal ward of the city of Montreal, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges as lot number one hundred and fifty and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said lot as subdivision numbers one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six and one hundred and twenty-seven (150-119, 150-120, 150-121, 150-122, 150-123, 150-124, 150-125, 150-126, 150-127) containing each of said subdivisions 119 to 126, inclusively 50 feet in width by 152 feet 5 inches in depth and a superficial area of 7,625 feet, and the said subdivision 127 containing a width of 54 feet by a depth of 152 feet 5 inches and a superficial area of 8,235 square feet, fronting each of said subdivisions to the east on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150;

That certain emplacement, in the said Mount Royal ward, composed of subdivision number 128 of said official lot number 150 and subdivision number 42 of lot number 48 of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (150-128, Côte-des-Neiges, and 48-42, parish of Montreal), containing said emplacement 60 feet in width by a depth of 133 feet on the south line and 152 feet 5 inches on the north line, and a superficial area of 8,565 feet, and fronting on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150;

That certain emplacement, in said Mount Royal ward, composed of subdivision number 129 of the said official lot number 150 and subdivision number 41 of said official lot number 48 (150-129, Côte-des-Neiges and 48-41, parish of Montreal), mes-

rant ledit emplacement 55 pieds 5 pouces de largeur par une profondeur de 115 pieds 2 pouces ligne sud, 133 pieds ligne nord et en étendue 6,888 pieds, et ayant front sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 ;

L'emplacement, dans ledit quartier Mont-Royal, composé de la subdivision numéro 130 dudit lot numéro 150 et de la subdivision numéro 40 dudit lot 48 (150-130, Côte-des-Neiges et 48-40, paroisse de Montréal); ledit emplacement étant de forme irrégulière avec une étendue de 18,680 pieds carrés, ayant front à l'est sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 et la subdivision 39 dudit lot 48, et au sud sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 38 dudit lot 48 ;

L'emplacement dudit quartier Mont-Royal, connu comme étant la subdivision numéro 168 dudit lot 150 (150-168, Côte-des-Neiges), mesurant ledit emplacement 139 pieds et 9 pouces de largeur en front et 64 pieds en arrière sur une profondeur irrégulière et une étendue de 15,300 pieds carrés, et ayant front au nord sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 167 dudit lot 150, et ayant front à l'ouest sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 ;

Les emplacements qui font partie dudit lot officiel numéro 150 et connus au plan de subdivision d'icelui comme étant les numéros de subdivision 169 et 170 (150-169 et 150-170, Côte-des-Neiges), mesurant chacune des dites subdivisions 50 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur et une étendue de 7,500 pieds carrés, et ayant front à l'ouest sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150.

Avec tous les droits, circonstances et dépendances connexes, sans exception d'aucune sorte.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 15 mars 1922.

[Première publication, le 18 mars 1922]

1013—11-2

containing said emplacement 55 feet 5 inches in with by a depth of 115 feet 2 inches in the south line, 133 feet in the north line and a superficial area of 6,888 feet and fronting on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150 ;

That certain emplacement, in said Mount Royal ward composed of subdivision number 130 of said lot number 150 and subdivision number 40 of said lot 48 (150-130, Côte-des-Neiges and 48-40, parish of Montreal), said emplacement being of an irregular figure and containing a superficial area of 18,680 square feet, and fronting to the east on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150 and subdivision 39 of said lot 48, and to the south on a projected street known as subdivision 38 of said lot 48 ;

That certain emplacement in the said Mount Royal ward, known as subdivision number 168 of said lot 150 (150-168, Côte-des-Neiges) containing said emplacement a width of 139 feet and 9 inches in front and 64 feet in rear by an irregular depth and a superficial area of 15,300 square feet, and fronting to the north on a projected street known as subdivision 167 of said lot 150, and fronting to the west on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150.

Those certain emplacements forming part of said official lot number 150 and known on the subdivision plan thereof as subdivision numbers 169 and 170 (150-169 and 150-170, Côte-des-Neiges) containing each of said subdivisions 50 feet in width by 150 feet in depth and a superficial area of 7,500 square feet, and fronting to the west of a projected street known as subdivision 155 of said lot 150.

With all and every the rights, members and appurtenances, thereunto belonging without exception of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, March 15th, 1922.

[First publication, March 18th, 1922]

1014—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONT-
No 86. } RÉAL, corps légal-
ement constitué, ayant son établissement d'affaires en la cité de Montréal, demanderesse; vs CHARLES-D. GEORGE, défendeur.

Un lopin de terre sis et situé dans ladite cité de Montréal; borné en front par l'avenue Borden, et étant la subdivision numéro trois cent douze (312) du numéro originaire cent cinquante-quatre (154) des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal, quartier Notre-Dame-de-Grâces, de ladite cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1019—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 86. } TREAL, a body poli-
tic and corporate, duly incorporated, having its place of business, in the city of Montreal, plaintiff; vs CHARLES D. GEORGE, defendant.

A lot of land lying and being in the said city of Montreal; bounded in front by Borden avenue, and being subdivision number three hundred and twelve (312) of original number one hundred and fifty-four (154) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, Notre-Dame-de-Grâces ward, of the said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1020—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MONT-**
No 60. } **RÉAL**, corps légale-
ment constituée, ayant son établissement d'affaires
en ladite cité, demanderesse; contre GEDEON
RICHER, défendeur.

Les trois (3) lots de terre suivants situés dans
la cité de Montréal; bornés en front par la rue
Chapleau, étant les subdivisions du numéro origi-
naire sept (7) des plan et livre de renvoi officiels
du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation,
quartier de Lorimier, cité de Montréal.

La subdivision numéro deux cent quinze (215);

La subdivision numéro deux cent seize (216);

La subdivision numéro deux cent dix-sept (217).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL
prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1017—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
No. 60. } **TREAL**, a body poli-
tic and corporate, duly incorporated, having its
place of business in the said city, plaintiff;
against GEDEON RICHER, defendant.

The three (3) following lots of land situated
in the city of Montréal; bounded in front by
Chapleau street, being subdivisions of original
number seven (7) on the official plan and book
of reference for the incorporated village of Côte-
de-la-Visitation, of de-Lorimier ward, city of
Montréal.

Subdivision number two hundred and fifteen
(215);

Subdivision number two hundred and sixteen
(216);

Subdivision number two hundred and seven-
teen (217).

To be sold at my office, in the city of Montréal,
the TWENTY FIRST day of APRIL next, at
THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montréal; 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1018—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **GEORGE - ETIENNE**
No 3681 } **LARIN**, demandeur;
contre GEORGE ST-GERMAIN, défendeur.

1. Un emplacement de forme irrégulière situé
au coin de la rue Ste-Catherine-Ouest et de l'ave-
nue Victoria, dans la cité de Westmount, mesurant
vingt-six pieds de largeur sur la rue Sainte-
Catherine par une profondeur de quatre-vingt-
seize pieds et deux pouces dans la ligne nord-est,
et de la quarante-cinq pieds de largeur par envi-
ron dix pieds de profondeur, le tout d'après la
mesure anglaise et plus ou moins; ledit emplace-
ment faisant partie de la subdivision soixante-
trois du lot originaire numéro deux cent-quinze
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Montréal; borné en front par une autre
partie, de ladite subdivision soixante-trois du
lot originaire numéro deux cent-quinze, faisant
partie de la rue Sainte-Catherine-Ouest, en arrière,
vers le nord-ouest, par la subdivision soixante-
six dudit lot originaire numéro deux cent-
quinze; d'un côté au sud-ouest par l'avenue
Victoria et de l'autre côté au nord-est par la
subdivision un de la subdivision soixante-trois
du lot originaire numéro deux cent-quinze et la
subdivision soixante-quatre dudit lot originaire
numéro deux cent-quinze;

2. Un emplacement de forme irrégulière ayant
front sur la rue Sainte-Catherine-Ouest, dans
ladite cité de Westmount, mesurant quarante
pieds de largeur sur la rue Sainte-Catherine par
une profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds
et sept pouces dans la ligne sud-ouest, et de la
quarante-cinq pieds de largeur par environ dix
pieds de profondeur, le tout d'après la mesure
anglaise et plus ou moins; ledit emplacement
faisant partie de la subdivision soixante-quatre
dudit lot originaire numéro deux cent-quinze des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Montréal; borné en front par la rue Sainte-
Catherine, en arrière au nord-ouest par la subdi-
vision soixante-six dudit lot originaire numéro
deux cent-quinze, d'un côté au nord-est par la
subdivision soixante-cinq dudit lot originaire
numéro deux cent-quinze, et de l'autre côté au

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } **GEORGE ETIENNE**
No. 3681 } **LARIN**, plaintiff;
against GEORGE ST-GERMAIN, defendant.

1. An emplacement of irregular figure situate
at the corner of Saint Catherine-West and Vic-
toria avenue, in the city of Westmount, con-
taining twenty-six feet in width on Saint Cather-
ine street by a depth of ninety-six feet and two
inches in the north-east line, and thence forty-
five feet in width by about ten feet in depth,
the whole English measure and more or less; the
said emplacement forming part of the subdivi-
sion sixty-three of the original lot number two
hundred and fifteen, on the official plan and
book of reference of the parish of Montréal, and
being bounded in front by another part of the
said subdivision sixty-three of the original lot
number two hundred and fifteen, forming part
of Saint Catherine street-West, in rear, towards
north-west, by the subdivision sixty-six of said
original lot number two hundred and fifteen, on
one side, towards the south-west, by Victoria
avenue, and on the other side towards the north
east by the subdivision one of the subdivision
sixty-three of the original lot number two hun-
dred and fifteen and the subdivision sixty-four
of said original lot number two hundred and
fifteen;

2. An emplacement of irregular figure fronting
on Saint Catherine street West, in said city of
Westmount, measuring forty-feet in width on
Saint Catherine street by a depth of ninety-nine
feet and seven inches in the south-west line, and
thence forty-five feet in width by about ten feet
in depth the whole English measure and more or
less; the said emplacement forming part of the
subdivision sixty-four of said original lot number
two hundred and fifteen, on the official plan and
book of reference of the parish of Montréal; and
being bounded, in front, by Saint Catherine
street West, in rear, towards the north-west, by
subdivision sixty-six of said original lot number
two hundred and fifteen, on one side, towards
the north-east, by subdivision sixty-five of said
original lot number two hundred and fifteen, and
on the other, side, towards the south-west, by

sud-ouest par la subdivision un de la subdivision soixante-quatre dudit lot originaire numéro deux cent-quinze, et la subdivision soixante et trois dudit lot originaire numéro deux cent-quinze;

3. Un emplacement de forme irrégulière ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Ouest, dans la cité de Westmount, mesurant trente-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent-vingt pieds dans sa ligne sud-ouest, faisant partie de la subdivision soixante-cinq dudit lot originaire numéro deux cent-quinze des plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal; borné en front par une autre partie de ladite subdivision soixante-cinq du lot originaire numéro deux cent-quinze faisant partie de la rue Sainte-Catherine-Ouest, en arrière par la subdivision soixante-six dudit lot originaire numéro deux cent-quinze, d'un côté au nord-est par le lot originaire numéro deux cent-dix-neuf desdits plan et livre de renvoi et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision soixante-quatre dudit lot originaire numéro deux cent-quinze — avec les bâtisses construites sur lesdits emplacements. Tel que le tout se trouve actuellement, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 15 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]

— 1011—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L A CITE DE MONT-**
No 90. } **REAL**, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en la cité de Montréal, demanderesse; vs **LEO THOUIN ET AL**, défendeurs.

Les lopins de terre suivants situés dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue Waverley, étant des resubdivisions de la subdivision numéro vingt-six (26) du numéro originaire douze (12) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, quartier Laurier, la resubdivision numéro soixante-sept (67), la resubdivision numéro soixante-huit (68).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1015—11-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

District de Rimouski, } **L A BANQUE NATIONALE**; vs **THOMAS LEVESQUE**, Saint-Donat, à savoir:

Le lot numéro trois cent vingt-quatre au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat—avec bâtisses sus construites; à charge de payer à Alfred Michaud, Price, la somme de \$250.00 et intérêts à lui due aux termes d'un acte de vente à réméré à lui consenti par ledit Ths Lévesque et

subdivision one of the subdivision sixty-four of said original lot number two hundred and fifteen, and subdivision sixty-three of said original lot number two hundred and fifteen;

3. An emplacement of irregular figure fronting on Saint Catherine street West, in the city of Westmount, measuring thirty-five feet in width by a depth of one hundred and twenty feet in its south-west line, forming part of the subdivision sixty-five of said original lot number two hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; and being bounded in front by another part of said subdivision sixty-five of original lot number two hundred and fifteen forming part of Saint Catherine West, in rear by subdivision sixty-six of said original lot number two hundred and fifteen, on one side, towards the north-east, by the original lot number two hundred and nineteen of said plan and book of reference, and on the other side, towards the south-west, by subdivision sixty-four of said original lot number two hundred and fifteen—together with the buildings thereon said emplacements erected, as the whole now is with every the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APEIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1012—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MONTREAL**, a body public and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; vs **LFO THOUIN ET AL**, defendants.

The following lots of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Waverley street, being resubdivisions of subdivision number twenty six (26) of original number twelve (12) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, Laurier ward, resubdivision number sixty seven (67) resubdivision number sixty eighth (68).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1016—11-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Rimouski, } **L A BANQUE NATIONALE**; vs **THOMAS LEVESQUE**, Saint-Donat, to wit:

The lot number three hundred and twenty four of the official cadastre of the parish of Saint-Donat—with the buildings thereon erected. Subject to the payment to Alfred Michaud, Price, of the sum of \$250.00 with interests due him under the terms of a deed of sale with right of

enregistré à Rimouski le 16 mai 1921, sous le No. 49399, reg. A, vol. 53.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Donat, le DIXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Rimouski, 4 avril 1922.
[Première publication, 8 avril 1922]
1399—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.
District de Rimouski, } DAME VEUVE A.-C.
No 7570. } LANDRY, Mont-
Joli; vs ALFRED GAGNON, Sainte-Angèle,
savoit:

1. Partie du lot No cent cinquante-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, contenant environ 4 arpents en superficie; bornée au sud au chemin, à l'ouest à M. Langlois, au nord à la rivière, à l'est à Abraham Gagnon;

2. Une maison, hangar et grange en bois, érigés sur les lots Nos 156 et 158 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, appartenant à Abraham Gagnon;

3. Une grange érigée sur le lot No 192 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, appartenant à Abraham Gagnon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Angèle-de-Méridi, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.
[Première publication, 11 mars 1922]
871—10-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure, Saint-François. } J. ALBE-
à savoir: No 455. } J. RIC
BEAUDOIN, marchand, de la ville de East-Angus, dans le district de Saint-François, demandeur; contre CASIMIR COTE, du canton de Westbury, dit district, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:
Le lot numéro dix-sept B (17b) dans le deuxième (2) rang du canton de Westbury, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, MARDI, le NEUVIEME jour de MAI 1922, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 3 avril 1922.
[Première publication, 8 avril 1922]
1433—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } ULRIC MORIN, cul-
No 223. } vateur et indus-
triel, de Ham Nord, demandeur; contre HONO-
RE ALIAS HENRY SEVIGNY, de Saint-Adrien-
de-Ham, défendeur.

redemption made in his favor by the said The Levesque and registered at Rimouski, the 16th of May, 1921, under the No. 49399, Reg. A, vol 53

To be sold at the church door of Saint-Donat, the TENTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 14th April, 1922.
[First publication, 8th April, 1922]
1400—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
District of Rimouski, } DAME WIDOW A. C.
No. 7570. } LANDRY, Mont-
Joli; vs ALFRED GAGNON, Sainte Angèle, to
wit:

1. Part of the lot No. one hundred and fifty nine on the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, containing about 4 arpents in superficies; bounded on the south by the road, on the west by Mr. Langlois, on the north by the river and on the east by Abraham Gagnon;

2. A wooden house, shed and barn, erected on the lots Nos. 156 and 158 of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, belonging to Abraham Gagnon;

3. A barn erected on the lot No 192 of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, belonging to Abraham Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angèle-de-Méridi, the TWENTY FIRST day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CHS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.
[First publication, 11th March, 1922]
872—10-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court, Saint Francis. } J. ALBE-
to wit: No. 455. } J. RIC
BEAUDOIN, merchant, of the town of East-Angus, in the district of Saint Francis, plaintiff; against CASIMIR COTE, of the township of Westbury, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
The lot number seventeen B (17b) in the second (2) range of the township of Westbury, on the official plan and book of reference of the cadastre for the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury, on TUESDAY, the NINTH day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 3rd April, 1922.
[First publication, 8th April, 1922]
1434—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } ULRIC MORIN,
No. 223. } farmer and manu-
facturer, of North Ham, plaintiff; against
HONORE ALIAS HENRY SEVIGNY, of Saint
Adrien-de-Ham, defendant.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un certain terrain à être pris et détaché du lot numéro neuf A (pt. 9a) du cinquième rang sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ham, mesurant 90 pieds de front sur 180 pieds de profondeur; tient d'un côté à Marcellin Beauchesne, de l'autre par George Beauchesne, des côtés nord-ouest et nord-est à J.-Bte Beauchesne, avec le droit de passage sur un terrain réservé pour une rue sur le terrain cédé par le vendeur audit J.-Bte Beauchesne—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adrien-de-Ham, JEUDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
1027—11-2

Seized as belonging to the said plaintiff:

That certain parcel of land to be taken out of and detached from the lot number nine A (pt. 9a) of the fifth range on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ham, measuring 90 feet in front by 180 feet in depth; bounded on one side by Marcellin Beauchesne, on the other side by George Beauchesne, on the northwest and northeast sides by J. Bte Beauchesne, with a right of way over a piece of land reserved for a street on the land conveyed to the said J. Bte Beauchesne—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adrien-de-Ham, THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
1028—11-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DESIRE LAN-
No 236. } D GLOIS, deman-
deur; vs SEVERE MARTIN, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le rang Saint-Adolphe, contenant quatre arpents de front sur la profondeur dudit rang, portant le numéro trois cent trente-quatre (No 334) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le comté de Champlain, le NEUVIÈME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 4 avril 1922.

[Première publication, 8 avril 1922]
1431—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } J. FRANK LES-
No 178. } J. SARD, deman-
deur; vs EMILE LAFRENIÈRE, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le douzième rang du canton de Caxton, contenant six arpents et demi de largeur, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du lac Bellemare, à aller au cordon du treizième rang; tenant du côté nord à Pierre Gélinas et du côté sud à Joseph Dufresne—avec bâtisses dessus construites, connu et désigné, ledit terrain, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint-Mathieu, comme étant partie du lot numéro deux (2) du douzième rang du canton de Caxton pour ladite paroisse de Saint-Mathieu;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le douzième rang du canton de Caxton, de la contenance de trois arpents et demi de largeur, plus ou moins, sur la profondeur

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DESIRE LAN-
No. 236. } D GLOIS, plain-
tiff; vs SEVERE MARTIN, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint-Jean-des-Piles, in the Saint Adolphe range, containing four arpents in front by the depth of the said range, bearing the number three hundred and thirty four (No. 334) of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Flore—together with a house and other buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-des-Piles, in the county of Champlain, on the NINTH day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, solar time.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Three Rivers, 4th April, 1922.

[First publication, 8th April, 1922]

1432—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } J. FRANK LES-
No. 178. } J. SARD, plaintiff;
vs EMILE LAFRENIÈRE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the twelfth range of the township of Caxton, containing six arpents and a half in width by the depth existing from lake Bellemare to the range line (cordon) of the thirteenth range; bounded on the north side by Pierre Gélinas and on the south side by Joseph Dufresne—with the buildings thereon erected, known and designated, the said lot of land, on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint-Mathieu, as being part of the lot number two (2) of the twelfth range of the township of Caxton for the said parish of Saint-Mathieu;

2. A farm situate in the parish of Saint Mathieu, in the twelfth range of the township of Caxton, containing three arpents and a half in width, more or less, by the depth of the said ran-

dudit rang, tenant du côté sud à Eusèbe Lafrenière et du côté nord à Gédéon Lacombe, circonstances et dépendances, connue et désignée ladite terre aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint Mathieu, comme étant partie du lot numéro sept (ptie No 7) du douzième rang du canton de Caxton, pour ladite paroisse de Saint-Mathieu.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le VINGTIÈME jour D'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 8 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

957—11-2

ge, bounded on the south side by Eusebe Lafrenière and on the north side by Gedeon Lacombe, circumstances and dependencies, known and designated, the said farm, on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint-Mathieu, as being part of the lot number seven (pt. No. 7) of the twelfth range of the township of Caxton, for the said parish of Saint Mathieu.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, in the county of Saint Maurice, the TWENTIETH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Three Rivers, 8th March, 1922.

Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]

958—11-2

Lettres patentes

"Thomson-Kneeland Lumber Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1922, constituant en corporation: William Henry Thomson, marchand de bois, Bernard Emmanuel Harley, marchand de bois, Montréal, et Arthur Franklin, marchand de bois, Outremont, aux fins suivantes:

Se livrer à un commerce général de bois en gros et au détail, aussi manufacturer, acheter, vendre et autrement trafiquer des bois de charpente et de construction, de toute espèce, manufacturer, acheter et vendre de la pulpe et du papier, du charbon de bois et d'autres combustibles, aussi d'aucuns articles en bois ou dans la fabrication desquels entre le bois, importer et exporter, agir comme entrepreneur général et privé pour aucun genre de bâtisse quelconque, acquérir, acheter, louer, échanger, aliéner et exploiter, détenir en vertu d'aucun titre des limites à bois, peuplements boisés, commerces et droits à bois;

Construire et exploiter des estacades et toutes autres structures pouvant être nécessaires au transport des billes et produits similaires;

Manufacturer tout ce qui se rattache à l'industrie du bâtiment d'une manière générale, aussi manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de tous genres d'effets, denrées et marchandises;

Construire ou acquérir d'aucune manière quelconque, exploiter des moulins et ateliers de fabrication de tous articles ou effets;

Acquérir d'aucune manière quelconque des patentes, droits brevetés, procédés, droits de reproduction, marques de commerce et plans d'industrie nécessaires et convenant à la réalisation des objets de la compagnie, les utiliser et en disposer de la manière que la compagnie croira judicieuse;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie, à les rendre profitables

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie

Letters patent

"Thomson-Kneeland Lumber Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1922, incorporating: William Henry Thomson, lumber merchant, residing at No. 297a Saint Antoine street, apartment 17, Bernard Emmanuel Healy, lumber merchant, residing at No. 1696 Cartier street, in the city of Montreal; and Arthur Franklin Kneeland, lumber merchant, residing at No. 183 L'Epée avenue, in the city of Outremont, for the following purposes:

To carry on a general wholesale and retail lumber business and to manufacture, buy, sell and otherwise deal in timber and lumber of all kinds, to manufacture, buy and sell pulp and paper, charcoal and other fuels, also any wooden articles or into the making of which wood enters, to import and export, act as general and private contractor for any kind of building whatsoever, to acquire, purchase, lease, exchange, dispose of and exploit and to hold under any title any timber limits, timber lands, timber businesses and rights;

To build and operate booms and any other constructions which may be required for the transportation of logs and similar products;

To manufacture anything relating to building in general, and to manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To construct or acquire in any manner whatever and to operate mills and shops for the manufacture of any articles or wares;

To acquire in any manner whatever, patents, patent rights, processes, rights of reproducing, trade marks and industrial designs necessary and suitable for the attainment of the company's purposes, and to utilize and dispose of the same in such manner as the company may deem advisable;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part

du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer et les payer ainsi que l'achalandage d'icelui en argent comptant ou en actions libérées, partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires aux objets de son industrie;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété ou des droits de la compagnie moyennant le prix qu'on croira convenable;

Gager, emprunter, aliéner et hypothéquer la totalité ou aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière de la compagnie, sous le nom de "Thomson-Kneeland Lumber Co., Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1389

C.-J. SIMARD.

of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on and to pay for the same and for the good will thereof in cash or in paid up shares or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire any real or personal property, rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business;

To sell or dispose of the whole or any part of the undertaking, business, property or rights of the company, for such consideration as it may think fit;

To pledge, borrow, dispose of and hypothecate any or all of the moveable or immoveable property belonging to the company, under the name of "Thomson-Kneeland Lumber Co., Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1390

Assistant Provincial Secretary.

"Grover's, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1922, constituant en corporation: Max Bernfeld, René Chenevert, avocats, et Harry Bierack, gérant de bureau, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme tailleurs, habilleurs et drapiers; manufacturer, importer et trafiquer en gros et au détail de toute espèce de hardes pour hommes, de vêtements, fournitures, merceries nouveautés, étoffes, colifichets, et autres articles et effets d'usage et de consommation personnelle et domestique, exercer aussi aucun commerce connexe ou précité ou que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, aussi céder ses entreprises ou son actif, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Conclure tout arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou qui est susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, entreprises, ou de l'achalandage de la compagnie, en accepter paiement intégral ou partiel en argent, en obligations, en parts, ou avec d'autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation;

"Grover's, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1922, incorporating: Max Bernfeld, René Chenevert, advocates, and Harry Bierack, office manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tailors, clothiers and drapers; to manufacture, import and deal at wholesale and retail in all kinds of men's clothing, wearing apparel, furnishings, haberdashery, dry goods, textile fabrics, fancy goods, and other articles and commodities of personal and household use and consumption, and to carry on any business which is germane to the above or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and hold and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertakings or assets or to amalgamate with any such company;

To enter into any of arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on or is capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings, or good-will of the company and to accept payment for the same, wholly or in part, in cash, bonds, stock, or other securities in any corporation or company;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement des actions, débetures ou valeurs d'aucunes autres compagnies, appartenant à la compagnie, ou qu'elle peut avoir le pouvoir d'acquérir;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Grover's, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1401 C.-J. SIMARD.

"White Hall, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1922, constituant en corporation: John MacNaughton, Albert Isidore Goodstone, avocats; James Geary Cartwright, James Burnett Taylor, gérants, Harley William Gross, marchand de bois, Edward Jefferies, Harry Wiseley Bragg, courtiers, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, faire commerce et trafiquer de toute espèce d'effets, denrées et marchandises, y compris, ou spécialement toutes sortes de liquides, d'alcools, peintures, huiles, teintures, du verre, articles de toilette, des tabacs, liqueurs, cigars, de la papeterie, objets de fantaisie, parfums instruments de chirurgie, appareils scientifique accessoires pour médecins et hôpitaux, bouteilles, jarres, bocaux, boîtes, récipients, étiquettes et autres articles semblables ou connexes, divers, accessoires et articles de magasin général entrant dans leur composition, exercer aussi le commerce de droguistes en gros;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, connexe aux fins et objets susmentionnés que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie;

Solliciter et obtenir, enrégistrer, louer, acquérir et détenir, vendre, louer, aliéner et accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir les brevets d'invention, perfectionnements ou procédés, marques et noms de commerce, et les choses nécessaires ou utiles à aucune des fins de la compagnie;

acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie d'aucun commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec les bâties, les machines, le fonds de commerce, l'achalandage et l'actif généralement;

Assumer la totalité ou aucune partie du passif de ce commerce, le payer totalement ou partiellement en obligations, en débetures ou en capital

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other companies belonging to the company or which it may have the power to acquire;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all and any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Grover's, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1402 Assistant Provincial Secretary.

"White Hall, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1922, incorporating: John MacNaughton, Albert Isidore Goodstone, advocates, James Geary Cartwright, James Burnett Taylor, managers, Harley William Gross, lumber dealer, Edward Jefferies, Harry Wiseley Bragg, brokers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, purchase, sell trade and deal in all kinds of goods wares and merchandise, including, more especially all forms of liquids, alcohols, paints, oils, dye, stuffs, glass-ware, toilet articles, tobaccos, liquors, cigars, stationery, fancy goods, perfumeries, surgical instruments, scientific apparatus, physicians, and hospital supplies, bottles, jars, cans, boxes, containers, labels and other similar or kindred articles and general store sundries and supplies and articles entering into the composition thereof; and to carry on the business of wholesale druggists;

To carry on any business whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects above set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company;

To apply for and obtain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease and dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of invention, improvements or processes, trade-marks, trade-names and the like necessary or useful for any of the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of

entièrement libéré et non sujet à appel de la compagnie; aussi le vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Acquérir, louer et utiliser la force hydraulique, électrique ou autre, aux fins de la compagnie, et dans ce but, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, vendre tous les biens-fonds, emplacements usiniers et privilèges d'hydraulique qui seront de temps à autre nécessaires ou indispensables, acquérir aussi les biens-fonds nécessaires aux fins de la compagnie;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger, ou autrement aliéner les actions, le capital, les débetures ou obligations d'aucune corporation exerçant un commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur les titres et de la manière qui seront de temps à autre déterminé, y compris le rachat de ses propres parts de priorité, de ses obligations ou débetures;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune corporation dans le capital de laquelle la compagnie détient des actions ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires, agir comme employé, agent ou gérant d'aucune telle corporation, garantir l'exécution des contrats par aucune telle corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices ou à l'union des intérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce qu'exerce la présente compagnie, consentir aussi des avances, garantir les obligations, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, vendre, détenir ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir ou autrement les négocier;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété et de l'entreprise de la compagnie, moyennant le prix dont on conviendra, et particulièrement pour des actions, débetures d'aucune compagnie les achetant;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débetures ou valeurs de compagnies autres, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer;

Employer les fonds de la compagnie à payer les frais réels ou incidents au lancement, à la formation, à l'organisation, à la réglementation ou à la publicité de la compagnie, ou affaires connexes;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie; limiter ou diminuer le montant à être emprunté; émettre des obligations, des débetures, des actions hypothécaires ou d'autres valeurs de la compagnie, les nantir ou vendre pour les montants et aux prix dont on conviendra; hypothéquer, grever ou gager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir ces obligations, débetures,

the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To acquire, lease and utilize, hydraulic, electric or other power for the purposes of the company, and with that object to purchase, lease or otherwise acquire and hold and sell all such real estate, mill sites and water privileges as may from time to time be requisite or necessary and to acquire real estate necessary for the purposes of the company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To acquire, hold, lease, sell, exchange or otherwise dispose of shares, stock, debentures or securities of or in any corporation carrying on business with objects similar to those of the company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined, including the redemption of its own preferred shares, bonds or debentures;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, to act as employee, agent or manager of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to sell hold or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchase the same;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To use the funds of the company in payment of the actual expenses of or incidental to the promotion, formation, organization, regulation or advertising of the company or matters incidental thereto;

To do all acts and exercise all powers and to carry on all business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated;

Borrow money upon the credit of the company; limit or increase the amount to be borrowed; issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other

actions-hypothécaires ou autres valeurs, et aucune somme d'argent aux fins de la compagnie;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billet promissoires souscrits, tirés, acceptés ou endossés par et pour la compagnie, sous le nom de "White Hall, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (1499) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1385

C.-J. SIMARD.

securities, and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "White Hall, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into one thousand four hundred and ninety nine (1499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1386

Assistant Provincial Secretary.

"Asbestos Quarries' Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de mars 1922, constituant en corporation: W.-Henri Martinette, comptable, George-J. Sauvé, courtier d'immeubles, J.-Léon Boucher, sténographe, J.-Réné Jackson, employé civil, Jean Hudon, étudiant en droit, tous des cité et district de Québec, dans les buts suivants: Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, posséder, louer et aliéner les mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ic eux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetés, se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle; des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des Statuts refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférents;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peu-

"Asbestos Quarries, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty first day of March, 1922, incorporating: V. Henri Martinette, accountant, George J. Sauvé, real estate broker, J. Léon Boucher, stenographer, J. René Jackson, civil employe, Jean Hudon, student-at-law, all of the city and district of Québec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines or minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and to sell or otherwise dispose of them;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, of any interest, therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, and the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain, and exploit upon its own property or upon these under its own control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses, and stores necessary and useful in its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the Quebec Revised Statutes, 1909, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools, and apparatus required for the company, or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold, and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, timber, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate

vent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Asbestos Quarries, Limited" avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La partie du capital action qui sera émise comme actions privilégiées est de \$250,000.00 divisé en 5,000 actions de \$50.00 chacune.

1. Ces actions privilégiées conféreront à leurs détenteurs le droit de recevoir un dividende fixe et cumulatif de huit pour cent par année, sur le montant versé, payable annuellement pour la première année, puis semi-annuellement pour les années subséquentes, avant qu'aucun dividende ne soit payé aux porteurs d'actions communes; Après paiement de ce dividende privilégié, les porteurs d'actions communes auront droit à la balance des sommes affectées par les directeurs au paiement de dividendes.

2. Ces actions privilégiées constitueront une charge sur l'actif de la compagnie ayant priorité sur les réclamations et les droits des détenteurs des actions communes de telle sorte que dans un cas de liquidation, volontaire ou forcée, ou de distribution de l'actif entre les actionnaires, les détenteurs d'actions privilégiées auront droit d'être remboursés intégralement, mais pas d'avantage, du montant par eux déboursé et des dividendes accumulés avant qu'aucun montant ne soit perçu par les détenteurs d'actions communes.

3. Ces actions privilégiées ne conféreront pas à leurs détenteurs le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la compagnie. Toutefois ils auront ce droit de voter comme les détenteurs d'actions communes, si pendant deux années consécutives ils n'ont pas reçu le dividende privilégié auquel ils ont droit. Ils n'exerceront cependant ce droit que tant que les dividendes arriérés et celui de l'année courante n'auront pas été payés en entier;

4. Toutes ou quelques-unes des actions privilégiées pourront être rachetées en tout temps par la compagnie, après deux années à compter de la date de leur émission, sur paiement aux détenteurs d'une somme de \$55.00 par action. Ce rachat sera à la discrétion du bureau de direction et ce dernier devra établir la manière de procéder y compris la méthode à suivre pour faire décider par le sort quelles actions privilégiées seront rachetées dans les cas où quelques-unes d'entre elles seulement doivent l'être;

5. L'émission de ces actions privilégiées ne devra pas être interprétée comme limitant en aucune manière la discrétion donnée aux directeurs par la loi pour la régie des affaires de la compagnie, et plus particulièrement en ce qui concerne la déclaration des dividendes et l'usage dont il peut être fait des surplus réalisés.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Black Lake, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1427

C.-J. SIMARD.

the attainment of the object for which it was incorporated, under the name of "Asbestos Quarries, Limited", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The part of the capital stock which shall be issued as preference shares is \$250,000.00 divided into 5,000 shares of \$50.00 each.

1. The holders of such preference shares shall be entitled to receive a fixed cumulative dividend of eight per cent per annum, on the amount paid on such shares, payable annually for the first year, then semi-annually for the subsequent years, before the payment of any dividend on the common shares. After the payment of this preferred dividend the holders of common shares shall be entitled to the balance of the sums applied by the directors to the payment of dividends.

2. These preference shares shall constitute a charge on the assets of the company with priority over the claims and rights of the holders of common shares, in such a way that in case of the liquidation, whether voluntary or forced, or of the distribution of the assets between the shareholders, the holders of preference shares shall be entitled to be repaid in full, but no more, of the amount paid by them on such shares and of the cumulative dividends before any amount shall be distributed to the holders of common shares.

3. These preference shares shall not entitle the holders thereof to vote at the meetings of the shareholders of the company. However they shall have the same right to vote as the holders of common shares, if during two consecutive years, they have not received the preferred dividend to which they are entitled. They shall however only exercise this right to vote for such time as the dividends in arrears and the dividend for the current year remain unpaid in full.

4. All or any of the preference shares may be redeemed at any time by the company, after two years from their date of issue, on payment to the holders thereof of a sum of \$55.00 per share. This redemption shall be at the discretion of the Board of Directors, and they shall establish the manner of proceeding including the method to follow to decide by drawing lots what preference shares shall be redeemed, in the case when only a part of the preference shares are to be redeemed.

5. The issue of such preference shares shall not be construed as limiting in any way the discretion given to the directors, by law, for the management of the affairs of the company, and more particularly in what regards the declaration of the dividends and any application that may be made of the surplus realized.

The head office of the company, will be at Black Lake, in the district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1428

Assistant Provincial Secretary.

"The Cambridge Press, Limited—L'Imprimerie Cambridge, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1922, constituant en corporation: Henry Keene Symonds Hemming, comptable, Henry Thomson Heselton,

"The Cambridge Press, Limited—L'Imprimerie Cambridge, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fourth day of March, 1922, incorporating: Henry Keene Symonds Hemming, accountant, 24 Durocher street, Henry Thompson Heselton, secretary,

secrétaire, Verdun, Greta Ethel Dougall, comptable, fille majeure, Westmount, de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme imprimeurs généraux, relieurs, régleurs, agents de publicité et éditeurs, dans la province de Québec;

Conduire un commerce général de lithographie; Faire affaires comme graveurs, graveurs en relief et en creux;

Agir comme agents pour vendre de la matière imprimée et lithographiée, des livres, illustrations, de la papeterie, des encres à imprimer, des accessoires de dactylographie et tous autres effets dont la compagnie croira qu'il est avantageux de trafiquer;

Manufacturer les marchandises et articles dont la compagnie peut se servir ou trafiquer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété, du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement du terrain, des bâtisses ou autres immeubles dans la province de Québec, les bâtir, développer, améliorer, louer, rendre, grever ou autrement aliéner et en disposer;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, privilégiées ou ordinaires, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Exercer aucune industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir, détenir, vendre et autrement aliéner des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à

332, 2nd Ave Verdun, both of Montreal, Greta Ethel Dougall, accountant, spinster, 1098 Greene Ave, Westmount, for the following purposes:

To operate a business as general printers, book binders, rulers, advertising agents and publishers in the Province of Quebec;

To conduct a general lithographing business; To carry on a business of engravers, embossers and die sinkers.

To act as agents for the sale of printed and lithographed matter, books, illustrations, stationery, printers' inks, typewriters' supplies and any other lines in which it may seem to the company to be of advantage to deal;

To manufacture such merchandise and articles as the company may have use for, or trade in;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the-like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired.

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To acquire by purchase or exchange or otherwise any land, bldgs, or other immovable property in the Province of Quebec, and to build on same, develop, improve, lease, sell, hypothecate or otherwise deal with or dispose of the same;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may see fit, in particular for shares, preferred or common, or bonds or other security in any other company, the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with this business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business, or transaction which the company is authorised to carry on or engage in any business, or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same.

To take or otherwise acquire, hold, sell and otherwise dispose of shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as directly or indi-

être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseur en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement des machines, un outillage, un assortiment;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer, ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par aelat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

rectly to benefit the company;

To enter into any arrangement with any authorities municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibitions, or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liability of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any land, building, easements, machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out, or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works, and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments.

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, awards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, factors, agents, brokers, commission agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainments of the above objects

Solliciter, se procurer, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilège qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, sous le nom de "The Cambridge Press, Limited—L'Imprimerie Cambridge, Limitée", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune. La partie du capital à être émise en actions privilégiées est divisé en cent cinquante parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le fonds social de la compagnie divisé en deux cents parts de cent piastres chacune; cinquante desdites actions seront ordinaires, et cent cinquante privilégiées, cumulatives, à sept pour cent, est fixé à vingt mille piastres, monnaie canadienne courante. Les dividendes sur actions privilégiées seront cumulatifs et payés avant tous dividendes, sur actions ordinaires. Advenant liquidation les actions privilégiées seront privilégiées à leur entière valeur apparente.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1379

C.-J. SIMARD.

"Piggly Wiggly Quebec Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1922 constituant en corporation: Harry Judah Trihey, conseil du roi, de la cité de Westmount; Michael Thomas Burke, Arthur Whitney Plimsoll, avocats, Patrick Mullin, comptable, Walter Moore Kavanagh agent financier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement acquérir, trafiquer ou disposer d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie et description, et sans aucune restriction à la généralité de ce qui précède, se livrer au commerce d'épicerie, au négoce des comestibles et épices de tout genre, des viandes, poissons, du gibier, du lait, du beurre, du fromage et autres produits laitiers et généralement de toutes les sortes de denrées, provisions et autres articles, d'effets, denrées, marchandises dont font ordinairement commerce les épiciers ou marchands de provisions;

Maintenir et exploiter, pour les fins de la compagnie, des magasins, boutiques, entrepôts, con-

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation, or other public body, may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognised in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and to assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bond, debentures or other securities or otherwise, any other company and corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by other person or persons with whom the company may have business relations under the name of "The Cambridge Press, Limited—L'Imprimerie Cambridge Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars \$20,000.00, divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each. The part of the capital to be issued as preferred shares is divided into one hundred and fifty shares of (\$100.00 each.

The capital stock of the company, divided into two hundred shares of one hundred dollars each, fifty of the said shares to be common, and one hundred and fifty to be seven per cent preferred cumulative shares, to be fixed at the sum of twenty thousand dollars, current money of Canada. The dividends on the preferred shares shall be cumulative and must be paid before any dividends shall be payable to the holders of common shares. In a winding up the preferred shares shall be preferred for their full face value.

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1380

Assistant Provincial Secretary.

"Piggly Wiggly Quebec Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1922, incorporating: Harry Judah Trihey, king's Counsel, of the city of Westmount; Michael Thomas Burke, Arthur Whitney, Plimsoll, advocates, Patrick Mullin, accountant, Walter Moore Kavanagh, financial agent, all of the city and district of Montreal. for the following purposes:

To manufacture, buy, sell or otherwise acquire deal in or dispose of goods wares and merchandise of every kind and description, and without in any way restricting the generality of the foregoing, to engage in the grocery business and in dealing in comestibles and groceries of every description, meats, fish, game, milk, butter, cheese and other dairy products and generally in all kinds of foods and provisions and other articles, goods, wares merchandise customarily dealt in by grocers or provision merchants;

To maintain and operate for the purposes of the company, stores, shops, warehouses, cold

gélateurs, ainsi que tous autres bâtiments et établissements pouvant être nécessaires ou appropriés à l'accomplissement des objets de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie, et les payer en actions ou obligations de la compagnie;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, louer et vendre de l'immeuble, bâtir des théâtres ou d'autres structures convenant aux fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont indispensables, avantageuses ou appropriées à la réalisation des objets et fins de la compagnie, sous le nom de "Piggly Wiggly Quebec, Limited", avec un fonds social total de cinq cent quatre-vingt dix-neuf mille piastres (\$599000.00), divisé en cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix (5990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1387

C.-J. SIMARD.

"Carrier Park, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Peter Alexander Julien, aubergiste, Wallace Ross Henry, avocats, tous deux de la cité de Montréal; et Charles MacKay, Cotton, avocat, de la cité de Westmount, aux fins suivantes:

Organiser, gérer, conduire, tenir, outiller, louer et exploiter des parties de hockey, des patinoires à roulettes et tous genres de sports et d'amusements d'été et d'hiver toutes espèces d'expositions agricoles, horticoles, commerciales, industrielles, ou d'autres exhibitions et démonstrations, des concerts de fanfare, des opéras, des vaudeville, représentations, jardins estivaux, conventions, bazars, œuvres théâtrales, conférences, réunions publiques, concours de boxe ou de lutte, ainsi que tous autres genres d'amusements, pour le public d'une façon générale, qu'on croira convenable, aussi offrir, accorder, ou contribuer au paiement du prix et récompenses, à aucune des fins précitées;

Organiser, administrer, conduire, tenir, contrôler tous genres de courses à pied, en auto ou autres courses, des courses de chevaux, sauf les dispositions du code pénal canadien;

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder, construire, bâtir, outiller, entretenir les

storage plants, and any and all other buildings and establishments which may be necessary or conducive to the attainments of the objects of the company;

To carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and pay for same in shares or bonds of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To buy, lease and sell real estate and build theatres or other structures suitable for the purposes of the company;

To do any and all other things which may be necessary advisable or conducive to the carrying out of any of the objects and purposes of the company, under the name of "Piggly Wiggly Quebec Limited", with a total capital stock of five hundred and ninety nine thousand dollars (\$599,000.00), divided into five thousand nine hundred and ninety nine shares (5,999) of one hundred (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1388

Assistant Provincial Secretary.

"Carrier Park, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1922, incorporating: Peter Alexander Julien, hotel keeper, and Wallace Ross Henry, advocate, both of the city of Montreal, and Charles Mackay Cotton, advocate of the city of Westmount for the following purposes:

To promote, carry on, conduct, hold, equip, lease and operate hockey matches, roller-skating and all kinds of summer and winter sports and amusements and all kinds of agricultural, horticultural, commercial and industrial exhibitions or other exhibitions and shows, and all band concerts, opera and vaudeville, performances, summer gardens, conventions, bazars, theatrical performances, lectures, public meetings, boxing or wrestling competitions, and all other entertainments for the public generally as may be deemed advisable, and to offer, grant or contribute toward the payment or prizes and awards for any of the purposes aforesaid;

To promote, carry on, conduct, hold and control all kinds of foot races, automobile and other races, and horse races, subject to the provisions of the Criminal Code of Canada;

To acquire by purchase, lease or otherwise own, construct, erect, equip and maintain all

biens-fonds et bâtiments qu'on croira nécessaires ou appropriés aux affaires de la compagnie ;

Conduire et exercer un commerce général comme pourvoyeurs et propriétaires de restaurant, et particulièrement l'exercer et le conduire au profit de toutes personnes fréquentant ou utilisant les établissements de la compagnie ;

Payer aucune propriété foncière ou personnelle, les droits, permis, privilèges, l'achalandage, les franchises nécessaires au commerce de la compagnie, en actions ou obligations de la compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel ;

Acheter et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ;

Exercer aucune industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée, en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun de biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété, de l'actif, y compris aucune option, concession ou chose semblable d'aucune personne, firme, association ou corporation, les payer totalement ou partiellement en argent ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel, émettre et répartir, comme pleinement acquittées et non sujettes à appel, des actions du capital de la compagnie, souscrites ou non ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, de l'actif, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que les directeurs croiront convenables, et particulièrement en accepter paiement intégral ou partiel en argent, en obligations, en parts ou avec d'autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement, relatif ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, et dont l'acquisition sera susceptible directement ou indirectement à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des droits y relatifs ou autrement faire valoir les droits et renseignements ainsi acquis ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou des dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes, sociétés, ou compagnie ; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de cesdites sociétés, associations ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement ;

Conclure, avec aucunes autorités suprêmes, municipales, locales ou autres, aucun arrangement paraissant approprié aux objets de la com-

land or real estate and buildings that may be deemed requisite or conducive to the affairs of the business of the company ;

To conduct and carry on generally the business of caterers and restaurant proprietors and in particular to conduct and carry on the same for the benefit of all persons frequenting or using the company's premises ;

To pay for any property, real or personal, rights, permits, privileges, goodwill or franchises necessary for the business of the company in fully paid up, and non-assessable shares or bonds of the company ;

To purchase and hold shares in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire all or any part of the goodwill, rights, property and assets, including any option, concession or the like, of any individual, firm, association or corporation and to pay for the same wholly or in part in cash or in bonds, or in payment or part payment to allot and issue as fully paid up and non-assessable shares of the capital of the company whether subscribed for or not ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights, assets, undertaking or goodwill of the company for such purchase price and under such terms and conditions as to payment as the directors may deem advisable and particularly to accept payment of the same, wholly or in part, in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any copyrights, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure or reciprocal concession, or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend or advance money to, guarantee the contracts of or otherwise assist, such person, firm or company or customers and others having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares, bonds and securities of any such company and to pledge, sell, hold, issue or re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with or dispose of the same ;

To enter into any arrangement with authorities, municipal, local otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of

pagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie des biens et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qu'on croira propre directement ou indirectement à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre, louer ou échanger, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaires à son industrie, et particulièrement aucun machinerie, aucun outil et fonds de commerce;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière déterminée de temps à autre par la majorité des directeurs;

De temps à autre distribuer aux actionnaires de la compagnie aucunes valeurs de la compagnie en espèces ou en nature;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance à la souscription ou la garantie de souscription d'aucun nombre de parts du capital-action de la compagnie, ou de ses obligations ou autres valeurs d'icelle, en rapport avec sa formation et son organisation ou dans la gestion de ses affaires;

Employer des courtiers, agents à commission et souscripteurs à chaque émission d'actions d'obligations, de débentures ou d'autres titres de la compagnie, et voir à rémunérer ces personnes qui auront rendu à la compagnie des services d'aucune nature;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui sont nécessaires ou appropriées à la parfaite réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "Cartier Park, Limited", avec un fonds social total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune. La partie du capital qui sera émis en actions privilégiées est de (\$100,000.00), divisée en mille actions de (\$100.00) chacune; ces actions privilégiées seront de sept pour cent cumulatives, participantes, et privilégiées et pour le capital et pour le dividende.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1377

C.-J. SIMARD.

them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and, in particular, any machinery, plant or stock in trade;

To invest and deal with the money of the company not immediately required as a majority in fact of the directors may from time to time determine;

From time to time to distribute among the shareholders of the company any assets of the company in specie or in kind;

To remunerate any person or firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds or other securities of the company or in or about the formation, promotion, organization or incorporation of the company or the conduct of its business;

To employ brokers, commission agents and underwriters upon any issue of shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to provide for the remuneration of such person or any other persons rendering service of any kind to the company;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors or agents;

To do all such other things as may be necessary or conducive to the due carrying out of the above objects or any of them, under the name of "Cartier Park, Limited", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3,000) actions of one hundred dollars (\$100.00) each. The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$100,000, divided in to one thousand shares of \$100.00, each, such preference shares to be seven per cent cumulative, participating, preference share preferred both as to capital and dividends.

The head office of the Provincial Secretary, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1378

"S. Bourassa & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Louis-Philippe Crépeau, Maurice Dugas, Segfried Bush, John P. Callaghan, avocats, Jeanne Hainault, fille majeure et sténographe, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir le commerce de (a) S. Bourassa & Fils, et (b) de Clément, Meunier & Cie, industriels et entrepreneurs de Montréal, avec la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1922, incorporating: Louis Philippe Crépeau, Maurice Dugas, Segfried Bush, John P. Callaghan, advocates, Jeanne Hainault, spinster of age and stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the business of (a) "S. Bourassa & Fils", and (b) of "Clément, Meunier & Cie", manufacturers and contractors of Montreal,

totalité ou une partie de la propriété foncière et personnelle leur appartenant et connexe à leur dit commerce respectif, assumer aussi la totalité ou aucune partie des obligations et du passif desdits S. Bourassa & Fils et Clément, Meunier & Cie, également connexe;

Exercer tous ou aucun commerces constant à être marchands de bois de charpente et de construction de fer et bois, importateurs et exportateurs, manufacturiers et trafiquants de toutes espèces de bois, accessoires et matériaux de construction;

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux;

Acquérir, posséder, utiliser, gérer et aliéner de la propriété mobilière et immobilière, des moulins, usines, entrepôts, tènements forestiers et peuplements boisés, et propriétés de toute description;

Acheter, acquérir, vendre et trafiquer de droits exclusifs, droits sous brevet, privilèges ou licences;

Organiser ou aider à organiser une ou plusieurs compagnies pour tous buts ou objets, effectuer ou aider à effectuer la constitution en corporation de cette compagnie ou de ces compagnies;

Placer de l'argent sur les titres ou valeurs qu'on croira de temps à autre convenables, aussi prêter de l'argent, avancer des deniers à, garantir les obligations ou engagements de, se porter garant pour, et financièrement aider aucune personne firme, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie se trouvera en relations d'affaires;

Garantir aucune dette, sur obligation ou autrement, de toute compagnie autorisée à exercer aucun commerce dans les limites des pouvoirs de la compagnie ou semblables à ceux;

Emettre en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété, des droits ou privilèges acquis par la compagnie, ou pour garanties des titres de la compagnie, des services rendus, des actions du fonds social de la compagnie, souscrites ou non, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou des valeurs de la compagnie;

Acquérir le capital, les titres, l'actif ou l'entreprise d'aucune autre personne, firme ou compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder son entreprise ou son actif, une ou plusieurs parties d'iceux ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque conjoint, à la concession réciproque, ou un autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou propre à être exercé de manière à profiter à la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix, aux conditions et suivant les stipulations que la compagnie croira convenables, et particulièrement pour des actions, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont totales ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, toute somme d'argent, toute propriété, l'actif ou le droit de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, mandataires, à

with the whole or any part of the real and personal property belonging to them and connected with their respective business, take over the whole or any part of their obligations and liabilities of the said "S. Bourassa & Fils" and "Clément, Meunier & Cie", also attached thereto;

To carry on all or any of the business or lumber and timber iron and wood merchants, importers and exporters, manufacturers and dealers in all kinds of wood, building supplies and materials;

To carry on the business of general contractors and builders;

To acquire, possess, utilize, manage and alienate moveable and immoveable property, mills, hops, warehouses, timber lands and timber berths and property of every description;

To buy, acquire, sell and deal with any exclusive rights, patent rights, privileges and licenses;

To promote or assist in promoting any company or companies for any purposes and objects bring about or assist in bringing about the incorporation of the company or of such companies;

To invest money on the evidences and securities it may from time to time think convenient, also lend money, make advances to, guarantee the bonds or obligations of any go security for and financialy assist any person, firm or company or corporation with which the present company may have business dealings;

To guarantee any debt, obligation or other liability of any company authorized to carry on any business within the limits of the powers of the company or similar thereto;

To issue in full or part payment of any property, rights or privileges acquired by the company or is the guarantee of the securities of the company, services rendered, shares of the capital stock of the company, whether subscribed or not, as fully paid up and non assessable shares or securities of the company;

To acquire the stock, securities, assets or undertakings of any other person, firm or company having for one or any of its objects the carrying on of any of the powers of the company, assign its undertaking or assets, any or several parts thereof, or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business which the present company is authorized to carry on or capable of being carried on so as to benefit the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertakings of the company for such price and on such terms and conditions as the company may think fit, and particularly for shares, debentures or bonds of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the company;

To distribute in kind or otherwise, from time to time, to the shareholders of the company, any sum of money, any property, the assets or rights of the company;

To do all the above things or any of them, as principals, agents, contractors or otherwise, and

l'entreprise, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ayant qualité de personnes ou celles de corporations;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux, sous le nom de "S. Bourassa & Fils, Limitée".

Le fonds social de la compagnie sera comme suit:

1. 750 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, actions privilégiées cumulatives, seront émises à titre de capital privilégié cumulatif sujet aux droits, privilèges et restrictions qui suivent:

a. Lesdites actions seront appelées "actions privilégiées cumulatives à huit pour cent", et donneront droit à un dividende de priorité cumulatif et invariable au taux de huit pour cent par année sur le capital alors versé sur icelles respectivement; si, durant aucune année, après avoir pourvu au plein dividende sur les actions privilégiées et au paiement d'aucun résidu non servi sur les dividendes cumulatifs de ces actions de priorité pour les années antérieures, il reste un excédant de bénéfices nets, cet excédant, ou aucune partie d'icelui, peut, à la discrétion des administrateurs, être imputé au service des dividendes de cette année sur les actions ordinaires. Les actions de priorité n'auront droit à aucun autre dividende que les dividendes cumulatifs, ou un excédant d'iceux au taux de huit pour cent l'an, tel que ci-haut prévu;

b. Lesdites actions privilégiées cumulatives à huit pour cent, advenant liquidation ou dissolution de la compagnie, prendront rang, pour le remboursement du capital et du dividende, y compris les arriérés de dividende, s'il en est, et les dividendes non déclarés, jusqu'au début de la liquidation ou de la dissolution, antérieurement à toutes actions ordinaires du fonds social de la compagnie, et n'auront aucun droit additionnel de participation dans les bénéfices ou l'excédant de l'actif;

c. Les détenteurs d'actions privilégiées à huit pour cent auront droit de choisir annuellement deux membres du conseil d'administration de la compagnie, mais n'auront pas autrement droit de vote comme actionnaires, à moins que les dividendes sur les actions privilégiées à huit pour cent cumulatif ne soient en souffrance jusqu'à concurrence de deux dividendes annuels entières de huit pour cent chacun, dans laquelle éventualité, les porteurs d'actions privilégiées auront, en sus de leur droit de choisir deux administrateurs, tel que susdit des droits de vote sous tous rapports semblables à ceux qui complètent aux détenteurs d'actions ordinaires.

2. 1500 actions sans valeur nominale ou au pair, pourvu, cependant que ladite compagnie commence ses opérations avec un montant de \$82,500.00 comprenant \$75,000.00 d'action privilégiées, plus un montant de \$5.00 par action sans valeur nominale ou au pair.

Le bureau principal de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1381 C.-J. SIMARD.

either alone or in conjunction with others, enjoying the rights of persons or companies;

To do all other things incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "S. Bourassa & Fils, Limitée".

The capital stock of the company to be as follows:

1. 750 cumulative preference shares of a par value of \$100.00 each shall be issued as cumulative preferred stock, subject to the following preferences and restrictions:

a. The said shares shall be called "eight per cent cumulative preference shares" and shall be entitled to a fixed cumulative dividend of eight per cent on the capital then paid thereon respectively; if during any year, after having provided for the full dividend on the preference shares and for the payment of any unpaid balance on the cumulative dividends on such preference shares for the past years, there remain a surplus of net profits, this surplus or any part thereof, may, at the option of the directors, be applied to the payment of the dividends for that year on the common shares. The preference shares shall not be entitled to any other dividend than the cumulative dividend, or in excess thereof, at the rate of eight per cent per annum, as above provided;

b. The said eight per cent cumulative preference shares, upon the liquidation or dissolution of the company, shall rank, for the redemption of the capital and the dividends, including the arrears of dividends, if any, and the undeclared dividends, up to the beginning of the liquidation or dissolution, before the payment of any dividends on the common stock of the company, and shall not participate in the benefits or surplus of the assets;

c. The holders of eight per cent preference shares shall be entitled to elect annually two members of the Board of Directors, of the company, but shall otherwise have no vote as shareholders, unless the dividends on the eight per cent cumulative preference shares remain unpaid up the amount of two full annual dividends of eight per cent each, in which case, the holders of preference shares shall, in addition to their right to elect two directors as aforesaid, have in every respect the same rights to vote as the holders of common shares;

2, 500 common shares of no nominal or par value provided however that the said company shall commence its operations with a total amount of \$82,500.00, comprising \$75,000.00 of preference shares, plus a sum of \$5.00 for every share of no nominal or par value.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1922.

1382 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que par
Assistant-Procureur- } la section 4 de la loi
Général. } 12 George V, chapitre 63,
il est décrété que la dite loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en Conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de la présente proclamation comme la date de l'entrée en vigueur de ladite loi.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de la section 4 de la loi 12 George V, chapitre 63, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la loi 12 George V, chapitre 63, intitulé: "Loi amendant les Statuts Refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district", soit en vigueur à compter de la date de la présente proclamation.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SIXIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1447

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by section 4 of the
General. } Act 12 George V, chapter
63, it is enacted that the said act shall come into force on the date the Lieutenant-Governor may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the present proclamation as the date of the coming into force of the said act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of Section 4 of the Act 12 George V, chapter 63, We have proclaimed and directed and do hereby proclaim and direct that the Act 12 George V, chapter 63, intitled "An Act to amend the Revised Statutes, 1909, concerning the retirement and the pension of Judges of Sessions and Police and District Magistrates" be into force on and from the date of present proclamation.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the twelfth year of Our Reign.

By command.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1448

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3308 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil, peut, par proclamation, décréter l'établissement d'une Cour de magistrat de district dans et pour le district ci-après mentionné;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district de Beauce, laquelle cour siégera à Saint-Joseph-de-Beauce, chef-lieu dudit district, et sera désignée sous le nom de "Cour de Magistrat pour le district de Beauce".

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 3308 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons qu'une Cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district de Beauce, à compter du 15 avril 1922, laquelle cour siégera à Saint-Joseph-de-Beauce, chef-lieu dudit district et sera désignée sous le nom de "Cour de Magistrat pour le district de Beauce".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce SIXIEME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1449

C.-J. SIMARD.

Canada, Province de Québec. C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3308 des Statuts Refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil, peut, par proclamation, décréter l'établissement d'une Cour

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS under the provisions of article 3308 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by Section I of the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, direct the establishment of a District Magistrate's Court in and for the district hereinafter mentioned;

WHEREAS, it is in the interest of the proper administration of justice that a District Magistrate's Court be established in and for the district of Beauce, which shall sit at Saint-Joseph-de-Beauce, the chief place of the said district, and shall be designated under the name of "Magistrate's Court for the district of Beauce".

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of article 3308 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by Section I of the Act 12 George V, chapter 64, We have proclaimed and directed, and do hereby proclaim and direct that a district Magistrate's Court be established in and for the district of Beauce, on and from the 15th of April, 1922, which shall sit at Saint-Joseph-de-Beauce, the chief-place of the said district and shall be designated under the name of "Magistrates' Court for the district of Beauce".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SIXTH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the twelfth year of Our Reign.

By command.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1440

Canada, Province of Québec. C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS under the provisions of article 3308 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by Section I of the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, direct the establishment of a District Magis-

de magistrat de district dans et pour le district ci-après mentionné;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district de Montmagny, laquelle cour siégera à Montmagny, chef-lieu dudit district, et sera désignée sous le nom de "Cour de Magistrat pour le district de Montmagny".

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 3308 des Statuts Refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons qu'une Cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district de Montmagny à compter du 15 avril 1922, laquelle cour siégera à Montmagny, chef-lieu dudit district et sera désignée sous le nom de "Cour de Magistrat pour le district de Montmagny".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sous requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce SIXIEME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1451

trate's Court in and for the district hereinafter mentioned;

WHEREAS, it is in the interest of the proper administration of justice that a District Magistrate's Court be established in and for the district of Montmagny, which shall sit at Montmagny, the chief place of the said district, and shall be designated under the name of "Magistrate's Court for the district of Montmagny".

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of article 3308 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by Section 1 of the Act 12 George V, chapter 64, We have proclaimed and directed, and do hereby proclaim and direct that a district Magistrate's Court be established in and for the district of Montmagny, on and from the 15th of April, 1922, which shall sit at Montmagny, the chief-place of the said district and shall be designated under the name of "Magistrates' Court for the district of Montmagny".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SIXTH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the twelfth year of Our Reign.

By command.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1452

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le permis de "The Strathcona Fire Insurance Company", l'autorisant à transiger l'assurance contre le feu dans la province, a été annulé ce jour conformément aux prescriptions de l'article 7045 S.R.P.Q., 1909 (1 George V 2ème session, c. 44, s. 9).

Donné conformément à l'article 6950 S.R.Q., 1909, ce cinquième jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province,

F. L. MONCK,

Surintendant des assurances.

Département du trésor,

Branche des assurances, Québec. 1453-14-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the license of the Strathcona Fire Insurance Company, authorizing it to transact the business of fire insurance in this Province, has this day been cancelled according to the provisions of Article 7045 R.S.P.Q., 1909, (1 Geo. V, 2nd session, c. 44, s. 9).

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this fifth day of April, 1922.

For the treasurer of the province,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch, Quebec. 1454-14-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 14

Index of the Quebec Official Gazette, No 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bélanger vs Rodrigue.....	798
" Bourbonnais vs Ekimberg.....	801
" Brault vs Picard.....	796
" Byrd vs Dyson.....	800
" Chamberland vs Gagnon.....	800
" Coutu vs Roberge.....	799
" Currier vs Campeau.....	800
" Dietcher vs Barbas.....	799
" Ducharme vs Boulé.....	797
" Goldberg vs Schwartz.....	798
" Goldberg vs Weiner.....	797
" Gosselin vs Lessard.....	801
" Grégoire vs Poirier.....	797
" Hirtz vs Knoff.....	799
" Kouri vs Jazzar.....	800
" Lafontaine vs Perusse.....	799
" Maher vs Boyer.....	796
" Mercil vs Papineau.....	800
" Paquet vs Lehouiller.....	798
" Portugais vs Turcotte.....	797
" Pow vs Hutchins.....	799
" Pfovost vs Mousseau.....	798
" Schleifer vs Richman.....	796
" Short vs Thompson.....	797
" Thauvette vs Léger.....	796
" Thibodeau vs Roy.....	800
" Todd vs Stark.....	798
" Tremblay vs Audet dit Lapointe....	797
" Tremblay vs Nassif.....	798

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bélanger vs Rodrigue.....	798
" Bourbonnais vs Ekimberg.....	801
" Brault vs Picard.....	796
" Byrd vs Dyson.....	800
" Chamberland vs Gagnon.....	800
" Coutu vs Roberge.....	799
" Currier vs Campeau.....	800
" Dietcher vs Barbas.....	799
" Ducharme vs Boulé.....	797
" Goldberg vs Schwartz.....	798
" Goldberg vs Weiner.....	797
" Gosselin vs Lessard.....	801
" Grégoire vs Poirier.....	797
" Hirtz vs Knoff.....	799
" Kouri vs Jazzar.....	800
" Lafontaine vs Perusse.....	799
" Maher vs Boyer.....	796
" Mercil vs Papineau.....	800
" Paquet vs Lehouiller.....	798
" Portugais vs Turcotte.....	797
" Pow vs Hutchins.....	799
" Provost vs Mousseau.....	798
" Schleifer vs Richman.....	796
" Short vs Thompson.....	797
" Thauvette vs Léger.....	796
" Thibodeau vs Roy.....	800
" Todd vs Stark.....	798
" Tremblay vs Audet dit Lapointe....	797
" Tremblay vs Nassif.....	798

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Champagne vs Cloutier.....	801	Dame Champagne vs Cloutier.....	801
---------------------------------	-----	---------------------------------	-----

ANNONCEURS :—Avis aux :— 779 ADVERTISERS :—Notice to :— 779

ASSEMBLÉE :—

Montreal Light, Heat & Power, Consoli- dated.....	801	Montreal Light, Heat & Power, Consoli- dated.....	801
Quebec Central Railway Co'y.....	802	Quebec Central Railway Co'y.....	802

AVIS DIVERS :—

Gosselin, Joseph.....	804	Gosselin, Joseph.....	804
-----------------------	-----	-----------------------	-----

AVIS DE DÉPOT :—

Archambault, limitée.....	803	Archambault, limitée.....	803
Archambault, limitée.....	803	Archambault, limitée.....	803

BUREAUX-CHEF :—

E.-D. Ouellet, limitée.....	805	E.-D. Ouellet, limitée.....	805
Gustave Beauchamp, limitée.....	804	Gustave Beauchamp, limitée.....	804
Ward's, Limited.....	805	Ward's, Limited.....	805

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Visitation-de-Maniwaki à Egan.....	794	Visitation of Maniwaki to Egan.....	794
------------------------------------	-----	-------------------------------------	-----

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

TREASURY DEPARTMENT :—

Ensign Insurance Company.....	796	Ensign Insurance Company.....	796
Fidelity Insurance Company of Canada.....	795	Fidelity Insurance Company of Canada.....	795
Montreal, Ex-Fighting Men's Association.....	795	Montreal, Ex-Fighting Men's Association.....	795
Montreal Protestant House of Industry and Refuge.....	795	Montreal Protestant House of Industry and Refuge.....	795

Société Saint-Jean-Baptiste de la paroisse de Saint-François-de-Sale, Pointe-Gatineau.....	794	Société Saint-Jean-Baptiste de la paroisse de Saint-François-de-Sale, Pointe-Gatineau.....	794
The Strathcona Fire Insurance Company.	848	The Strathcona Fire Insurance Company.	848
United British Insurance Company, Limited.....	795	United British Insurance Company, Limited.....	795
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Asbestos Quarries, Lt'd.....	836	Asbestos Quarries, Lt'd.....	836
Atlas Press, Limited.....	786	Atlas Press, Limited.....	786
Business Service, Limited.....	791	Business Service, Limited.....	791
Cartier Park, Lt'd.....	841	Cartier Park, Lt'd.....	841
Central Hotel Company, Limited.....	789	Central Hotel Company, Limited.....	789
Comptoir Financier Canadien, inc.....	784	Comptoir Financier Canadien, inc.....	784
Grover's Limited.....	833	Grover's Limited.....	833
La Compagnie d'Obligations et de Placements des Trois-Rivières, limitée.....	785	La Compagnie d'Obligations et de Placements des Trois-Rivières, limitée.....	785
La Compagnie des Logements de la cité de Saint-Jean, ltée.....	781	La Compagnie des Logements de la cité de Saint-Jean, ltée.....	781
L'Association des marchands entrepreneurs électriciens de la province de Québec.....	781	Association of the Electrical Contractors Dealers of the Province of Québec....	781
L'Imprimerie Cambridge, ltée.....	837	The Cambridge Press, Lt'd.....	837
Pierre Rochefort, limitée.....	782	Pierre Rochefort, limitée.....	782
Piggly Wiggly Québec, Lt'd.....	840	Piggly Wiggly Québec, Lt'd.....	840
S. Bourassa & Fils, ltée.....	843	S. Bourassa & Fils, ltée.....	843
The Globe Theatre Co., Lt'd.....	790	The Globe Theatre Co., Lt'd.....	790
Thomson Chesland Lumber, Lt'd.....	832	Thomson Chesland Lumber, Lt'd.....	832
White Hall, Lt'd.....	834	White Hall, Lt'd.....	834
LETTRE PATENTE, SUPPLÉMENTAIRE:—		SUPPLEMENTARY, LETTER PATENT:—	
Mutual Construction & Realty Co. Lt'd.	792	Mutual Construction & Realty Co. Lt'd.	792
MINUTES DE NOTAIRE :—		NOTARIAL MINUTES :—	
Demande par M. Victor W. Meek.....	805	Application by Mr. Victor W. Meek....	805
Demande par M. L.-Ed. Morier.....	806	Application by Mr. L. Ed. Morier.....	806
Demande par M. Pierre-Edmond Durocher.....	806	Application by Mr. Pierre-Edm. Durocher.....	806
Demande par M. Emile Hébert.....	805	Application by Mr. Emile Hébert.....	805
NOMINATIONS ET RÉVOCATIONS:—		APPOINTMENTS AND REVOCATIONS:—	
Commissaires des cours de Saint-Charles-Borromée; Cap Saint-Ignace; Saint-Barnabé.....	780	Commissioners of the courts of Saint-Charles-Borromée; Cap Saint-Ignace; Saint-Barnabé.....	780
ORDRES DE COUR :		RULES OF COURT:—	
Bérubé & Mercier, enreg. vs Mignault.	806	Bérubé & Mercier, Reg. vs Mignault..	806
Bourque vs les héritiers de Colby.....	806	Bourque vs the heirs of Colby.....	806
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Cour de magistrat, district de Beauce..	846	Magistrate Court, district of Beauce..	846
Cour de magistrat, district de Montmagny.....	847	Magistrate Court, district of Montmagny.....	847
Loi amendant les Statuts refondus, 1909.	846	An Act to amend the Revised Statutes, 1909.....	846
SOUSSIONS:—		TENDERS:—	
Corporation de la ville de Magog.....	807	Corporation of the town of Magog.....	807
Corporation scolaire de la cité de Lachine	808	School Corporation of the city of Lachine	808
Pour la construction d'une église et presbytère à La Tuque.....	807	For the construction of a church and presbytery at La Tuque.....	807
VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE :—	
Canadian National Express Co.....	808	Canadian National Express Co.....	808
Canadian Pacific Railway Company....	808	Canadian Pacific Railway Company....	808

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Crete, Elphège.....	813
Crown Cyle & Motor Co'y.....	810
Laberge, Fortunat.....	811
Laroche, Alcide.....	810
Leclaire, Archille.....	809
Martin, Lévis.....	812
St. Martin, Charles.....	809

VENTES PAR LICITATION :—

Ethier (Dme) vs Morin.....	815
Robichaud vs Leclair.....	813
Thompson <i>et al</i> vs Durand <i>et al</i>	814

VENTE POUR TAXES :—

Mun. de la ville de Huntingdon.....	816
-------------------------------------	-----

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Hamel vs Lupien.....	816
Guillemette vs Martineau.....	817

GASPÉ :—

Dame Tremblay vs Roussy.....	817
------------------------------	-----

IBERVILLE :—

Harbec vs L'Ecuyer.....	818
-------------------------	-----

JOLIETTE :—

Forest vs Laurion.....	818
------------------------	-----

KAMOURASKA :—

Côté vs Fournier.....	818
La Cité de Rivière-du-Loup vs Fraser..	819

MONTMAGNY :—

Beaulieu vs Nadeau.....	819
-------------------------	-----

MONTREAL :—

Cité de Montréal vs George.....	827
Cité de Montréal vs Richer.....	828
Cité de Montréal vs Thoin.....	829
Cité de Montréal vs Guérard.....	824
Cité de Montréal vs Guillbault.....	825
Cité de Montréal vs Langelier.....	825
C. Lusignan & Cie vs Deserres.....	822
Côté vs De Grandpré.....	823
Holt <i>et al</i> vs Rodden.....	820
Holt & Gordon vs Ker.....	822
Larin vs St-Germain.....	828
National Brick Co. of Laprairie, Lt'd vs Choquette.....	821
Shearer vs City Development Co., Ltd..	824
St-James vs Upthegrove.....	825
The Broad Realty Lt'd vs Comte.....	826
The Independant Order of Odd Fellows Manchester, &c. vs Gurman.....	820
Ville de Montréal-Est vs Fournier.....	823

RIMOUSKI :—

Dame Landry vs Gagnon.....	830
La Banque Nationale vs Lévesque....	829

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Crete, Elphège.....	813
Crown Cyle & Motor Co'y.....	810
Laberge, Fortunat.....	811
Laroche, Alcide.....	810
Leclaire, Archille.....	809
Martin, Lévis.....	812
St. Martin, Charles.....	809

SALES BY LICITATION :—

Ethier (Dme) vs Morin.....	815
Robichaud vs Leclair.....	813
Thompson <i>et al</i> vs Durand <i>et al</i>	814

SALE FOR TAXES :—

Mun. of the town of Huntingdon.....	816
-------------------------------------	-----

SHERRIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Hamel vs Lupien.....	816
Guillemette vs Martineau.....	817

GASPÉ :—

Dame Tremblay vs Roussy.....	817
------------------------------	-----

IBERVILLE :—

Harbec vs L'Ecuyer.....	818
-------------------------	-----

JOLIETTE :—

Forest vs Laurion.....	818
------------------------	-----

KAMOURASKA :—

Côté vs Fournier.....	818
The City of Rivière-du-Loup vs Fraser.	819

MONTMAGNY :—

Beaulieu vs Nadeau.....	819
-------------------------	-----

MONTREAL :—

City of Montreal vs George.....	827
City of Montreal vs Richer.....	828
City of Montreal vs Thoin.....	829
City of Montreal vs Guérard.....	824
City of Montreal vs Guillbault.....	825
City of Montreal vs Langelier.....	825
C. Lusignan & Cie vs Deserres.....	822
Côté vs De Grandpré.....	823
Holt <i>et al</i> vs Rodden.....	820
Holt & Gordon vs Ker.....	822
Larin vs St-Germain.....	828
National Brick Co. of Laprairie, Lt'd vs Choquette.....	821
Shearer vs City Development Co., Ltd..	824
St-James vs Upthegrove.....	825
The Broad Realty Lt'd vs Comte.....	826
The Independent Order of Odd Fellows Manchester, &c. vs Gurman.....	820
City of Montreal East vs Fournier.....	823

RIMOUSKI :—

Dame Landry vs Gagnon.....	830
La Banque Nationale vs Lévesque....	829

SAINT-FRANCOIS:—

Beaudoin vs Côté.....	830
Morin vs Sévigny.....	830

TROIS-RIVIERES:—

Langlois vs Martin.....	831
Lessard vs Lafrenière.....	831

SAINT FRANCIS:—

Beaudoin vs Côté.....	830
Morin vs Sévigny.....	830

THREE RIVERS:—

Langlois vs Martin.....	831
Lessard vs Lafrenière.....	831